LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Mac Ghee et les otages.

H. ROLLET : Les origines de « Rerum Novarum ».

P. BUTTIN : La crise marocaine.

B. GUYON : Le testament d'André Gide : Thésée.

A. DES MAZERY : Lettre à un homme de cinquante ans.

LES SIGNES DU TEMPS

Une nouvelle minorité syndicale.
Hausse des prix et Conventions collectives.
Iran et pétrole.
Démission du Travaillisme.
Les Japonais et Mac Arthur.
Liberté, prends garde !
Tableau politique des partis en France.
Petite chronique européenne.
Un enjeu électoral, le collège unique.
Azimuts : Etat d'Israël et Royaume de Dieu.

ARTS. LIVRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Le fascisme aux Etats-Unis.

VIE MENSUELLE

JUIN 1951

LES ÉDITIONS DU CERF - PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Mac Ghee et les otages** 1

H. ROLLET : **Les origines de *Rerum Novarum*** .. 4

P. BUTTIN : **La crise marocaine** 22

B. GUYON : **Le testament d'André Gide : *Thésée*** 51

A. DES MAZERY : **Lettre à un homme de cinquante ans** 67

LES SIGNES DU TEMPS

Une minorité syndicale (P. Cheyron) 72
Hausse des prix et Conventions collectives (C. Savouillan) 75
Iran et pétrole (J. Nantet) 78
Démission du Travaillisme (G. Rottier) 82
Le départ de Mac Arthur et le Japon (Hattori) 85
Mac Arthur (*suite*) (A. Viatte) 87
Liberté, prends garde ! (R. Vrinat) 89
« Tableau politique des partis en France » (H. Muller) 91
Petite chronique européenne (J. Rounault) 94
Un enjeu électoral, le collège unique (P.-A. Martel) 97
Azimuts : État d'Israël et Royaume de Dieu (A.-Z. Serrand) .. 99

PORTRAIT

A.-J. Maydieu : Maxime Chastaing ou la recherche du prochain 105

ARTS — LETTRES — LIVRES

A propos d'Henri Laurens (R. Vrinat) 111
« Situation de l'art moderne », de Cassou (P. Secretan) 113
Jeu de Dames (M. Chavardès) 115
« La propagande politique », de J.-M. Domenach (G. Venaissin). 119

THÉATRE

« Rome n'est plus dans Rome » (H. Gouhier) 121

CINÉMA

Cinéma (J.-P. Chartier) : Le métier de star et celui de comédienne 125

DOCUMENT

Le fascisme aux États-Unis 131

Mac Ghee et les otages

Au Mississipi le 8 mai, Mc Ghee est exécuté parce qu'il est Noir. Le 11 mai, vingt otages vietnamiens sont exécutés à Dalat. En Espagne des salaires de famine provoquent des grèves. Le chrétien n'a-t-il rien à faire ?

Une première solution est le silence. Dans la tension actuelle il ne faut pas affaiblir le camp où l'homme marié tout est défendu. Au surplus la sagesse est d'attendre avant de se prononcer. Les derniers renseignements découvrent alors que les grèves d'Espagne ont pour cause prochaine la lutte sourde que les deux moitiés du monde anglo-saxon se livrent à Barcelone comme à Téhéran. L'assassinat des Vietnamiens est une rispote à un attentat et un avertissement. Grâcier Mac Ghee eût été pour M. Truman perdre l'appui des démocrates du Sud, abandonner la lutte menée dans l'affaire Mac Arthur pour la paix et pour la démocratie, compromettre même l'espoir de réviser un jour la législation anti-noire de certains états américains. Mais que l'opinion mondiale se rallie unanimement à ces raisons « politiques » et les Noirs continueront d'être lynchés ou électrocutés aux États-Unis, les otages d'être exécutés au Viet-Nam, les ouvriers d'Espagne, d'avoir faim...

Autre solution : unir sa voix à ceux qui dénoncent les erreurs des Occidentaux. Une voix isolée ne se fera jamais entendre. En outre, la parole n'a signification que

si elle est la menace d'une action. La diversité des op
nions ne devrait pas empêcher d'unir des voix pour u
juste revendication, ni la crainte qu'une dénonciatio
commune de crimes commis dans le camp capitalis
puisse servir le camp adverse. Si la voix de ceux qui on
faim et soif de la justice devait servir un camp plut
que l'autre, ne serait-ce pas signe après tout que
premier est plus apte à répondre à ce désir de justice
Mais pour cela il faudrait que la protestation pût s'élev
contre toute injustice. Or les staliniens n'accepter
jamais la moindre protestation contre les crimes comm
chez eux. Unir sa protestation aux leurs, même contr
une révoltante injustice, c'est accepter de les servir, e
servir avec eux l'injustice.

Alors on élèvera une protestation, mais par crainte d
servir le communisme soviétique, on noiera le poisson
On ne pense ici nullement que ce qu'a écrit M. Thierry
Maulnier dans le Figaro *du 11 mai se soit donné ce*
objectif. Mais on peut craindre que les nombreux lec
teurs du Figaro *ne se rassurent trop vite à sa conclusion*
« Nous ne sommes pas délivrés du mal. Du moins
avons-nous le droit de lutter contre lui. » M. Thierry
Maulnier, lui, use de son droit. Mais son lecteur? L
voilà rassuré, certain qu'il est, par cette seule lecture
de posséder le même droit. Chez le chrétien, cette bonn
conscience est trahison.

Que reste-t-il donc aux chrétiens? Peut-être à prendr
conscience de leur responsabilité et de leur force, uni
par-dessus leurs frontières. Au delà du combat entre le
peuples, se mène un combat pour l'homme en tous pays
partout où les Noirs sont lynchés, les otages fusillés, le
ouvriers privés d'un juste salaire et de toute possibilit
d'accéder à la conscience humaine. On ne peut prêche
le Crucifié si on ne prend partout le parti des homme
injustement menacés. Mais les voix ne seront unies dan
un même cri que si chacun se refuse à utiliser des mot

étiens pour stigmatiser ce qui n'est qu'objet d'ani-sité particulière. Le chrétien de France peut citer vangile contre ce qui lui déplaît en Espagne ou aux S.A. Il ne parlera guère plus intelligemment alors que chrétiens de ces pays lorsqu'ils jugent rapidement le re. Le but à atteindre est, au contraire, que les catho-ues des différents pays dénoncent ensemble ce qu'ils nt pas le droit de tolérer en aucune de leurs contrées. e la masse des chrétiens est loin de cette conception timent catholique! Heureusement, certains se connais-t au moins de nom, prêts à s'unir en cette correction ternelle, acte éminent de la charité. A Madrid, à Bar-one, des catholiques (pas forcément ennemis en tout leur régime) comptent sur l'appui de leurs frères d'au-s langues pour mieux lutter contre les injustices into-ables. Aux U.S.A. le Catholic Worker, Common-alth, Integrity, *d'autres encore en appellent aux rétiens d'Europe contre un racisme en apparence indé-inable. Cette amitié trop limitée doit s'étendre. Il est nps que se forme entre nous chrétiens de toutes nations e entente non point pour la défense mutuelle de privi-ges et de préjugés, mais afin de nous aider les uns les tres à rendre au Christ un témoignage plus vrai, au soin contre nous-même, par la lutte sur notre propre l et en notre propre cœur, contre toute injustice qui us empêche d'être témoins de la Croix. La rencontre tre les* Actions Catholiques *des différents pays, que l'on nonce pour septembre, proposera-t-elle le seul pro-amme que se puissent donner aujourd'hui des chré-ens?*

Le Christ est notre lien. Il demeure la permanente otestation de tout crime contre l'homme. Car il y a ux mille ans, Caïphe et Pilate eussent-ils été incapa-es de croire que Jésus était le Fils de Dieu, furent riminels pour avoir sacrifié à « leur ordre établi », n innocent. — V. I.

LES ORIGINES DE *RERUM NOVARUM*

PARMI tant de caractères qui distinguent cette charte de la pensée sociale chrétienne, il en est un qui nous échappe quelquefois, c'est l'ampleur de sa préparation. Et pourtant, si l'encyclique est si riche d'enseignements, n'est-ce pas parce qu'elle a répondu au concert des questions posées par les chercheurs des différentes écoles chrétiennes? Et si elle eut, dès 1891, un tel retentissement, n'est-ce pas parce que les pionniers sociaux des diverses nations y ont trouvé précisément les réponses attendues? Pour apprécier à sa juste mesure l'acte historique de 1891, il convient, semble-t-il, d'évoquer les efforts qui l'ont précédé et préparé.

On peut distinguer dans les origines de *Rerum Novarum,* l'élaboration d'éléments doctrinaux soit par des écoles régionales, soit par des personnalités relativement isolées et la mise en œuvre de ces travaux par des réunions communes sous les auspices du Saint-Siège pour préparer l'encyclique.

Ecoles et personnalités

Les origines lointaines et indirectes de *Rerum Novarum* ne sauraient trouver place dans le cadre de cette

ıde. Il faudrait y évoquer tous les travaux sociaux que catholiques ont publiés au XIX[e] siècle et dont l'hisre pour la France vient d'être écrite dans le tout ɔent et remarquable ouvrage de M. J.-B. Duroselle[1]. Les origines directes de l'encyclique apparaissent dans pensée et les écrits de l'évêque de Mayence, Mgr de ɛtteler, grand thomiste, dont l'ouvrage *La question vrière et le christianisme* (1864) analyse très exactement les causes de la prolétarisation et le danger qu'elle it courir à la vie religieuse. Par là, Ketteler ouvre la ɔie à l'intervention officielle de l'Église vingt-sept ans us tard. Le danger étant peu sensible en Rhénanie, ɛtteler, inspiré par ses souvenirs de jeunesse de ce u'il appelle « le marché aux esclaves de l'Europe Cenale », est mû par une conscience aiguë de sa responsailité pastorale au sein de l'Église universelle. C'est par ı qu'il mérite l'éloge de Léon XIII disant qu'il avait été on prédécesseur.

Le mal, pour Ketteler, c'est l'insuffisance du salaire ui n'atteint pas, dit-il, « le minimum pour conserver on existence physique », à cause de la concurrence ıcharnée, de l'absence de toute organisation du travail, lu machinisme, de la prépondérance croissante du capital. Le remède, il le voit dans un retour à un ordre social hrétien à base de justice. L'association ouvrière agira seule pour obtenir que le salaire corresponde à la valeur du travail, qué la durée en soit diminuée, jalonnée par des journées de repos, et que le travail soit interdit aux enfants et aux jeunes filles.

L'année même où paraissait le livre de Ketteler, son disciple, Karl de Vogelsang, se fixait à Vienne, où il

1. J.-B. Duroselle : *Les débuts du catholicisme social en France* (Presses universitaires de France).

allait devenir l'inspirateur d'une école sociale autr
chienne. Aux revendications de Ketteler, il ajoute l'ass
rance contre les principaux risques, et surtout la solutio
de la question paysanne, qui commence à préoccup
l'Europe Centrale. Dénonçant l'abus capitaliste de
propriété, Vogelsang réclame le droit pour le paysa
d'être nourri par sa terre, la suppression des interm
diaires et des prêteurs (qu'il assimile aux usuriers),
constitution du bien de famille et l'acquittement parti
en nature d'impôts allégés. Après une phase de pro
tection nationale du travailleur par l'autarcie, Vogelsan
demande une législation internationale du travail et l
restauration des corps professionnels. C'est à Aix-la
Chapelle, fin 1870, qu'Albert de Mun et La Tour du Pi
captifs connurent l'ouvrage de Ketteler et, fortifiés pa
les leçons de la Commune, se décidèrent à fonde
l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers dont la sec
tion des études (1878), sous la double influence de L
Tour du Pin et de Léon Harmel, devait être l'inspira
trice de l'école française.

Pour La Tour du Pin, la société repose sur la famille
à laquelle il veut donner la garantie territoriale d'un coi
de terre insaisissable et inaliénable, valorisé par u
remembrement rationnel, sur la propriété, qui est u
droit, mais aussi une fonction, et sur le travail. L'écol
française s'attache à préciser la notion d'un salair
moyen qui rémunère le travail et indemnise forfaitaire
ment l'ouvrier pour sa renonciation à une part des béné
fices. Ce salaire garantira l'ouvrier contre les risque
dans le cadre professionnel et lui permettra une promo
tion personnelle et familiale. Les grands instruments d
production, chemins de fer, banques, etc., d'intérêt pu
blic, deviendront propriété de la profession.

Léon Harmel enseigne en praticien la valeur du concours ouvrier, lui accordant la gestion des œuvres sociales, une connaissance accrue de la vie de l'entreprise par le conseil d'usine, une aide par le supplément familial de salaire. Le premier il montre la décomposition du salaire et rappelle son expression nécessaire : pouvoir d'achat.

Les industriels du Nord de la France, influencés par Charles Périn, professeur à Louvain, et surtout par Le Play, se prononcent en faveur d'une association professionnelle avec leurs ouvriers sous l'impulsion incessante et généreuse de Camille Féron-Vrau, mais découvrent bientôt l'opposition profonde entre le patronage recommandé par Le Play et les idées nouvelles d'Harmel.

En Italie, le 6 février 1877, le cardinal-évêque de Pérouse publiait un mandement traitant de la condition ouvrière.

La manufacture moderne, telle qu'elle est constituée d'ordinaire sous la forme anonyme, sépare presque toujours le patron du travailleur manuel qui coopère à l'industrie. Un abîme s'est creusé entre le capitaliste et le salarié. L'ouvrier loue ses bras en échange d'une rétribution quotidienne. En dehors de l'atelier il ne connaît plus qui le paie et son patron ne le connaît plus. Le travail devient une marchandise assujettie à la loi d'airain de l'offre et de la demande.

Le 20 février 1878, l'auteur de ces lignes devenait le pape Léon XIII. Et avant la fin de l'année, le député français Keller informait ses collègues de l'Œuvre des Cercles que des études sociales allaient être entreprises au Vatican.

Cette première marque de sollicitude de Léon XIII devait se renouveler constamment, et son intervention constante a été la condition indispensable au succès des

recherches. On peut admirer que les études décidées dès 1878 n'aient abouti à l'encyclique qu'après treize années. Cette patience a permis le développement de nombreux travaux, la confrontation des résultats et la lente mise au point d'un grand document. Au reste, l'Histoire n'a pas été injuste pour le pape de l'encyclique *Rerum Novarum*, mais la postérité est quelquefois tentée d'oublier l'immense action menée d'autre part et notamment dans le domaine religieux et diplomatique par l'infatigable pontife.

En 1882, à l'instigation de Léon XIII, se constituait un « Comité romain d'Études sociales » présidé par Mgr Jacobini, préfet de la Propagande, pour

étudier toutes les questions de l'économie sociale au point de vue de la doctrine catholique; s'attacher de préférence à approfondir les questions qui intéressent les travailleurs; chercher les vrais principes, quel compte l'économie actuelle en tient et comment arriver à les faire prévaloir au sein des sociétés.

Parallèlement au Comité, une association de bienfaisance, « la Société artistique ouvrière de la charité réciproque », met les chercheurs romains en rapport avec les ouvriers.

Après l'Autriche, la France et l'Italie, l'Allemagne au sortir du Kulturkampf, constituait un comité d'études sociales et politiques au sein de l'Assemblée générale des catholiques allemands (1882), qui élabore à Haïd, en 1883, sous la présidence du prince Charles de Loewenstein, un plan de réorganisation de la société dans le cadre professionnel, accompagné d'un programme qui inspire l'action politique du centre.

En Suisse, la cause ouvrière avait depuis de longues années un éloquent défenseur en la personne de

Mgr Mermillod. Fils d'un boulanger, cet enfant de Carouge fait figure de précurseur dans l'épiscopat d'alors. Du haut de la chaire de Sainte-Clotilde, ses discours des 23 février et 16 mars 1868 surprirent : « Le peuple veut obtenir dans l'ordre social la place que lui a donnée dans l'ordre politique le suffrage universel. » Il faut l'y aider par le travail, l'instruction, l'association et la prévoyance. Évêque de Genève (1873), mais aussitôt exilé, Mgr Mermillod, parallèlement aux réunions internationales, constitua une petite équipe de sociologues helvétiques avec le jeune conseiller national des Grisons, Gaspard Decurtins, Théodore de la Rive et Python.

En Belgique, enfin, les compatriotes de Charles Périn, déjà intéressés par ces problèmes, s'y jetaient avec angoisse après les sanglantes émeutes de Liége (1886), guidés par des hommes très différents dont l'union constituait précisément une puissante équipe : Mgr Doutreloux, évêque de Liége, le professeur Helleputte, de l'université de Louvain, et Schollaert, les fondateurs de la puissante Association de défense paysanne, le Boerenbond (1890), et le jeune duc d'Ursel. En Angleterre le catholicisme social n'est guère représenté que par un homme... mais quel homme! Le cardinal Manning, archevêque de Westminster, dont l'influence personnelle sur le Saint-Siège et sur les catholiques des deux continents est considérable (l'abbé Lemire lui attribuait sa vocation sociale et écrivit sa vie). La déchristianisation du prolétariat irlandais, perdu dans la foule anglaise, est à l'origine de son action. N'ouvrait-il pas chaque matin le *Times* au compte rendu du tribunal de police, craignant d'y trouver un nom irlandais? Manning se prononce résolument pour une intervention en faveur du travail. Il

écrit au congrès de Liége (où assiste l'évêque de Nottingham, Mgr Bagshaw) :

> Les rapports pacifiques n'existeront pas entre ouvriers et patrons tant qu'on n'aura pas reconnu, fixé et établi publiquement une mesure juste et convenable réglant les profits et les salaires.

Cette mesure, selon laquelle seraient établis les contrats entre patrons et ouvriers, serait révisible, en fonction du coût de la vie, tous les trois ou cinq ans. La possibilité et la valeur humaine de l'intervention de l'Église, Manning la démontra quand seul il parvint à terminer, après trente-trois jours de misère, la grève des dockers par un arbitrage dont le retentissement fut immense (1889).

Enfin, on ne saurait oublier, à la veille de l'encyclique, le mémoire que le cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, remit au Saint-Siège le 20 février 1887 pour empêcher la condamnation de la grande organisation ouvrière de l'époque, les « Chevaliers du Travail », dont les allures mystérieuses avaient inquiété le cardinal Taschereau, archevêque de Québec, au point qu'il leur interdit les sacrements. Mgr Gibbons et Mgr Ireland, évêque de Saint-Paul, évoquèrent devant Léon XIII l'existence difficile des ouvriers américains, le danger d'une mainmise absolue du capital, l'importance d'une présence catholique à ce monde du travail en plein développement et surtout la nécessité d'une action de défense concertée des travailleurs, pouvant aller jusqu'à la grève. Le cardinal attachait une telle importance à ce mémoire qu'il pria Manning de le revoir. Le pape admit l'ordre des Chevaliers du Travail, geste dont les conséquences furent considérables pour le catholicisme américain. L'in-

tervention de Gibbons, au moment même où Léon XIII allait rédiger l'encyclique, s'avérait décisive.

Les études concertées

Mais tant de recherches en ordre dispersé risquaient de diviser les sociologues, de les égarer et, en fin de compte, de perdre beaucoup de leur valeur. Aussi une tendance à se rencontrer et, plus tard, à travailler de concert est-elle très vite perceptible. Les écoles elles-mêmes procèdent les unes des autres. Vogelsang, initié par Ketteler, va influencer les groupes français, italiens et allemands. L'un de ses principaux lieutenants est un Mecklembourgeois converti, le comte de Blome, qui a fondé la *Correspondance de Genève* pour orienter le mouvement catholique et prêter une voix au pape captif dans Rome. La Tour du Pin, son lecteur fidèle, le rencontre à Ferney, patrie de Voltaire, tout près de cette Suisse qui a exilé Mgr Mermillod. L'évêque de Genève, au lendemain de la Commune, y organise la première rencontre des catholiques sociaux. Parmi eux se trouvaient deux autres fidèles disciples de Vogelsang, les princes Alfred et Aloys de Liechtenstein qui firent une forte impression sur La Tour du Pin. A l'une des premières réunions, on discuta du principe sur lequel doit reposer l'ordre social. Nouveau venu à ces débats, La Tour du Pin répondit : sur la liberté.

Alors, contait-il, je vis deux grands diables en redingote noire se lever et quitter la salle en silence. Je compris que j'avais dit une bêtise; il fallait dire : la justice.

Cette réunion, qui semble avoir été un peu prématurée, établit les relations que La Tour du Pin allait resserrer

quelques mois plus tard quand il va représenter la France à Vienne comme attaché militaire. L'influence de l'école autrichienne est sensible dans les lettres qu'il envoie à la commission des études de l'Œuvre des Cercles. Quand se fonde le groupe italien, on relève la double présence à Rome de Mgr Mermillod et d'un autre disciple de Vogelsang, le comte de Kuefstein. A leur tour, le groupe allemand et le groupe français influencent les Belges, d'autant plus facilement que le jeune duc d'Ursel est le beau-frère très aimé d'Albert de Mun.

Mais, en 1884, ces relations prennent un caractère organique quand Mgr Mermillod, à peine rentré à Fribourg, y appelle Kuefstein, Loewenstein, La Tour du Pin et Louis Milcent, qui introduira le Crédit agricole dans le Jura. Rencontre décisive puisqu'on y a décidé la création d'une Union d'études sociales dont la première session doit se tenir à Fribourg à l'automne 1885 sous la présidence de Mgr Mermillod. Ainsi naquit la célèbre Union de Fribourg. C'était un cercle fermé où n'étaient admises que des personnalités spécialisées dans les études sociales et prêtes à les poursuivre. La Tour du Pin en fit écarter les partisans du libéralisme économique voulant non pas défendre les doctrines sociales, mais les faire progresser. Les travaux étaient secrets et on n'en connut certains procès-verbaux qu'en 1914, ce qui s'explique par leur caractère d'études destinées à être soumises au Saint-Siège. Au reste, chacun pensait avec Mgr Mermillod que toute idée devient une action. Parmi les représentants, ajoutons aux noms déjà cités : Albert de Mun, d'Avril, Roquefeuille, Delalande et Henri Lorin, les Allemands Wambold et le R. P. Lehmkühl, les Italiens Medolago et Manna, etc.

Les travaux de Fribourg représentent des études con-

sidérables et dont l'objet dépasse même le domaine de l'encyclique. Les hôtes de Mgr Mermillod s'accordèrent d'abord pour reconnaître les abus auxquels aboutit la liberté du travail. Ils conclurent à la nécessité d'une intervention semblable dans chaque pays par une législation internationale du travail. Aussitôt, d'ailleurs, Decurtins faisait accepter au Conseil national helvétique le projet d'une conférence sociale internationale à Berne. Les invitations étaient déjà acceptées quand l'Allemagne lança le même projet qui devint la Conférence de Berlin.

L'Union de Fribourg chercha à délimiter le rôle de l'État à mi-chemin du libéralisme qui lui refusait toute intervention et du socialisme qui ne comptait que sur lui. L'État intervient dans chaque pays pour réprimer les abus et faire régner la justice. Ce n'est pas un droit que l'Union lui concède, mais un devoir qu'elle lui rappelle. Le rôle de l'État se trouve d'ailleurs limité par la restauration des corps professionnels que l'assemblée appelle de ses vœux. On vit le rapporteur, Albert de Mun, se prononcer en faveur du syndicat mixte, mais accepter dès 1887 la possibilité d'associations ouvrières indépendantes.

L'Union de Fribourg proclame le droit « en soi absolu » de l'homme sur son travail et son droit moral — correspondant à un devoir pour la société — à se procurer par un labeur modéré, une subsistance suffisante pour lui et les siens. Le salaire tiendra compte non seulement de l'effort et du produit, mais encore des risques et périls inséparables de toute entreprise économique. Un contrat librement conclu entre l'employeur et le travailleur déterminera la part de bénéfice et le mode de participation du second. L'équité et la justice exigent qu'il soit tenu compte dans ce contrat de la part

de chacun à la réalisation du bénéfice final. Il appartiendra à l'organisation professionnelle de favoriser la conclusion de ces contrats. L'Union de Fribourg demande aussi l'assurance de l'ouvrier contre la maladie, l'invalidité, l'accident ou le chômage. Par contre, l'organisation du commerce, après quelques études, est abandonnée parce que prématurée. Quant à l'agriculture, elle fait l'objet d'un plan assez voisin des idées de Vogelsang et La Tour du Pin.

Le 30 janvier 1888, Léon XIII, que Mgr Mermillod informait régulièrement du progrès des travaux, reçut en audience neuf membres de l'Union et leur demanda de lui remettre un mémoire résumant leurs conclusions. Ce document fut remis deux ans plus tard au pape. Il porte trois signatures, celles de Mgr Mermillod, président, de Kuefstein, secrétaire général, et d'Henri Lorin, secrétaire adjoint de l'Union.

En même temps que l'Union de Fribourg, d'autres assises internationales se tenaient à Liége, à l'appel de l'évêque Mgr Doutreloux, pour chercher à résoudre le conflit social que les émeutes avaient brusquement révélé dans toute son acuité. Les trois congrès de Liége (1886-1887-1890) se prononcèrent formellement en faveur d'une intervention de l'État pour réprimer les abus et restaurer la justice. Ils recommandèrent la limitation du travail des femmes et la suppression de celui des enfants, le repos dominical, l'assurance ouvrière, le syndicat, la banque populaire, le comité de conciliation et la société pour aider l'ouvrier à bâtir. Un démocrate chrétien, un des seuls d'alors, l'abbé Pottier, intitula sans ambages sa communication : « Ce qu'il y a de légitime dans les revendications ouvrières »; ce fut un beau scandale, mais la confirmation que l'école de Liége donnait ainsi

l'Union de Fribourg ne pouvait qu'ajouter à l'autorité les conclusions de celle-ci.

Les pèlerinages ouvriers

Toutefois, à côté de ce mouvement international de pensée, la préparation de l'encyclique reçut une impulsion sensible de la venue au Vatican des ouvriers et des patrons catholiques qui sollicitaient l'avis de l'Église sur les conditions du travail. Depuis les jours lointains de sa nonciature à Bruxelles, Léon XIII n'avait guère eu de contact avec le monde ouvrier. Aussi quand en 1885 il reçut le pèlerinage des patrons organisé par l'Œuvre des Cercles, il dit à ses visiteurs : « Revenez avec vos ouvriers. » Et Harmel n'eut de cesse que fût réalisé le souhait du pape. Deux mille patrons et ouvriers accoururent au Vatican en octobre 1887, conduits par le cardinal Langénieux et Albert de Mun. Celui-ci, on le sait aujourd'hui, eut deux importants entretiens avec le pape, où celui-ci annonça son intention de publier une encyclique sur la question sociale. Si l'on veut dater le moment où Léon XIII est passé du projet d'une intervention à la décision d'écrire le fameux document, on peut le situer aux alentours de ce mois d'octobre 1887 où, durant le pèlerinage ouvrier, il s'en ouvrit à de Mun.

Au cours d'une audience solennelle, le pape déclarait que si la moralité, la justice, la dignité humaine ou la vie de l'ouvrier se trouvaient menacées ou compromises par les conditions du travail, les pouvoirs publics feraient une œuvre de salut social en intervenant.

Quand, deux ans plus tard, en réponse au vœu du Saint-Père, Harmel amena dix mille pèlerins à Rome — au prix de quel incessant labeur — l'appel de la

misère ouvrière se fit plus pressant par la voix du cardinal Langénieux, archevêque de Reims :

Vos enfants osent supplier Votre Sainteté de ne point se lasser, malgré les difficultés spéciales à notre temps, de rappeler au monde le respect des lois de la justice et du droit dans les rapports nécessaires des hommes entre eux, afin de garantir à l'ouvrier, dont le travail est la seule ressource, la stabilité de son foyer, la facilité de nourrir sa famille, de l'élever chrétiennement et de faire quelques épargnes pour les mauvais jours.

Le pape répondit en rappelant aux patrons qu'ils devaient considérer l'ouvrier comme un frère, adoucir son sort, l'édifier par le bon exemple et surtout ne se départir jamais à son détriment des règles de l'équité et de la justice en visant à des gains rapides et disproportionnés. En 1891, vingt mille pèlerins devaient venir à Rome quand un incident politique obligea Harmel à suspendre les pèlerinages. C'est alors que Léon XIII déclara à Mgr Bollard, évêque de Tours : « L'Encyclique est la récompense des pèlerinages ouvriers. »

La conférence de Berlin

Mais le 30 novembre 1888 les patrons du Nord avaient émis le vœu que les catholiques de tous les pays du monde se joignissent à eux pour conjurer le Saint-Père de prendre en main cette grande œuvre de la protection équitable du monde du travail dans l'univers entier et de provoquer un congrès international pour résoudre ces graves questions le plus tôt possible. Vœu nullement théorique d'ailleurs, puisqu'il s'accompagnait d'un vaste projet de pétitionnement. Les signatures patronales et ouvrières seraient recueillies de tous côtés, en Franc

'abord, à l'étranger ensuite, et toutes les pétitions unies seraient remises au pape.

Harmel ayant interrogé le cardinal Rampolla, celui-ci ncouragea vivement le projet, faisant seulement obser- er que Léon XIII ne pourrait rien tenter avant que le ouvement ne fût assez fort pour donner quelques espé- ances de succès. Harmel était donc rallié au projet avec on incomparable faculté d'organisation quand les accep- ations reçues par le gouvernement helvétique permirent e croire que la conférence souhaitée allait se tenir à erne avec l'ordre du jour proposé par Decurtins. Celui- i reçut alors une lettre de félicitations de Mgr Jacobini u nom du pape. Mais à la veille de ce qui devait être la onférence de Berne, Guillaume II lançait les invitations our une conférence à Berlin et invitait Léon XIII à s'y aire représenter. La conférence de Berlin, privée du oncours des catholiques sociaux, se révéla sans grande ortée pratique. Elle mérite néanmoins d'être mention- ée à la veille de l'encyclique parce qu'elle donna au ape l'assurance officielle en quelque sorte, d'un accord les pays sur le principe d'une intervention concertée en natière de législation sociale. Avec le recul du temps, ela nous semble bien peu de chose, mais c'était alors le œud de la question.

L'échec pratique de la conférence était à cet égard econdaire. Avec un sens très sûr des limites du contrôle nternational, La Tour du Pin écrit ne pas croire qu'une ssemblée de cette nature soit à même de créer une légis- ation internationale; mais le jour où une législation pro- ectrice de l'ouvrier existerait dans chaque pays, la éunion des représentants des puissances pourrait l'u- ifier.

Les derniers préparatifs

Aussitôt qu'il fut en possession du mémoire de l'Union de Fribourg, Léon XIII chargea le cardinal Zigliara de rédiger un texte d'après ce document. Ce fils de saint Dominique était un thomiste renommé. En même temps le pape créait Mgr Mermillod cardinal, le second de l'histoire helvétique. Ouvrant la session de Fribourg d'octobre 1890, le nouveau cardinal avait la joie de déclarer que l'encyclique était prête.

De fait, le cardinal Zigliara avait remis un travail très complet au Saint-Père, insistant sur l'aspect doctrinal et théorique de la question. Léon XIII, après une étude attentive, chargea son secrétaire particulier, Mgr Boccali, de revoir le document en l'allégeant de certains passages et en y introduisant quelques précisions d'ordre pratique. Ce texte remanié, Léon XIII le lut à nouveau, le corrigeant à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'il répondit exactement à sa pensée. Alors seulement le laissa-t-il paraître, le 15 mai 1891, sous le titre *De conditione opificum*, auquel l'histoire a préféré, suivant la tradition, les deux premiers mots : *Rerum Novarum*.

L'Encyclique fut saluée avec enthousiasme par beaucoup de catholiques et avec intérêt par beaucoup de libres-penseurs. On connaît le mot fameux de Barrès : « Je ne vois pas de raison pour qu'il y ait un catholique de plus, mais je ne crois pas qu'il subsiste un anticlérical. » Plus significative est sans doute la pensée que Leroy-Beaulieu, l'économiste libéral — le dernier de la célèbre phalange du XIX^e^ siècle — développait dans *La Revue des Deux Mondes*.

Par ses malédictions trop chagrines, l'Église semblait elle

même se reléguer à l'écart de ce monde qui se retirait d'elle... Et voilà que cette vieille mère, traitée de radoteuse par l'irréférence de tant de ses fils, s'est mise à parler aux hommes e ce qui les passionne et les divise le plus. Tout comme au emps des Grégoire VII et des Sixte V, le pape veut dire son not sur les affaires humaines et le monde ne s'en irrite point t le siècle ne s'en montre point trop surpris. C'est là encore in signe des temps qui viennent[2].

Intervention et laïcat

S'il fallait caractériser l'histoire de cette « maturation », selon l'expression du P. Guitton, il nous semble qu'elle pourrait se définir en deux mots : intervention et laïcat.

Que, par impossible, le contenu de l'encyclique se révélât un jour dépassé, que cette pierre cessât d'étayer l'enseignement de l'Église, l'acte de 1891 n'en garderait pas moins aux yeux de l'historien son extraordinaire valeur qu'a pressentie Leroy-Beaulieu.

Pour la première fois depuis la révolution industrielle, l'Église intervient solennellement dans un régime mû par le seul jeu des forces économiques; elle rappelle l'existence de valeurs qui les dépassent. A partir du moment où Léon XIII est intervenu, tous les développements deviennent possibles, toutes les adaptations, naturelles, toutes les précisions, complémentaires. Cette prise de position, par delà les grandes révolutions de la politique et de l'économie, rejoint celles des papes historiques, et affirme la continuité du magistère suprême.

Naturel à l'échelle de l'Histoire, l'acte de Léon XIII est extraordinaire à l'échelle de son siècle, un siècle oublieux du passé, orgueilleux de son savoir, aussi sûr

2. Cité par G. Guitton : *1891, une date dans l'histoire des travailleurs*, 1 vol., Paris, 1930.

du progrès que dédaigneux de ses victimes. Tous les documents ultérieurs, et singulièrement *Quadragesimo Anno*, sont en puissance dans l'acte de 1891, parce que l'Église a repris sa mission, quelles que puissent être les immenses difficultés d'interpréter les temps nouveaux.

Et, pour y parvenir, Léon XIII n'a pas hésité à appeler le laïcat. Quels sont en effet les hommes réunis à Fribourg? Parlementaires comme de Mun ou Decurtins; cultivateurs comme Delalande ou Milcent; journalistes comme Blome; universitaires comme Helleputte; industriels comme Harmel; ils appartiennent aux secteurs les plus variés de l'activité économique. Et leur nombre l'emporte de beaucoup sur celui des prélats et des théologiens. Cette intervention « révolutionnaire » des laïcs dans la préparation de l'encyclique, on ne l'a peut-être pas assez remarquée. N'est-ce pas déjà l'annonce d'une promotion du laïcat?

L'encyclique et l'Eglise de France

Toutefois, cette préparation essentiellement laïque s'est développée un peu en dehors de la vie même de l'Église. Hors les évêques de Fribourg et de quelques diocèses anglo-américains, l'épiscopat en est absent. Il y a peut-être là une explication, parmi d'autres, de la relative lenteur avec laquelle les enseignements de Léon XIII ont pénétré les milieux d'Église.

En France, par exemple, seul le cardinal Langénieux a suivi les travaux préparatoires; seul, il est préparé à soutenir l'action qu'elle inspirera. De fait, c'est au diocèse de Reims que naîtra la Démocratie chrétienne, que se tiendront les trois premiers congrès ouvriers et que sera mise au point cette heureuse formule d'assistance :

e secrétariat du peuple. Si Harmel est l'âme de ces éalisations, le cardinal en est l'indispensable garant. Qu'auraient été le Val des Bois et tout ce qui s'ensuivit vec un archevêque hostile ou seulement indifférent? Mais ailleurs? L'Union internationale d'études sociales recensé cinq lettres pastorales traitant des questions ociales en 1891, dont deux au diocèse de Reims, et huit n 1892. Ce qui revient à dire que l'encyclique a fait 'objet de pastorales spéciales dans huit diocèses différents y compris celui de Reims durant les dix-neuf mois ui ont suivi sa publication, à peine un sur dix!

Cette petite statistique, qu'on nous la pardonne, illustre assez bien le manque de préparation de la hiérarchie. Il faudra l'influence des démocrates chrétiens, étendue t développée par le Sillon et aussi par l'A.C.J.F., il audra la Séparation, pour amener l'épiscopat à s'intéesser de près aux développements du catholicisme ocial.

Nos présentes recherches semblent permettre d'écrire ue, vers 1906, une fraction minoritaire mais active et randissante de l'épiscopat a commencé à encourager les ravaux et surtout les œuvres des catholiques sociaux, 'associant ainsi et insensiblement au mouvement social atholique. Ceci nous oblige à constater un retard de uinze ans, ajouté, hélas! à celui de l'encyclique elleême, sur les maux qu'elle condamne. Mais ce retard, ont on a commencé à pallier les effets depuis lors et qui ient à l'immense crise traversée par l'Église au XIX^e^ siècle, c'est la gloire des précurseurs que nous venons d'évoquer et singulièrement d'un grand pape, de 'avoir repris, malgré tous les obstacles, voici tout juste oixante ans.

HENRI ROLLET.

LA CRISE MAROCAINE

Les causes de la crise marocaine sont complexes, leu analyse souvent faussée par les idéologies diverses Au surplus, tous plus ou moins, nous sommes juges e parties : juges parce que, en fait, nous nous érigeons en juges; parties, parce que, marocains ou français, notre responsabilité est impliquée dans cette affaire marocaine Ce sont là raisons majeures pour rendre la tâche peu commode. Cette crise comporte plusieurs aspects qu'il est nécessaire d'examiner successivement.

I. — Le drame berbère

Ce qu'enseignent l'histoire et la géographie

Le Maroc est un pays fortement individualisé par le relief de son sol. Il a une vocation atlantique, disent de lui les géographes. Au nord, le massif du Rif le sépare de la Méditerranée. Au sud et à l'est, le Grand Atlas et le Moyen Atlas le coupent du Sahara et des steppes de la Moulouya. Toutes les plaines riches sont sous l'influence de l'Atlantique. Beaucoup plus fertiles que les versants sud ou sud-est les versants nord et ouest de l'Atla

eux aussi, sont tournés vers l'Océan. Quelques détails diront l'importance de ce massif et son rôle dans la vie du Maroc. Au sud de Marrakech, de nombreux sommets dépassent quatre mille mètres. La route qui relie Meknès aux régions du Sud traverse le Moyen Atlas à une altitude moyenne de dix-huit cents à deux mille mètres sur quatre-vingts kilomètres de longueur. L'Atlas est le château d'eau du Maroc, et en même temps le centre d'une vie très particulière.

Dans ces massifs montagneux, dans les plaines, habitent, depuis des temps immémoriaux, les Berbères. On ignore leur origine. On rencontre chez eux des dolichocéphales et des brachycéphales, des bruns et des blonds, des yeux bleus et des yeux noirs, des grandes tailles et des petites tailles. Ils sont une fusion de races diverses.

A l'époque du paléolithique et du néolithique, le Sahara était habité! De l'Espagne, au nord, du Sahara, au sud, des steppes et hautes plaines algériennes, à l'est, convergèrent de nombreux envahisseurs qui se mêlèrent aux autochtones. Tous étaient des peuplades nomades en migration à la recherche d'un pays riche pour y faire pâturer leurs troupeaux. Dans les plaines fertiles, dans les vallées du Grand Atlas, ces nomades se sédentarisèrent peu à peu, mais restèrent entourés de tribus qui continuèrent la vie errante. Ces sédentaires n'eurent guère la possibilité d'avoir des contacts avec le monde extérieur; ils conservèrent donc les institutions nomades qui étaient primitivement les leurs.

Pendant le millier d'années qui précéda la destruction de Carthage, les Phéniciens — qui étaient des Orientaux — furent à peu près le seul peuple à avoir des rapports avec l'Afrique du Nord. Leur civilisation était plus avancée que celle des Berbères et ils commencèrent

déjà à les pénétrer d'influences civilisatrices orientales.

Lorsque le vieux Caton eut obtenu satisfaction et que son *delenda est Carthago* eut passé dans la réalité — 146 avant J.-C. — les Romains s'emparèrent progressivement de l'Afrique, où ils demeurèrent jusqu'au V^e^ siècle après J.-C. Mais ils se gardèrent bien de se heurter à la montagne peuplée de Berbères — de Barbares — guerriers farouches, épris de liberté et d'indépendance. Les Vandales, au V^e^ siècle, succédèrent aux Romains; les Byzantins, au VI^e^ siècle, succédèrent aux Vandales; les Arabes, à partir du VIII^e^ siècle, succédèrent aux Byzantins. La plaine et les régions côtières furent successivement romanisées, vandalisées, byzantinisées et arabisées. La montagne resta à peu près inviolée, et les Berbères continuèrent à y mener leur vie, à y maintenir leurs traditions et leurs coutumes, celles que nous trouvâmes lorsque les troupes françaises soumirent la montagne à l'autorité du Sultan.

L'histoire du Maroc est une histoire passionnante. L'individualité de ce pays est aussi marquée sur le plan historique que sur le plan géographique. Des dynasties berbères d'origine nomade, comme celle des Almoravides, ou d'origine sédentaire, comme celle des Almohades, comptèrent des Sultans remarquables. Non seulement ils soumirent entièrement le pays, mais on les voit partir à la conquête du reste de l'Afrique du Nord ou de l'Espagne. Mais les dynasties se succèdent, sans lien les unes avec les autres. En général, elles durent fort peu de temps. Puis elles passent la main, généralement renversées par un ambitieux qui crée une dynastie nouvelle. Les Idrissides et leurs successeurs s'installent au Maroc pour cent trente ans (788-920) et sont renversés par des dynasties étrangères (920-1053). Celles-ci à leur tour

ont détrônées par les Almoravides, grands nomades hariens qui règnent pendant quatre-vingts ans (1053-130). Les Almohades, d'origine sédentaire les remplacent, non sans violence, pour cent quarante ans (1130-269). Les Mérinides, issus de nomades cavaliers habitant s Hauts Plateaux, demeurés farouches adversaires des lmohades, entrent en lice pour deux cents ans (1269-465). Puis viennent les Beni-Ouattas, nomades, et les aadiens, marabouts chefs de Guerre Sainte dans le ous (1465-1659). Et enfin, leur succèdent les Chorfas aouites, à la dynastie desquels appartient le Sultan ctuel. Cette rapide énumération oublie volontairement s drames à l'intérieur de chacune des dynasties et les ttes contre les roguis.

Ce que révèle la sociologie

Lorsqu'un monarque puissant, à la poigne de fer, rend le pouvoir, il a en général assez vite fait de soumettre le pays. Mais, dès qu'il a disparu, les divisions naissent aussitôt. Le Maroc se divise alors en *bled maghzen*, soumis au Sultan, et *bled siba*, pays de la dissidence. C'est que les Berbères n'ont pas notre notion d'une patrie territoriale. La patrie, c'est la tribu, ou, plus exactement, la fraction de tribu, dont les membres ont fils d'un ancêtre éponyme et dans laquelle tous se connaissent. Chaque fraction de tribu constitue une petite république indépendante, et qui veut rester indépendante. Des fractions, des tribus parfois, se rassemblent, soit parce qu'une poigne de fer les y oblige, soit pour lutter contre un ennemi commun. Dès que la poigne se desserre ou dès que le danger est écarté, tribus et fractions se séparent pour reprendre leur vie libre. Chaque fraction est organisée de telle façon que per-

sonne ne puisse prendre le pouvoir et imposer sa dom nation. Un sens extraordinaire de l'égalité y règn entre tous ses membres. Le pouvoir appartient à l'as semblée des anciens, la djemââ. Elle se recrute pa cooptation. En fait partie qui s'en est montré digne L'exécution des décisions est confiée à l'amghar, sort de maire, révocable *ad nutum*. Non contents de cett division en une multitude de petites républiques indé pendantes, les Berbères ont adopté une autre division l'intérieur de chaque fraction, où règnent toujours deu clans opposés. Le moindre incident, un vol, un assas sinat, un adultère, un enlèvement, dressent un des clan contre l'autre. Le calme revenu, le Berbère reprend so occupations.

Le saint local revêt une grande importance, car l'isla misation du Berbère est demeurée superficielle. Allah es une divinité trop lointaine pour le génie essentiellemen concret de ce peuple. Il lui faut un saint qui a vécu, qui été enterré sur place et à qui on puisse aller confi toutes ses petites misères. Il existe en général dan chaque fraction une mosquée plus ou moins simplifiée o un fquih détaché par le pouvoir central pour enseigne le Coran. Mais cet enseignement ne dépasse guère que ques rudiments et les notions acquises demeurent de plus vagues.

Par contre, le saint local, les esprits qui peuplent le cavernes, les sources, les arbres, les foyers des maisons les champs — djinn masculin ou féminin, afrit — chaqu Berbère sait bien qu'ils sont là, toujours présents.

Où le drame se noue

La féodalité meurt en France au fur et à mesure qu le pouvoir central se développe. Elle naît au Maroc ver

e milieu du XIX[e] siècle, dans le Grand Atlas. Un chef nergique a un jour pris le pouvoir. Il s'impose à sa raction de tribu, soumet la tribu tout entière, quelque-ois plusieurs tribus. Sa casbah d'origine devient peu à eu un château fort. Un autre chef l'imite, puis un troi-ième. Quand Lyautey arrive au Maroc en 1912, il trouve n place, dans le Sud, ces grands Caïds qui tiennent en échec le Sultan et qu'il rallie à sa politique.

Lentement le pays se pacifie. Les derniers combats ont ieu en 1933 dans le Sagho, où s'illustre Bournazel, puis n 1934 dans l'Anti-Atlas. Le Maroc est entièrement oumis au gouvernement du Sultan. C'est une situation nouvelle que ni les Carthaginois, ni les Romains, ni les Vandales, ni les Byzantins, ni les Arabes n'avaient obte-nue et que les dynasties successives n'avaient pu réaliser que pendant des périodes de courte durée. Les officiers des Affaires indigènes s'installent dans les régions nou-vellement soumises au Sultan et créent un embryon d'or-ganisation. Ils construisent des routes, aménagent des pistes, font régner la paix, introduisent des médecins, des infirmiers. A l'heure actuelle, sans troupes, il suffit de quelques officiers des Affaires indigènes à cent ou cent cinquante kilomètres les uns des autres pour main-tenir l'ordre là où autrefois régnait l'anarchie.

Mais il faut également aménager les institutions. C'est ici que le drame se noue. Les djemââs, les assemblées de notables sont maintenues, mais sauf de rares excep-tions, elles sont complètement dans la main de l'admi-nistration. Elles perdent tout ce qui faisait leur indépen-dance, elles ne sont plus qu'un instrument entre les mains du chef du bureau des Affaires indigènes. En outre, on gratifie les tribus de caïds, c'est-à-dire de représentants du pouvoir central. Ce contre quoi les Ber-

bères avaient toujours lutté pendant des siècles, l'administration française l'impose. La petite république dans laquelle se satisfaisait pleinement le Berbère disparaît. Elle conserve une djemââ de pure forme. Elle a hérité d'un caïd contrôlé par le bureau des Affaires indigènes.

Trop de ces caïds, hélas! ont conservé du pouvoir la conception tribale. Le pouvoir, c'est la chose du chef. Il n'est pas au service de l'intérêt général. Le pouvoir est entre ses mains un instrument de domination et d'enrichissement. Cette conception est généralisée. Elle est celle du moghazni que le fellah et le justiciable doivent « arroser » lorsqu'ils veulent aller voir le Contrôleur, le Caïd ou le Pacha, de même qu'il faut « arroser » l'infirmier de l'hôpital indigène pour arriver au médecin ou recevoir les soins prescrits. Tel caïd en place lorsque nous sommes arrivés dans la montagne berbère, et auquel a succédé son fils, s'est taillé un domaine de plus de cent mille hectares. Tel autre, à la limite de la montagne et de la plaine, possède trois mille hectares de bonnes terres à blé. Lors du mariage d'un caïd, d'une fête, d'une diffa, chacun des membres de la tribu est obligé de participer aux frais.

Pendant que j'écris cet article, trois tribus du Moyen Atlas sont en révolte contre les exactions de leurs caïds. Il a fallu envoyer de la plaine la troupe pour rétablir l'ordre. Et je ne parle pas des grands caïds du Sud que nous avons trouvés en place et dont nous avons affermi le pouvoir.

Là réside le drame berbère.

Par le traité de 1912, nous avons garanti le pouvoir du Sultan sur tout le Maroc. Notre parole est engagée. Mais l'erreur qui a créé le drame, c'est d'avoir méconnu la réalité et la profondeur des institutions que s'étaient

brement données les Berbères. Tout en installant une dministration régulière, en codifiant progressivement s coutumes, il fallait stabiliser les institutions et respecter, non dans la forme, mais dans la réalité profonde, e qui existait dans la montagne et ne pas imposer un ıode d'administration dont les Berbères souffrent. Il allait surtout surveiller les agents du pouvoir central et tout prix éviter leurs exactions. Il n'est pas trop ard pour s'en occuper, non plus que pour leur faire endre gorge.

Dans un pays sur lequel pèsent si lourdement les données géographiques, historiques et sociologiques, on a herché trop vite à unifier et à centraliser. Le temps st un grand maître en matière politique comme ailleurs. 'unité viendra peu à peu de la paix que nous avons fait égner, de l'instruction qui se développe, des échanges conomiques qui vont en augmentant, des routes que ious avons créées, des moyens de transport que nous ıvons mis à la disposition de tous. Mais il faut maintenir hez les Berbères la réalité, et non la seule forme, des nstitutions adaptées à leurs mœurs traditionnelles et ne ›as leur imposer un cadre dont ils ne veulent pas. Sinon ious finirions par nous les aliéner, en même temps que, ›our d'autres causes, nous nous aliénons le pouvoir :entral.

II. — Le drame de l'Islam

Le drame de l'Islam est infiniment plus profond. Si la montagne berbère n'a pris dans le Coran qu'une croyance assez vague en un Dieu beaucoup trop abstrait et éloigné pour sa mentalité si concrète, les villes, au

contraire, sont profondément islamisées, notamment Fez, Meknès, Rabat, Salé, Ouezzan. Leur bourgeoisie commerçante est tout aussi fidèle à l'Islam que les habitants du Caire, de Damas ou de Bagdad. Lorsqu'on se promène à travers les rues pittoresques des souks, il semble, à voir cette foule grouillante, prise par ses occupations quotidiennes, que rien n'est changé et que l'Islam continue, figé dans ses traditions et le respect de la lettre du livre sacré. Telle est du moins l'apparence qui frappe le touriste. La réalité est autre.

Ce qu'enseignent l'histoire et la géographie

Le prophète Mohammed meurt en 632. En 732, les Arabes sont battus à Poitiers par Charles Martel. Mais à l'ouest de l'Arabie, ils ont conquis tout le pays jusqu'aux Pyrénées, et à l'est ils ont atteint le Pakistan. Si l'unité arabe ne sut pas résister à l'épreuve du temps, l'Islam est demeuré la religion de cette immense contrée qui va de l'Atlantique à la mer d'Oman entre le quinzième et le quarantième degré de latitude. Malgré des luttes intérieures dues aux particularismes locaux, la communauté musulmane est une réalité.

Beaucoup d'auteurs ont constaté la présence de l'Islam entre le quinzième et le quarantième degré de latitude. Mais si l'on ne regardait que les deux lignes imaginaires formées par ces deux degrés, pourquoi l'Islam s'arrêterait-il à l'Atlantique et pourquoi, dépassé l'Indus, deviendrait-il beaucoup moins répandu, sauf l'exception de l'Indonésie ?

Le prophète est né à La Mecque, capitale de l'Arabie. Orphelin très jeune, il mène une dure enfance, tantôt gardant les troupeaux, tantôt participant à des caravanes. Adulte, il épouse une riche veuve, Khadija, et

ant qu'elle vécut, il gère et administre sa fortune consa-rée à des opérations commerciales facilitées par les caravanes chamelières qui sillonnaient l'Arabie. Car Arabie est un immense désert et la civilisation qui y gne encore aujourd'hui est celle des nomades. Les tés, La Mecque, Médine, sont sans doute peuplées de édentaires, mais pétries d'institutions et de mœurs no-ades. Sédentaires limitrophes des régions désertiques t nomades chameliers et moutonniers transhumants ont en liaison constante les uns avec les autres. Le omade méprise profondément le sédentaire et lui impose a loi. Il lui fait payer le tribut; il le tolère parce qu'il besoin de lui pour tous les objets fabriqués et pour es produits de l'agriculture : blé, orge, huile et dattes. Toute cette immense contrée où se propage l'Islam avec ne rapidité qui n'a jamais été expliquée d'une façon atisfaisante est une région de steppes et de déserts, euplés de tribus nomades qui entourent des sédentaires ivant dans des oasis.

Désert de Syrie en bordure du croissant fertile, steppes le l'Irak dans la vallée de la Mésopotamie, steppes, pla-eaux et déserts de l'Iran, de l'Afganistan, du Pakistan, lu Turkestan, de l'Anatolie, l'actuelle Turquie, désert le l'Égypte enserrant l'étroite vallée du Nil, désert de Libye, du Sahara, ce dernier bordant l'Afrique du Nord ur toute sa longueur de l'est à l'ouest, steppes encore les hautes plaines de l'Algérie et du Maroc oriental. Tel est le domaine essentiel de l'Islam; la steppe du type néditerranéen, parsemée d'oasis. Cette constatation four-nie par les données géographiques est d'une importance capitale, car elle oblige à se poser une question : pour-quoi l'Islam, né en Arabie, pays de civilisation nomade, s'est-il surtout répandu dans des pays où régnait en

maître le nomadisme de type méditerranéen ? Pourqu
n'a-t-il pas mordu sur nos civilisations occidentales d
sédentaires ? Il y a une liaison mystérieuse entre l'Isla
et le nomadisme.

La civilisation des nomades

Or, la civilisation des nomades est exactement l'in
verse de celle de l'Occident.

Le nomade ne connaît pas la conception territoriale d
la nation européenne à l'intérieur de frontières précise
renforcées par des bornes. Il va là où il peut faire vivr
ses troupeaux de chameaux, de moutons, quelquefois d
bovidés. Des coutumes s'établissent précisant qu'à tell
région, à tel puits, a l'habitude d'aller telle tribu. Mai
cette coutume est constamment sujette à révision, ce qu
déclenche des guerres continuelles. Le nomade ne con
naît donc pas le *jus soli*.

Parallèlement, le nomade ne connaît pas la propriét
privée. Toute propriété à titre privatif le gêne dans le
mouvements de ses troupeaux qui d'ailleurs ne sont pa
la propriété d'un nomade en particulier, mais celle de l
tribu ou du groupe familial. Le nomade ne connaît pa
la maison d'habitation. Seule la tente convient à se
continuels déplacements. Il ignore où la pluie tombera e
lui permettra de faire vivre ses troupeaux, pluie au sur
plus extrêmement irrégulière. Aussi est-il fataliste pa
nature, « soumis à l'inexplicable désert ». Il ignore com
plètement la prudence bourgeoise du sédentaire. Il vi
sous le signe de l'imprévoyance.

S'il ignore le *jus soli*, il attache au contraire une im
portance primordiale au *jus sanguinis*. L'individu isol
dans la steppe ou le désert, le foyer conjugal tel qu
nous le concevons, nous autres Occidentaux, sont imper

ibles. Seul peut résister aux dangers de toutes sortes clan : le clan familial d'abord, où domine l'autorité e l'ancêtre tant qu'il vit, sur tous ses descendants, même mariés, même pères de famille ou grands-pères; uis la tribu, qui dans son origine est une grande amille ou un groupement de clans familiaux. Toutes les ribus portent le nom d'un ancêtre célèbre. La parenté st agnatique. La femme compte peu et la descendance ar les femmes n'existe pas.

Le nomade ne cultive pas le sol. Il est pasteur et solat. Les enfants gardent les troupeaux. Les femmes 'occupent des travaux ménagers. L'homme ignore le ravail. Mais il adore le combat, les longues conversaons sous la tente en buvant le thé ou le café, les tourois poétiques. Il a facilement des allures de grand seineur, même s'il n'est qu'un « meskin ». Le nomade a u temps une conception extrêmement différente de la ôtre. Dans une vie où la question cruciale qui se pose st celle du pâturage des troupeaux, lui-même essenïellement dépendant de la pluie, qu'importe une heure, n jour, une semaine ou un mois ?

Dans ce cadre de vie il ne saurait être question d'adninistration, de cadre administratif, de règles adminisratives. Seule compte la pluie quand Allah veut bien 'envoyer et, entre temps, la poésie, l'amour et la guerre. La tribu ne connaît, en fait de cadre, que son hef, auquel elle est soumise tant qu'il détient le pouvoir lont il s'est généralement emparé par ruse ou par force — jusqu'au jour où un autre s'en empare.

L'Islam et le nomadisme

Or entre l'Islam et cette civilisation des nomades il y a un lien très étroit. Le Coran et la tradition coranique

sont pour les musulmans un guide de vie complet no seulement religieux, mais social, familial, économiqu et politique. Ce guide est profondément imprégné de règles de la civilisation des nomades.

Sur le plan religieux, Allah l'Unique n'est pas le Die Amour des chrétiens. Il est le Tout-Puissant, Celui e dehors duquel rien ne peut se produire, Souverai Maître des hommes, qui doivent lui être aveuglémen soumis, et des éléments. Ses volontés sont incompréhen sibles : il faut simplement les accepter et le remercier Il est inexplicable, aussi inexplicable que le désert lui même. Le paradis, lieu de récompense des élus, est un oasis. Le Coran le décrit comme un jardin où court par tout de l'eau — cette eau si rare et si recherchée.

Sur le plan politique, voici ce qu'en dit un Musulman Mohammed Essad Bey qui a écrit sur le prophète u livre captivant :

A l'inverse de toutes les autres formations politiques d l'ancien Orient, l'État de Dieu, l'État de l'Islam était u édifice démocratique. Cette démocratie émanait de l'antiqu esprit du désert. Mohammed disloquait le particularisme d tribus libres. A la place de ces petites unités innombrable devait se constituer l'unique et imposante tribu de l'Islan destinée d'abord à unifier toute l'Arabie, ensuite le mond entier. L'organisation intérieure de cette vaste communaut des croyants correspond jusque dans le dernier détail à l structure d'une tribu du désert. Tous les membres en sor égaux entre eux, libres et pourvus des mêmes droits, dan l'Islam exactement comme au sein des vieux clans.

Dans ses grandes lignes, la forme du gouvernement d l'Islam correspond également au régime qu'avaient connu l tribus. Le chef de la tribu ne possède qu'un pouvoir limit il est lié à la tradition; dans le conseil des sages il reste un quement le *primus inter pares*. L'Islam, à son tour, ignor à proprement parler tout monarque. Il ne connait que le d positaire de la prophétie, responsable devant les sages de l croyance nouvelle et susceptible en tout temps de se voi déposer. Quant à la loi, à la tradition qui englobe tout, ell remonte à Mohammed, comme celle de la tribu remontait

n fondateur. Tandis que le prophète, rejeté par sa ville, rait par les steppes, il se familiarisa avec le système pri-itif de la démocratie du désert, le mit à l'épreuve et lui nféra une valeur universelle. Ce système des pauvres édouins allait se montrer capable d'imprimer au monde iental un cachet spécifique et d'en influencer la destinée sque dans les temps modernes[1].

La guerre est le fait normal de la vie du nomade; le oran lui donne un caractère religieux. Celui qui meurt combattant l'infidèle a sa place assurée au Paradis. a famille est patriarcale et agnatique, comme la famille nomade dans le désert. La condition de la femme est férieure à celle de l'homme. Celui-ci peut la battre. Il le droit de répudiation et il en use. C'est un droit incon-tionné. Elle vit enfermée au harem. Elle ne participe is à la prière et va très peu à la mosquée. Le travail la terre est méprisé. On répète un haditt — parole êtée à l'envoyé de Dieu : « La honte entre dans la mai-on avec la charrue. » Le fellah, le cultivateur, n'existe ue pour alimenter le nomade ou le citadin.

L'enquête de Weulersse en Syrie[2], de Ayrout en gypte[3], et nos propres constatations en Afrique du ord, ne peuvent laisser aucun doute à ce sujet. Seul st noble le pasteur, surtout le pasteur chamelier.

Inférieure également dans les villes la condition de artisan et de tous les travailleurs manuels. Seuls sont risés le commerce et les fonctions intellectuelles. L'O-iental ignore la technique industrielle, qu'il méprise. La oue, la simple roue de la brouette ou de l'araba, était nconnue en Afrique du Nord avant notre arrivée. Tous s transports se faisaient par animaux de bâts. Et

1. Mohammed Essad Bey, *Mahomet.*
2. J. Weulersse, *Paysans de Syrie et du Proche Orient.*
3. H.-H. Ayrout, *Mœurs et coutumes des Fellahs.*

cependant, jusqu'au V^e^ siècle, les chariots militaire avaient sillonné les voies romaines de Tunis à Salé e Tanger. La roue n'était donc pas inconnue en Afriqu du Nord, mais elle ne présentait aucun intérêt pour de nomades. Et aujourd'hui encore je suis à la recherch d'un artisan mulsulman nord-africain qui soit capable comme le plus modeste de nos artisans de village, d monter et d'ajuster une roue en bois.

On a dit de l'Islam qu'il est une religion de citadins et c'est exact. L'Islam méprise les travailleurs de l terre. Les Musulmans des villes, quoique sédentarisé depuis de longues générations, sont cependant impré gnés profondément de cette civilisation d'origine no made. Leurs cités sont encadrées de nomades, ils viven dans des institutions nomades, ils sont baignés dans de coutumes et des traditions nomades.

On a coutume d'opposer l'Orient à l'Occident. L'op position est en effet profonde entre la civilisation de nomades qui est celle de l'Orient, et la civilisation de sédentaires qui est celle de l'Occident. L'Islam a donn un caractère religieux à une civilisation nomade préexis tante, qu'il a d'ailleurs très humanisée et adoucie.

Où le drame à nouveau se noue

Aussi longtemps que le Maroc est resté replié sur lui même, profondément xénophobe, ses difficultés furen celles des pays d'Orient compliquées par la présence de Berbères. Mais, en 1912, le drame se noue. Une vieill nation d'esprit sédentaire, occidental et chrétien pren sous sa protection un vieux pays d'esprit nomade, orien tal et islamique. Le drame ne pouvait pas ne pas naître Il était inclus dans le traité de Protectorat.

Dans la première époque, tout se passa bien. La pai

ançaise régna peu à peu et remplaça la guerre endé-
ique entre tribus, de même qu'entre le bled maghzen
le bled siba. L'ordre succéda à l'anarchie. Étonnés et
rpris, les Marocains virent peu à peu s'édifier devant
x un État moderne, avec son administration régulière,
s écoles, ses hôpitaux, et tout son appareil économi-
ıe : routes, chemins de fer, ports, barrages téléphone,
ectricité. De cet appareil, tout le monde profitait indis-
ıctement — sauf des écoles.

Trop pris par leurs préoccupations économiques, qui
ıns *l'ordre des réalisations* devaient en effet avoir la
iorité, les Français pensèrent insuffisamment à l'ins-
uction des jeunes Marocains. Ceux-ci d'ailleurs hési-
ient devant des études trop longues à leur gré. Ils
cherchaient davantage un intérêt immédiat et, en pos-
ssion d'un léger bagage, quittaient l'école pour des
:upations lucratives. Puis leurs parents boudaient très
:ttement une forme d'instruction pour eux révolution-
ıire.

Cependant le nombre des jeunes gens instruits crois-
ıit lentement. La scolarisation atteignait une trentaine
: milliers de Marocains présents à l'école à la veille de
guerre de 1939. De là sortirent quelques garçons
telligents, travailleurs qui s'orientèrent en général vers
licence en droit, la médecine ou les sciences, presque
ıcun vers les carrières techniques. Ils firent connais-
ınce avec Descartes, Pascal, Voltaire, Rousseau, la
éclaration des Droits de l'Homme.

En même temps, ils prirent une conscience plus aiguë
e leur appartenance à la nation marocaine. Ce n'était
as tout à fait nouveau pour eux, car le Maroc a tou-
ours eu une forte individualité. Mais la paix régnait
ans le pays tout entier. La montagne berbère était

sillonnée de routes. L'unité du pays avait été réalisée p
les Français sous l'égide de S. M. le Sultan.

La guerre de 1939 arriva sur ces entrefaites avec s
brassage d'armées, de populations et d'idées. Au déb
de 1944, le parti de l'Istiqlal posa officiellement la qu
tion de l'indépendance du Maroc. C'était l'aspect poli
que du drame, l'aspect spectaculaire. C'était loin d'êt
le plus profond.

Il y avait l'aspect religieux et social, tous deux étr
tement liés. Pour saisir le drame dans toute son ampl
il faut comprendre ce qu'est le Coran pour un musulma

Le Coran était la « parole de Dieu », la copie d'un origi
céleste co-éternel à Dieu, mystérieusement appelé « la m
de l'écriture », conservé sur « la planche bien gardée »[4].

Or, la religion et les conceptions sociales, politiqu
et familiales telles qu'elles ressortent du Coran et de
tradition ont un rapport étroit avec la civilisation d
nomades. Les Marocains instruits ne tardèrent pas à
rendre compte que leur civilisation était difficilemen
compatible avec le monde moderne. Ils voulaient cepe
dant rester fidèles aux prescriptions du Livre incré
Comment passer, en respectant les prescriptions d
Livre, d'un type de civilisation pastorale et artisana
issue de la vie des nomades et du Coran, à cette civilis
tion où dominent les techniques et la rationalisatio
toutes deux filles d'une vie sédentaire et du fermen
évangélique, même lorsque celui-ci est trahi ?

Ce drame, on le sent partout lorsqu'on quitte le d
maine des observations superficielles. Sur le plan re
gieux naît le scepticisme qui reste cependant fidèle à

4. Jean-Mohammed Abd-El-Jalil, *L'Islam et Nous*.

ommunauté islamique, même lorsque la foi se meurt. ur le plan politique s'affirme l'aversion contre l'Occi- ent, qui a apporté une conception nouvelle de l'État et e l'administration, en même temps que se précise le efus des anciennes conceptions en honneur et qu'appa- ait l'incapacité, actuelle tout au moins, de se substituer ux Occidentaux dans leur tâche d'organisation. Sur le lan technique le Marocain adopte toutes les innovations es Occidentaux, mais se sent dans l'incapacité de les réer par ses propres moyens. Sur le plan familial, la amille patriarcale éclate. Mais le foyer des Occidentaux eut difficilement prendre naissance parce que la femme, loîtrée dans le harem, est illettrée, inculte et incapable e soutenir une conversation et d'éduquer ses enfants. Sur le plan social, nos « protégés » s'effrayent des trans- ormations profondes qui se produisent, de la désertion lu bled vers les cités tentaculaires, de la naissance et lu développement extrêmement rapide d'un sous-proléariat, inculte, illettré, dépourvu de toute technique et qu'il est impossible de loger dans des cités devenues rapidement trop petites.

Le drame est un. C'est le drame de l'Islam contemporain. Ses aspects sont multiples et profonds. Nul ne sait comment il évoluera.

III. — Le drame des Occidentaux au Maroc

Je n'ose pas écrire le drame des chrétiens car, chrétiens, ils le sont en général assez peu. Lorsqu'ils s'efforcent de l'être, ils ignorent les aspects du drame dans lequel ils sont plongés. Lorsqu'ils les connaissent, ils ne savent comment résoudre les problèmes qui se posent.

Et pourtant, pour les Musulmans, tous les Occidentaux sont des *nçara,* des disciples du Nazaréen.

Avant la guerre de 1914, ils sont venus au Maroc attirés par l'aventure. Après 1918, ils répondirent à l'appel de Lyautey. Après 1930, ils voulurent participer à la chance de ceux qui les avaient devancés. Après 1945, ils mirent leurs capitaux à l'abri au Maroc et y envoyèrent leurs fils ou leurs représentants pour les faire fructifier.

Incontestablement, il créèrent le Maroc économique. Travailleurs, énergiques, entreprenants, audacieux, ils donnèrent en trente ans à ce pays médiéval l'aspect extérieur d'un pays ultra-moderne. Ils appliquèrent à l'agriculture les méthodes scientifiques, découvrirent et exploitèrent les mines, créèrent des ports, des villes, des chemins de fer, des routes, industrialisèrent le pays. Ils éprouvèrent une certaine commisération pour ces foules qui les entouraient — ils sont trois cent cinquante mille en présence de huit millions — et qui avant eux n'avaient pu rien faire de ce qu'eux faisaient. Ils n'eurent ni le temps, ni les possibilités, ni l'intelligence, ni la volonté de chercher à les connaître, encore moins à les aimer. Ils se contentèrent de les utiliser dans des emplois de manœuvres : Fatma ou Fatima, nom de la fille du prophète, devint synonyme de domestique, et Mohammed d'ouvrier bon à faire les tâches élémentaires.

Férus d'économie libérale, appliquant d'instinct la théorie lorsqu'ils ne la connaissaient pas, ils développèrent leurs chances personnelles, laissant libres les autres d'en faire autant. S'admirant eux-mêmes dans la révolution technique qu'ils apportaient, ils ne se rendirent pas compte des conséquences qu'elle entraînait : éclatement de toutes les conceptions reçues jusqu'alors, écla

ment des liens tribaux et familiaux, éclatement des cadres politiques et sociaux. Pour eux, il n'y a pas de problème : le musulman d'Afrique du Nord est un être économiquement inférieur. Dans un monde matérialiste, guidé par le seul profit et où seule compte l'économie, cette considération prime toutes les autres. Elle fut acquise une fois pour toutes.

De là se déduisit, par un raisonnement logique, l'attitude des Occidentaux. Puisque le Musulman est un être économiquement inférieur, il faut l'utiliser au mieux de ses capacités, et d'ailleurs être bon pour lui. Car il est exact que les Européens sont meilleurs pour le Musulman que ne l'est celui-ci pour son frère de race et de religion. Malgré tous les mensonges débités par la presse communiste, ils ont relevé le niveau de vie de leurs ouvriers, quoique les salaires dans le bled restent anormalement bas. Il faut voir comment l'employeur marocain traite ses ouvriers khamès du bled ou ouvriers artisanaux de la ville. Mais pour l'Occidental, cet ouvrier, ce fellah, il est inutile de chercher à l'élever. Ce serait dangereux et, au surplus, il en est incapable. D'où nécessité de le maintenir dans des emplois et tâches inférieurs.

L'Occidental des villes mène une vie complètement coupée de celle du Musulman de la Médina. Ce sont deux mondes qui ont peut-être cherché à se comprendre au début, qui y ont vite renoncé, et chacun a suivi sa voie. Aujourd'hui les deux cités s'ignorent de plus en plus. Le fossé a été aggravé par la tension politique et les consignes de l'Istiqlal. Pas de collaboration avec l'occupant, telle est la formule.

Dans le bled, l'attitude est toute différente, parce que le Musulman citadin s'intéresse peu au fellah. Le colon

maintient de bonnes relations avec lui, il vit beaucoup plus près de lui, il a avec lui des affaires communes. Très généralement, il parle sa langue, ce qui facilite le rapprochement. Il est malheureusement fermé au sens social, et, sauf d'honorables mais rares exceptions, il ne s'occupe en aucune façon d'élever le niveau de ceux qui l'entourent.

En outre, un danger dans le bled provient de ce que très souvent le colon quitte sa terre pour venir habiter en ville et confie sa propriété à des commis assez mal payés, à la recherche de compensations, souvent au préjudice de la main-d'œuvre qu'ils emploient. Leur sens social est encore beaucoup plus obnubilé que celui de leurs patrons et les relations avec les ouvriers agricoles s'en ressentent. Se sentant inférieurs à leurs employeurs, ils se rattrapent, dans leur volonté de puissance, vis-à-vis de l'ouvrier.

Pour être justes, il faut noter avec joie la position des chrétiens, de plus en plus nombreux, qui ont pris conscience de leur rôle. Cette position se concrétise dans la presse, depuis peu entièrement renouvelée. Les seuls journaux et revues qui s'occupent sur un plan humain des problèmes nord-africains sont catholiques. *Ibla,* la remarquable revue des Pères Blancs, malheureusement trop savante et centrée sur la Tunisie; l'*Effort algérien* qui vient de faire peau neuve et qui continue une heureuse évolution commencée il y a trois ou quatre ans; et *Maroc-Monde,* de Rabat, qui, sous l'impulsion de S. Exc. Mgr Lefebvre, a été complètement transformé. Tous les autres journaux des Occidentaux sont, ou bien des journaux d'information relevant du capitalisme d'affaires, ou bien des journaux techniques ou professionnels pour qui les problèmes humains n'existent pas. Les jour-

naux communistes se contentent d'exploiter, comme par-tout, à leurs fins propres, la misère des masses.

Au-dessus de ces attitudes individuelles, trône le grand capitalisme personnifié par la Banque de Paris et des Pays-Bas, à qui appartiennent toutes les affaires importantes du Maroc. On n'entend jamais parler d'elle. Mais son action n'en est pas moins considérable. Elle est ce que sont toutes les grandes banques, dans tous les pays du monde.

Le drame des Occidentaux au Maroc, comme dans toute l'Afrique du Nord, c'est, par le fait d'une ignorance le plus souvent inconsciente, quelquefois voulue, celui de la bonne conscience. Il n'y a pas de problèmes. Telle est la conception trop généralement admise.

IV. — Le drame du Maghzen et de la Résidence

Tous ces drames, celui des Berbères, celui de l'Islam, celui des Occidentaux, trouvent leur expression dans le drame du Maghzen et de la Résidence, qui, lui aussi, était inclus en germe dans le traité du Protectorat. Le germe a grandi. Il ne pouvait pas ne pas grandir. Il ne peut pas ne pas se développer. Il est la concrétisation sur le plan spectaculaire de la politique de la place publique, de tous les drames que nous avons essayé d'analyser et de pénétrer.

Le drame berbère influe considérablement sur les attitudes du Maghzen et de la Résidence. Les Berbères veulent rester indépendants. S'ils acceptent la domination française, c'est parce qu'ils désirent ne pas être soumis au Sultan. Mais, éventuellement, ils s'uniront au Sultan

pour lutter contre l'envahisseur. Et si celui-ci — c'est-à-dire nous — était chassé, aussitôt ils repartiraient en dissidence contre ce même Sultan. Ces luttes font la trame de leur histoire. Si l'indépendance était vraiment proclamée, si la France s'en allait, le bled siba renaîtrait aussitôt, et ceux qui en souffriraient le plus sont précisément le Maghzen et les cités où se développe l'esprit nouveau de ceux qui demandent notre départ. Il est étrange qu'ils ne s'en rendent pas compte.

Le drame de l'Islam au Maroc a son aboutissement dans le parti de l'Istiqlal que le Sultan regarde d'un œil favorable. Il ne peut pas en être autrement. L'Istiqlal est composé essentiellement de jeunes citadins qui se sont formés à nos écoles. Instruits, mais trop souvent inexpérimentés, ils ont pris conscience de leur valeur en même temps que la paix française leur permettait de se rendre compte plus clairement de l'idée de la nation marocaine, de son individualité marquée et de sa forte personnalité. Ambitieux, d'une ambition d'ailleurs respectable dans la mesure où elle est désintéressée, ils souffrent de voir leur pays pratiquement administré par des Occidentaux. Ils déclarent à qui veut les entendre qu'ils sont prêts à prendre en main les leviers de commande comme ministres responsables dans une monarchie constitutionnelle rénovée.

Adoptant l'attitude de tous les partis politiques extrémistes et passionnés de tous les pays du monde, ils attaquent l'Administration française, critiquent tout ce qu'elle fait, refusent de considérer le résultat acquis. Et cependant, en dehors des constructions spécifiquement économiques qui profitent à tous, un effort considérable depuis 1945 surtout a été déployé en faveur des Marocains. Je n'en veux comme preuve que les Secteurs de

Modernisation du Paysannat conçus au début dans une ormule marxiste par M. Bercque soutenu par le Résilent général, M. Labonne, et continués avec un programme plus souple par le général Juin à son arrivée au Maroc. Ces secteurs sont au nombre de quarante à 'heure actuelle. Peu à peu ils transforment les techniques de la culture, l'instruction, l'hygiène. Leur œuvre éducative est incontestable. Il a fallu au début les imposer. Aujourd'hui ce sont les fellahs qui viennent à eux et réclament leur création et leur développement. Que es citadins du parti de l'Istiqlal ne m'en veuillent pas rop si je constate que cette transformation ne les intéresse pas suffisamment, pas plus que le sort des fellahs ne passionne les Égyptiens du Caire ou les Syriens de Damas.

Il faut citer encore l'accroissement considérable du nombre des enfants scolarisés qui passent de trente mille en 1940 à cent vingt mille aujourd'hui, ou l'édification du barrage de Bin el Ouidane qui doit permettre d'irriguer cent cinquante mille hectares dont les neuf dixièmes seront en possession des Marocains. Cette irrigation posera concrètement le difficile problème de transformer des pasteurs en paysans.

Se substituer complètement aux Occidentaux, ceux qui réclament l'indépendance savent qu'ils ne peuvent pas présentement le faire. Tout d'abord parce qu'ils manquent d'expérience. Et ensuite, et surtout, parce qu'ils manquent de cadres. Un État de type occidental est de plus en plus l'affaire des techniciens : techniciens de l'administration, des Finances, des Travaux publics, du Transport, de l'Économie, etc. Or, de ces techniciens, les Marocains en sont dépourvus. Un pays ne passe pas en trente ans du stade d'une civilisation pastorale et

artisanale d'inspiration nomade au stade d'une civilisation technique, scientifique et rationalisée d'inspiration sédentaire.

Le Sultan et l'Istiqlal souffrent du rôle prééminent des Occidentaux et veulent se substituer à eux. Le Résident répond : en principe, vous avez raison. En fait, actuellement, vous ne le pouvez pas. D'où la tension, d'où le drame.

Quant aux Occidentaux du Maroc, ils croiraient leurs intérêts mis en péril si les leviers de commande revenaient brusquement au Maghzen. Aussi, de toute la force de leurs chefs, ils font pression sur le Résident pour un maintien aveugle du *statu quo*. L'Istiqlal veut aller trop vite et précipiter une évolution qui risquerait de plonger le Maroc dans le gâchis d'où nous l'avons sorti; les Occidentaux, eux, ferment opiniâtrément les yeux à la réalité et s'imaginent qu'ils sont au Maroc pour l'éternité, avec leur situation prééminente, des Fatmas pour les servir et des Mohammed pour exécuter les besognes pénibles.

Le Protectorat est un mariage de raison. Pendant trente-cinq ans, les deux conjoints ont fait assez bon ménage. En 1944, ont apparu les prodromes d'un divorce inévitable. Aux termes de la formule adoptée en 1912, la France propose les réformes et le Sultan les approuve par dahir. Mais depuis plusieurs années, systématiquement, le Sultan refuse d'approuver les réformes qui lui sont proposées : pas de collaboration avec l'occupant.

C'est de ce refus qu'est née la décision reprochée au général Juin. Un jour, lassé de cette position négative, il a exigé un changement. Son attitude fut celle d'Alexandre devant le nœud gordien. En même temps, ses séides ont joué une comédie grand-guignolesque et assez

u digne. On a agité l'ombre du Glaoui. On a fait scendre de la montagne quelques milliers de cavaliers ui n'ont jamais su ce qu'on leur demandait et qui en nt profité pour faire ripaille. Jamais les quartiers réser- s de Fez n'avaient vu une telle affluence.

Le nœud gordien a été tranché. Mais la solution du oblème n'a pas avancé d'un pas. L'Istiqlal a durci son titude. Visiblement le Sultan le soutient. Le drame ne it que commencer.

Conclusion

Ce long exposé diffère sensiblement des positions gé- éralement adoptées par les journaux et revues fran- ises ou musulmanes. Il est probable qu'il déplaira à ous. Mais qu'importe s'il contribue à la manifestation e la vérité.

L'erreur majeure n'est-elle pas d'ailleurs de croire u'il existe une Vérité ? En une matière aussi contin- ente, n'y a-t-il pas plusieurs vérités, ou tout au moins lusieurs aspects d'apparence assez contradictoire de la érité ?

Cette vérité différente fausse tous les dialogues entre Orient et l'Occident, parce que les mêmes mots sur les- uels les interlocuteurs se montrent d'accord couvrent es réalités dissemblables et quelquefois complètement pposées sur lesquelles l'accord est présentement im- ossible. Les grands thèmes de Liberté, d'Egalité, de euple, de Civilisation, suivant qu'ils sont orchestrés ar un Oriental ou un Occidental, aboutissent à des onstructions qui n'ont aucun point commun. C'est aspect tragique des dialogues bien intentionnés que

l'on voit se poursuivre en France entre Marocains e Français. De bonne foi, ils se croient d'accord : l'accor est verbal mais irréel.

Le colonialisme, le racisme et le capitalisme existen incontestablement au Maroc. Mais le drame est infini ment plus grave que celui qui est causé par les réalité qui se cachent derrière ces noms en isme dont on abus un peu trop. Le drame réel, observé dans sa profondeur résulte du contact, puis du heurt, de deux civilisation opposées, celle des jardins de la Touraine et celle de sables de l'Arabie ou du Sahara, celle du doux ciel d France et celle du ciel implacable du désert, celle d nomade et celle du sédentaire.

Pour résoudre le drame, deux procédés sont pos sibles : celui qu'employa Mustapha Kemal en Turquie mais il est en dehors de nos traditions; et le procédé à base d'Amour, de Justice et d'Autorité qui serait celu d'un génie politique doublé d'un saint, deux échantillon trop rarement réunis pour qu'on puisse raisonnablemen compter sur eux. Il faut cependant conclure. Mais je n suis pas un homme politique, simplement un chrétien qu vit au Maroc depuis trente ans et qui s'efforce de com prendre.

Je crois qu'une grande tâche est dévolue au successeu du général Juin, puisque officiellement celui-ci doi bientôt quitter la Résidence. Je ne vois pas l'homme à qu cette tâche pourra être confiée. Elle consistera à pré parer les voies à une évolution nécessaire faite dan l'ordre et en tenant compte du facteur temps. Les posi tions durcies prises récemment par le parti de l'Istiqla ne sont pas inquiétantes. Un parti politique est opportu niste et ses positions évoluent. Les positions confor mistes de la colonie française ne sont pas plus inquié

ıtes. Un gouvernement énergique saura facilement en ıir à bout.

Quelques réformes semblent urgentes.

Tout d'abord, nous devons modifier le traité du Pro- :torat sur un point. D'après ce traité, les réformes ne uvent être proposées que par la France. Il est indis- nsable à l'heure actuelle qu'elles soient présentées, *jure*, concurremment par les Français et les Maro- ins.

Il faut, en second lieu, publier un code d'instruction iminelle et un code pénal pour sauvegarder les libertés dividuelles. Pachas, caïds et bureaux des Affaires indi- nes usent et abusent trop souvent des arrestations éventives et des condamnations basées sur des motifs ı la Justice a fort peu à voir.

En troisième lieu, il faut livrer une guerre sans merci draconienne aux pratiques orientales du *bachiche* et ı *fabor* qui sévissent du bas en haut de l'administration usulmane et qui parfois, bien que rarement, ont gagné uelques fonctionnaires français. Ce que les commu- istes ont fait en Chine, nous devons le réussir ici.

En quatrième lieu, et surtout, il faut appeler les Maro- ains évolués à participer à l'administration du pays sans 'occuper de savoir s'ils appartiennent ou non au parti e l'Istiqlal. C'est en effet à ce parti que se rallient la lupart des évolués et se passer d'eux c'est automatique- ıent se passer de tous ceux qui, formés à nos méthodes, nt acquis la culture et la compétence de base, c'est 'enliser définitivement dans une position réactionnaire usqu'au jour des réveils pénibles et sanglants.

Nous avons, en effet, une attitude dépourvue de net- eté. D'une part, nous considérons que les cadres maro-

cains existant manquent de maturité, de formation, de culture, ce qui nous conduit nécessairement à l'administration directe, contraire au traité du Protectorat. D'autre part, nous éloignons systématiquement tous ceux qui ont la formation et la culture acquises dans nos écoles et facultés, sous le prétexte qu'ils appartiennent à l'Istiqlal. Les étudiants marocains qui font leurs études dans les Universités de France appartiennent, dans leur plus grande majorité à ce parti, ou aspirent tout au moins à l'indépendance du Maroc. Il serait malhonnête de notre part de continuer à les éloigner des postes de commande, du bas en haut de l'échelle administrative.

Enfin, il semble que devrait être étudié un nouveau traité qui prévoirait dans le temps les évolutions nécessaires pour aboutir, à la suppression progressive du Protectorat, et à son remplacement par un traité d'amitié et d'alliance ou seraient sauvegardés les intérêts économiques de la France — et des Français — au Maroc, ainsi que ses positions intellectuelles et spirituelles.

Cette progression paraîtra, à l'Istiqlal, inadmissible, et aux Occidentaux, dangereuse. Une progression est cependant nécessaire pour préparer effectivement les cadres indispensables à une indépendance réelle. Quant aux Occidentaux, il leur faudra admettre que le *statu quo* ne peut s'éterniser.

Est-ce trop demander au Maghzen central et au Quai d'Orsay que de prévoir cette progression ?

PAUL BUTTIN.

LE TESTAMENT D'ANDRE GIDE : « THESEE »

Pas à peu près unique dans notre littérature, André Gide fut un homme heureux. Toutes les chances lui ont été offertes et, parmi elles, la plus grande : celle d'une vie exceptionnellement longue, aboutissant à une vieillesse féconde, exempte d'infirmités, merveilleusement allègre. Il n'est pas mort usé par l'excès du chagrin, du travail ou de la pensée. Titan foudroyé en pleine action par un destin cruel; sa mort n'est celle ni de Pascal, ni de Molière, ni de Balzac, ni de Stendhal, ni de Proust, ni de Peguy. Elle est celle de ce patriarche de Weimar à qui — sans qu'il l'ait jamais formellement voué — son ambition secrète fut de s'identifier. Comme lui, il disparaît chargé d'ans, chargé de gloire, chargé d'œuvres. Et, de même que Goethe eut la chance suprême de ne fermer les yeux à la lumière de ce monde qu'après avoir écrit la dernière ligne de son *Faust*, de même il a connu la satisfaction d'accomplir, avec une entière lucidité, alors qu'il était encore en pleine possession de sa pensée et de ses dons d'écrivain, ce *Thésée*, qu'il a su et voulu être « son dernier écrit », c'est ainsi qu'il le qualifiait dans sa dédicace, lui donnant délibérément un caractère d'œuvre testamentaire. A l'heure où cet esprit si longtemps mouvant est enfermé par la mort

dans un éternel silence, il paraît légitime de rouvrir ce livre pour essayer d'y trouver sinon son image la plus vraie, celle du moins qu'il a cru telle et qu'il jugeait définitive.

Cette image est à la fois celle d'un artiste et celle d'un moraliste. Ou, plutôt, elle est celle d'un homme chez qui les préoccupations éthiques et esthétiques n'ont jamais cessé de coexister d'une manière si intime qu'elles ont fini, comme on peut le voir en ce livre, par se confondre.

L'intention moralisatrice — si caractéristique des moindres œuvres de Gide et qui fait de lui l'un de nos écrivains modernes les plus « traditionnels » — est plus apparente que jamais dans cette œuvre suprême. Elle s'affirme même avec une certaine solennité dès les premiers mots de ce vieillard méditant sur sa vie : « C'est pour mon fils Hippolyte que je souhaitais raconter ma vie afin de l'en instruire... (p. 9)[1]. » Thésée se présente donc à nous comme un héros exemplaire.

Nul ne saurait s'en étonner, il est d'abord un homme de désir. L'inspiration ardente, voluptueuse, fervente des premiers livres de Gide et particulièrement des *Nourritures* se retrouve ici intacte : « O premiers ans vécus dans l'innocence! Insoucieuse formation! J'étais le vent, la vague. J'étais plante; j'étais oiseau. Je ne m'arrêtais pas à moi-même, et tout contact avec le monde extérieur ne m'enseignait pas tant mes limites qu'il n'éveillait en moi de volupté... » (p. 10). Cette ardeur ne va pas sans quelque violence, ni sans « immoralisme » : « Or, je ne suis pas homme à laisser insatisfait un désir; c'est malsain », dit Thésée avec cynisme (p. 78). Et plus loin :

1. Je renvoie aux pages de l'édition in-18, chez Gallimard (1946). Je signalerai, à l'occasion, certaines variantes intéressantes de l'édition originale (Pantheon Books, U.S.A., 1946).

Mais il n'était pas, il n'est jamais en moi de me laisser rrêter par des scrupules. Sur toutes les voix de la econnaissance et de la décence, celle de mon désir l'emortait » (p. 85).

Pourtant — hâtons-nous de le dire — cette explosion u désir est dominée par le goût du dépassement, par le ens de la grandeur : « [Mon père] m'enseigna que l'on 'obtient rien de grand, ni de valable, ni de durable, ans effort » (p. 11). C'est ainsi que Thésée est devenu n héros. Or, la première condition de l'héroïsme, c'est i fuite du confort, de la sécurité. « Qu'ai-je à faire de écurité, m'écriais-je, et d'un chemin tout nettoyé? Je enais en mépris le repos sans gloire, et le confort et i paresse... » (p. 19). Autre thème gidien, fameux entre ous, celui de l'*Enfant prodigue*. Il convient cependant e considérer de près la forme qu'il prend ici; nous pourons ainsi mesurer son ambivalence, et, pour tout dire, on danger : « Je n'ai jamais aimé la demeure, fût-ce au ein des délices, et ne songe qu'à passer outre dès que ernit la nouveauté », déclare Thésée pour expliquer son bandon d'Ariane (p. 48). Il ne fait qu'appliquer la doctrine de son ami Pirithous : « Puisque de femmes je n'ai amais pu ni voulu me priver, il me répétait à chaque ourchas amoureux : « Vas-y; mais passe outre » p. 17). Cette expression de « passer outre », nous la etrouvons une troisième fois dans la bouche de Dédale, e maître de Thésée : « Donc, lui dit-il, ne t'attarde pas u labyrinthe, ni dans les bras d'Ariane après l'affreux ombat dont tu sortiras vainqueur. Passe outre. Considère comme trahison la paresse. Sache ne trouver de epos que, ton destin parfait, dans la mort » (p. 69). Qui ne sent la différence de son rendu par ces trois hrases? Dans les deux premières nous entendons un

appel à l'épicurisme, au donjuanisme, à la plus déplorable des lâchetés humaines : l'in-fidélité; la troisième, au contraire, oriente le héros vers le dépassement de soi, par la fuite des plaisirs faciles, vers l'incessante marche en avant, vers le mieux. Il ne semble pas que les deux orientations soient conciliables. Gide pourtant nous les propose l'une et l'autre sur le même plan. Et, ce faisant, ne nous révèle-t-il pas le drame fondamental de sa propre vie? Au reste, il faudrait approfondir la portée véritable de ce « passer outre ». N'y a-t-il pas grave danger à toujours se refuser? La plus haute fin de l'homme n'est-elle pas dans le don de soi, dans la fidélité, dans l'amour? Nous verrons bientôt quelle réponse Thésée donne à cette question.

Mais nous devons d'abord considérer deux aspects essentiels de la physionomie morale de ce héros. La première est l'intelligence. Deux passages sont ici particulièrement significatifs. D'abord celui de l'astucieuse plongée de Thésée dans la mer : il a dissimulé dans sa ceinture des pierres précieuses qu'il feint, en ressortant des flots, d'avoir reçu de Poséidon et qu'il tend, « de son plus galant », à la reine et aux deux princesses. « Ce qui prouvait, dit-il, mieux que l'épreuve, ma divine origine et que j'étais favorisé par le dieu » (p. 35). Mensonge, irrévérence à l'égard du sacré. Qu'importe! L'essentiel est d'être intelligent. C'est encore l'apologie de l'intelligence que nous propose Dédale dans le parallèle qu'il établit entre Hercule et Thésée : « Hercule, dit-il à ce dernier, était plus appliqué que toi; plus soucieux aussi de bien faire », mais « il était bête et l'on ne pouvait rien tirer de lui que d'héroïque » (p. 52). Thésée est donc intelligent. Ce qui ne signifie pas intellectuel, au contraire : « Je te louerai, lui dit Dédale, de ne point te

isser embarrasser par la pensée. C'est affaire à d'au-
es qui, eux, n'agissent pas, mais fournissent belles et
onnes raisons d'agir » (p. 53). Notons ces paroles. Elles
e laissent pas d'être inquiétantes sous la plume d'un
omme qui a si souvent proclamé le prix qu'il attachait
la vérité.

Cependant cette soif passionnée de l'action, cette
rdeur héroïque et cette intelligence, il est temps de
ous demander à quoi elles doivent servir. C'est ici que
ide répond à la question que nous avions laissée en
uspens. Lorsqu'il « passe outre », le but que poursuit
hésée n'est pas essentiellement la satisfaction de ses
ésirs successifs, ni même le total épanouissement de sa
ersonnalité. Il a mis son génie au service de la Cité.
Entre autres richesses, le dernier livre de Gide contient
n véritable petit traité de Politique, où se mêlent de
énéreuses inspirations humanitaires et socialisantes et
les tendances à une technique « autoritaire ». Il serait
rop long d'en faire ici l'analyse. En revanche, il est
ssentiel de signaler l'imprévu rapprochement qui s'opère
en ces pages entre la pensée du dernier Gide et celle
d'un homme auquel, tout au long de sa carrière, il s'est
énergiquement opposé, je veux dire de Maurice Barrès.
De même, en effet, que le philosophe du « culte du
moi » avait abouti à la théorie de l'enracinement néces-
saire et du dévouement de l'individu à une réalité qui à
la fois le dépasse et le soutient : la patrie, de même le
jeune anarchiste des *Nourritures* aboutit dans son *Thé-
sée* à une morale fondée sur la consécration du héros à
la Cité. Et les raisons sur lesquelles il se fonde pour
donner une telle orientation à sa vie sont étrangement
proches de celles qu'avait développées l'auteur des *Déra-
cinés*. Écoutez-le : « Un jour, dit-il, mon père m'a dit

que ça ne pouvait pas continuer comme ça. Pourquoi ? Parce que, parbleu, j'étais son fils et que je devais me montrer digne du trône où lui succéder. [...] Je ne puis donner tort à mon père » (p. 11). Et encore : « Car il ne suffit pas d'être, puis d'avoir été; il faut léguer et faire en sorte que l'on ne s'achève pas à soi-même, me répétait déjà mon grand-père » (p. 18). Mais voici une parole de Dédale plus significative encore : « Ce fil sera ton attachement au passé. Reviens à lui. Reviens à toi. Car rien ne part de rien; et c'est sur ton passé, sur tout ce que tu es à présent que tout ce que tu seras prendra appui » (pp. 59-60).

Ainsi la morale gidienne aboutit à un humanisme qui met au service de la collectivité les puissances de l'individu. Ajoutons — car c'est essentiel — que son moteur secret est la foi au progrès. « Ma grande force, déclare Thésée, était de croire au progrès » (p. 98). Gardons-nous d'ailleurs de penser — bien que cette forme de progrès ne paraisse point négligeable à cet ancêtre de l'ingénieur moderne qu'est Dédale — qu'il s'agisse pour lui et pour son disciple d'un progrès purement matériel. Il s'agit de beaucoup plus : du progrès de la conscience humaine, par un bon usage de la liberté : « Je n'admis pas que l'homme s'en tînt à lui-même [...] ni qu'il cherchât sa fin dans un médiocre bonheur. [...] Je voulus l'élever, n'admettant point qu'il se contentât de son sort et consentît à maintenir son front courbé. L'humanité, pensais-je sans cesse, peut plus et vaut mieux » (p. 98).

Un autre trait essentiel de l'humanisme gidien, tel qu'il apparaît dans ce livre, c'est d'être un humanisme athée. En un certain sens, il est même d'abord une lutte contre Dieu. Avec une éloquence un peu suffisante, Thésée se vante d'avoir « balayé certaines pistes aventu-

euses où l'esprit le plus téméraire ne s'avançait encore u'en tremblant; clarifié le ciel de manière que l'homme, u front moins courbé, appréhendât moins la surprise » pp. 14-15). Et plus nettement encore, il affirme : « Les remières et les plus importantes victoires que devait emporter l'homme, c'est contre les dieux » (p. 16). Nous avons déjà dit, il ne « s'embarrasse pas de la pensée ». Fidèle à l'enseignement de Dédale, il tourne donc le dos on seulement à la métaphysique, mais aussi à la mystique. L'exemple tragique d'Icare est là pour lui rappeler la vanité et le danger de pareilles recherches : Mais la raison de tout cela, Dieu limpide? de tant de peines, de tant d'efforts? Et vers quoi? La raison l'être? Et de chercher à tout des raisons?... » (p. 63). Ainsi gémit, devant Thésée, l'inconsolable Icare. Et Dédale conclut l'histoire de sa chute retentissante par es mots qui sonnent comme une condamnation sans appel : « Il estimait ne trouver d'autre issue que par le ciel, toutes routes terrestres étant barrées. Je lui connaissais une prédisposition mystique et ne m'étonnai pas de son désir. [...]. En dépit de mes monitions, il a voulu monter trop haut et a présumé trop de ses forces. Il a chu dans la mer, il est mort » (p. 65).

Mais c'est surtout dans les dernières pages de son livre que Gide a proclamé de la façon la plus ferme les limites qu'il entendait donner à son humanisme. Ce n'est pas sans une grande émotion que je relis aujourd'hui ces lignes au ton si grave et presque solennel, car je ne saurais oublier la joie que j'eus à les entendre de la bouche de Gide lui-même alors que, dans son dernier voyage sur la terre antique d'Égypte, au printemps de 1946, il revoyait son œuvre en vue de l'édition française. Comment ne pas voir dans cette rencontre entre Œdipe

et Thésée une ultime confrontation entre les deux tendances qui se livrèrent, dans l'âme de l'artiste, un si long combat? Œdipe est le héros de l'inquiétude, de l'aspiration à un au-delà de la condition humaine, de l'ouverture sur le divin. Gide, autrefois, l'avait exalté dans un drame, qui est l'une de ses œuvres les plus significatives. Et voici qu'à nouveau il fait comparaître devant lui, vieillard, ce héros dans lequel il avait mis le meilleur de lui-même. Œdipe explique le cri étrange qu'il avait poussé jadis, après s'être volontairement aveuglé : « O obscurité, ma lumière! » « On y entendit une plainte, dit-il, c'était une constatation. Ce cri signifiait que l'obscurité surnaturelle illuminait le monde des âmes » (p. 107). Il rappelle ce que lui avait dit un jour le sage aveugle Tirésias : « Il faut cesser de voir le monde pour voir Dieu », et il conclut par ces mots, emplis de la paix la plus sereine : « Quoi qu'il en soit et si déplorables que puissent avoir été mes erreurs, l'état de félicité suprasensible où j'ai pu parvenir en Dieu récompense amplement aujourd'hui tous les maux que j'ai dû souffrir et sans lesquels je n'y serais sans doute point parvenu » (p. 111).

Il est difficile de ne pas sentir passer dans ce discours un frémissement d'admiration fervente de la part de l'auteur. Et pourtant ce n'est pas à Œdipe qu'il donne le dernier la parole. Son livre s'achève par une dernière réponse de Thésée qui confère à tout l'ouvrage sa signification la plus profonde et où il a certainement voulu nous donner le dernier mot de sa sagesse :

Si je compare à celui d'Œdipe mon destin, je suis content : je l'ai rempli. Derrière moi je laisse la cité d'Athènes. Plus encore que ma femme et mon fils, je l'ai chérie. J'ai fait ma ville. Après moi, saura l'habiter immortellement ma pensée.

'est consentant que j'approche la mort solitaire. J'ai goûté
s biens de la terre. Il m'est doux de penser qu'après moi,
âce à moi, les hommes se reconnaîtront plus heureux,
eilleurs et plus libres. Pour le bien de l'humanité future,
ai fait mon œuvre, j'ai vécu (p. 113).

Ce discours, comme celui d'Œdipe, est empreint d'une
erveilleuse sérénité. Mais elle est d'un autre ordre.
trictement limitée au bonheur que peut donner à un
omme la conscience d'avoir goûté aux fruits de la terre
: amélioré le sort de l'humanité, elle est la paix de
humanisme athée.

***

Il faudrait n'avoir aucun sens de cette mystérieuse
éalité qu'est une authentique œuvre d'art pour ne pas
omprendre quels liens intimes unissent nécessairement
'idée à une forme qui n'en est pas le revêtement plus
u moins brillant, mais l'expression profonde sans
aquelle elle n'existerait pas. Aussi ne serons-nous pas
urpris de la solution apportée par Gide aux deux pro-
lèmes esthétiques essentiels qui se posaient à lui — et
ui étaient eux-mêmes étroitement solidaires — celui de
'interprétation du mythe et celui, non pas tant du style,
ue du ton général de l'œuvre.

Fidèle à la grande tradition littéraire française clas-
ique, il ne crée pas son sujet. Il l'emprunte à la mytho-
ogie. A proprement parler, il n'invente rien. Et pour-
tant, il invente tout. Car si les faits sont ceux de la
légende traditionnelle l'interprétation qu'il nous en donne
est toute personnelle. Thésée d'abord est un esthète. Il
est même un peu archéologue. En vérité, il faut qu'il ait
lu de près les savants ouvrages d'Evans ou de Glotz

pour nous décrire avec une précision aussi raffinée et aussi gourmande les ravissantes toilettes des dames de la cour de Minos. Mais surtout il a lu Renan — et quelques autres auteurs modernes — qui ont formé son esprit à un délicat scepticisme sur l'authenticité des mythes. Voici comment il interprète l'histoire d'Ariane l'abandonnée :

> L'on dit que, quelque temps après que nous l'y eûmes laissée, [à Naxos] Dionysos vint l'y rejoindre et qu'il l'épousa; ce qui peut être une façon de dire qu'elle se consola dans le vin [...] On la prit même, raconte-t-on, pour Aphrodite. Je laissai dire, et moi-même, pour couper court aux rumeurs accusatrices, la divinisai de mon mieux [...] Et l'on me permettra de remarquer que, sans mon abandon, ne fût advenu rien de tout cela, si avantageux pour elle (pp. 89-90).

On saisit ici sur le vif le procédé de sécularisation du mythe. La chose certes n'est pas neuve. Jules Lemaître, Giraudoux et quelques autres, avant Gide, nous y avaient habitués. Mais celui-ci va plus loin. Il est plus corrosif parce qu'il est plus sérieux. Chez les autres, ce sont les auteurs qui parlent, ou, si ce sont les personnages, ils le font avec une sorte d'innocence. Mais Thésée a depuis longtemps perdu toute naïveté. Il ne nous apparaît plus comme un personnage souriant, librement traité par un moderne incrédule. C'est lui-même qui est un libre-penseur. Cette fois le ver est dans le fruit.

Au personnage ainsi conçu, il convenait de donner un langage où il s'exprimât avec toute sa complexité, toutes ses nuances. C'est un demi-dieu qui parle et il traite des choses les plus graves. Impossible de ne pas lui donner un langage empreint d'une certaine « dignité ». Et pourtant, c'est un « libertin », un « affranchi »; aussi fallait-il mettre dans ses propos une liberté, une familiarité qui fût très exactement l'image de sa totale libération spiri-

telle. Si l'on n'a pas compris cette double intention de artiste, on ne peut qu'être désarçonné par le caractère la fois riche, dense et savant, et, d'autre part, libre, avoureux, familier de sa prose dans ce dernier ouvrage.

Il est vrai que cette prose s'impose d'abord à nous par es qualités éminemment classiques, que Gide, on le sait, 'a jamais cessé de poursuivre et qui sont la clarté, la récision, la pureté, la simplicité. Simplicité qui va par-ois jusqu'à la sécheresse lorsqu'il s'agit seulement de appeler les faits. (voyez par exemple le début du cha-itre III). Pourtant, lorsqu'on se penche sur cette eau pparemment limpide, on s'aperçoit qu'elle est d'une xtraordinaire densité. Non qu'elle charrie des images tilantes ni des vocables éclatants; mais l'écrivain s'est mposé un effort constant pour donner à la langue son naximum de signification.

Son procédé le plus simple, le plus fréquent, consiste prendre des mots ordinaires en leur donnant un sens ujourd'hui inhabituel, mais qui est situé au plus près u sens originel, et est leur sens fort, leur sens plein : Je n'ai jamais aimé la *demeure* » (p. 48). « Le fil que u dérouleras à mesure de ton *progrès* » (p. 70). « Quelle eine il leur fallut pour *révoquer* leur sens » (p. 77). Parfois, il fait d'un verbe généralement accompagné l'un complément un usage absolu, ce qui lui donne une aleur toute neuve : « Egée *m'empêchait*, vous dis-je » p 14). Ou bien il s'empare d'une expression banale ui, sous une forme condensée, nous frappe davantage : *Coûte* ou *vaille*, il faut ce qu'il faut[2]. » Un tel effort onduit bien vite à cette zone interdite au profane, mais

2. Version de l'édition originale. Pantheon-Books, p. 96. Dans l'édition française, Gide a corrigé en : « Tout coup vaille » (p. 85). La première version me paraît plus savoureuse, plus riche.

où le grand écrivain a droit d'accès, celle du néologisme. Gide y pénètre volontiers. Tantôt le mot nouveau naît du rétablissement de la forme disparue d'un verbe défectif : « L'aînée, qui toutefois *m'attrayait* moins que la cadette[3] », tantôt il dérive d'un mot étranger : « L'important était de ne se point laisser *appoltroner*[4] » (p. 17); tantôt il se rattache à un mot populaire, lui-même solidement enraciné dans le latin primitif : « Nous n'attendions plus que Phèdre pour *escamper* » (p. 85).

Toutes ces innovations sont heureuses. Elles suivent le droit fil de la langue et lui donnent une vie nouvelle. Surtout, elles imposent au lecteur un obstacle, l'obligent à veiller pour ne pas trébucher en route. Leur justification dernière me paraît être dans le désir de l'artiste de donner à son texte la tenue nécessaire à cette « dignité » dont j'ai parlé et qui lui était dictée par son sujet. A la réalisation de ce dessein contribuent plus encore de nombreux archaïsmes. Archaïsme du vocabulaire comme dans cette phrase qui paraît un pastiche de Rabelais : « [Il] reniait la vertu, se *rigolait* de sa propre valeur et proclamait sans *vergogne* qu'*il ne chaudrait* quitter le bien-être présent pour toute la gloire du monde[5]. » Plus volontiers, archaïsme des tours. Usage systématique de l'inversion (« je vous veux conduire »... « Je ne le pouvais haïr... », etc. On trouverait des exemples presque à chaque page); multiplication des « encore que », des « je ne

3. Édition originale, p. 47. Gide a corrigé pour l'édition française en « me troublait » (p. 44).

4. Je pense en effet que ce mot dérive non de l'adjectif *poltron*, mais du substantif italien *poltrone* et signifie : ne pas se laisser enliser dans la facilité comme dans un *fauteuil*.

5. Édition originale, p. 86. Dans l'édition française qu'*il ne chaudrait* a disparu, remplacé par « *qu'il ne consentirait à* » (p. 76).

issai pas de... »; emploi du relatif « où » comme substitut d'un autre plus habituel, mais plus lourd : « Je egagnai la première salle *où* rejoindre mes companons » (p. 75). « Cette geôle [...] *d'où* ne plus pouvoir 'échapper », à quoi s'ajoute, on l'aura noté, une rrieuse construction avec l'infinitif au lieu d'un mode ersonnel; emploi hardi de la conjonction « que » avec le ens de « sans que » : « (Je) n'en conquérais aucune *que 'abord je ne fusse conquis* » (p. 17), ou, simplement, uppression d'articles comme dans cette phrase qui paît sortie d'une traduction d'auteur latin par un écrivain ançais de la Renaissance : « Or, estimant qu'il n'est as de geôle qui vaille devant un désir et propos de fuite bstinés, pas de barrière ou fossé que hardiesse et résoution ne franchisse... [6] »

Ce dernier exemple est particulièrement suggestif. On oit très bien que le grand effort stylistique poursuivi ar Gide dans ce livre n'est pas un jeu gratuit d'esthète e la langue, qu'il n'est même pas inspiré uniquement ar le désir légitime de tirer du langage toutes ses puisances expressives, mais qu'il répond à l'une de ses ntentions majeures, celle de nous offrir un traité de norale, d'une exceptionnelle gravité puisqu'il est le fruit l'une méditation sur sa propre vie faite par un vieillard u seuil de l'éternité. Pourtant, il ne néglige pas l'autre ntention majeure, qui réside, nous l'avons vu, dans la écularisation du mythe, elle-même imposée par la voonté de réduction du demi-dieu à la taille de l'Homme. ci encore c'est naturellement dans le langage que l'écriain trouve l'arme qui lui permettra d'atteindre son but.

6. Édition originale, p. 60. Ici encore, Gide a été moins hardi lans sa deuxième version : « devant un propos obstiné » « pas de barrière ou *de* fossé » (p. 56).

D'abord le langage du héros est moderne. Non que Gide ait eu l'obsession futile et misérable du « moderne »; mais la modernisation du héros était une condition essentielle pour lui faire perdre l'auréole de l'éloignement dans l'immémorial passé de la mythologie. Plus encore, ce langage est familier et même, par moment, vulgaire; car il faut que le héros soit dépouillé du prestige attaché à sa race semi-divine, à sa fonction royale. Cela nous vaut la surprise et, selon les tempéraments, le scandale ou le plaisir d'entendre Thésée nous dire : « C'était quelqu'un de très bien, Egée » (p. 13); « C'est très compliqué, cette histoire... » (p. 22); « Puis on gagne le large en vitesse » (p. 82). Ariane, hardie, émancipée, très « jeune fille moderne », lui réplique sur le même ton : « Mais ça, je n'ose te le conseiller! » (p. 47). Et Minos lui-même, le grave, le tout-puissant roi Minos, s'exprimant avec la bonhomie de ces bourgeois languedociens parmi lesquels Gide a passé son enfance, invite Thésée à prendre quelque nourriture par ces mots charmants : « Vous devez avoir, comme l'on dit ici, *besoin de prendre...* » (p. 27).

***

Dans les deux voies où il poursuivait ainsi sa recherche, l'artiste courait les plus graves dangers. J'ai parlé plus haut de surprise et de scandale. L'avouerai-je, il m'est arrivé d'être choqué par certaines expressions où je trouve comme un énorme manque de goût ou de tact. Je n'aime pas entendre Thésée dire de son père qu'il « s'avisa de *repiquer* une seconde jeunesse » (p. 14) ni du petit Glaucos qu'il « fallut faire appel à ses sentiments les meilleurs pour le faire entrer *dans la com-*

ne[7] » et moins encore l'entendre raconter qu'il a fait archer ses compagnons par des « coups de pied au l » (p. 76) ou proclamer : « Vers tout ce que Pan, eus ou Thétis me présentait de charmant, je bandais » o). Je consens que le héros soit l'un de nous, qu'il soit ême immoraliste et cynique. Faut-il pour cela qu'il exprime en langage de voyou? Et, de même, je veux en qu'Ariane ne soit plus cette noble princesse sur quelle Racine nous faisait rêver; mérite-t-elle pourtant être ravalée au rang d'une midinette qui appelle Thé- e : « mon chou » (p. 49)? Ce n'est plus de jeu savant l'il s'agit alors, mais de trop faciles puérilités.

L'autre danger, non moins grave, était celui de la pré- osité et de l'obscurité. « Je ne les quittai point qu'ils issent encore à m'apprendre » (p. 55) est une phrase une hardiesse syntactique discutable, mais qui reste arfaitement claire. On déchiffre déjà avec plus de eine : « Il leur semblait *résumer* cette geôle qu'on est soi-même, piège d'où ne plus pouvoir s'échapper[8]. » ais comment comprendre « Depuis quand les taureaux it-ils dévoré que des prés » (p. 69)? Qui devinera qu'il ut rétablir devant *que* les mots « *autre chose* »? A plu- eurs reprises le lecteur doit ainsi se poser d'inquié- ntes questions. Lorsque nous lisons, par exemple : Car je n'ai *pas* accoutumé de boire *que* de l'eau ou du in coupé » (p. 42), devons-nous supprimer ce « pas » omme une inadvertance, ou, le conservant, devons-nous enser que l'écrivain parti pour écrire : « je n'ai pas ccoutumé de boire du vin pur », puis ayant pensé : « je

7. Édition originale, p. 95. Dans l'édition Gallimard Gide a corgé : « dans le jeu » (p. 84).
8. Éd. originale, p. 87. Dans l'édition Gallimard « résumer » a isparu pour faire place à « réintégrer » (p. 77).

n'ai accoutumé de boire que de l'eau » a conservé volontairement au début de sa phrase la construction conduisant à la première tournure, tout en concluant sur la seconde? Raffinement? Peut-être. Mais combien vain[9]!

Les quelques réserves que je viens de faire, je les ai faites par fidélité à l'esprit même de Gide. Et les variantes que nous offre la seconde édition du texte nous prouvent que certaines de ces critiques, il se les est faites lui-même. Mais je ne voudrais pas donner l'impression que son *Thésée* me paraît d'une valeur artistique inférieure à celle de ses œuvres précédentes. Je serais tenté de penser le contraire. Autant, en effet, je m'attriste en lisant ce livre d'un certain durcissement, d'une limitation de la pensée morale de Gide, de ce refus triste, résigné, faussement pacifié du grand élan spirituel qui l'avait si longtemps porté et qui reste, à mes yeux, la part la plus valable de son « message », autant j'admire l'inaltérable jeunesse de l'artiste : « Mots, avait-il écrit en 1910, dans son article enthousiaste sur le *Mystère de la Charité,* de Péguy, je ne vous laisserai pas, mêmes mots; je ne vous tiendrai pas quittes tant que vous aurez encore quelque chose à dire[10]. » Trente ans plus tard, il restait intégralement fidèle à ce programme. Spectacle admirable, en vérité, que celui de cet artiste parvenu depuis longtemps à la gloire et qui, au terme d'une longue carrière entièrement consacrée à l'art d'écrire, ne se tient encore pas quitte, refuse de vivre sur sa lancée, s'engage avec une ardeur juvénile dans de nouvelles et périlleuses recherches! Nous voyons à quelle profondeur le message de l'artiste rejoint chez lui celui du moraliste. L'essentiel,

9. Ou encore : *boire* est pris absolument, et *que* signifie : *sinon.*
10. *Nouveaux Prétextes,* édition Mercure de France, p. 212.

ous disent-ils l'un et l'autre, n'est pas de vaincre, ni être heureux; l'essentiel est de lutter, de n'être jamais tisfait, de toujours vouloir faire mieux. *Passer outre!* oui, bien sûr! Aller de l'avant! C'est bien la plus ute leçon morale que nous puissions retirer de ce livre. ais c'est l'Artiste d'abord qui nous la donne!

BERNARD GUYON.

ETTRE A UN HOMME DE CINQUANTE ANS

Je lis une fois encore les articles pétris d'émotion que presse partisane ou adverse consacre aux leçons de ide, et l'étonnement me vient. Votre maître est mort : istesse élogieuse, attaque respectueuse ne manquent as auprès du cercueil. Combien puissante fut donc cette nfluence qui force votre parole et jaillit de vos écrits en erbes mortuaires. Que vous l'admettiez ou non, Gide ous a marqués.

Pour moi j'ai vingt ans et le souci ne m'habite pas de découvrir les mondes polis et révoltés sur mesure d'un ide aussi précis et artificiel que le Giraudoux de *uzanne et le Pacifique*. Alors, quand je vois les hommes e cinquante ans ramassés sur leur jeunesse nous crier

sa force de vie, de quel droit ouvrent-ils la bouche? Quand nous ont-ils laissé la parole?

On veut nous donner des maîtres et nous refusons d'aller à l'école, qu'elle soit buissonnière comme celle de Cocteau ou nouvelle comme celle de Gide. Simplement nous voulons des hommes qui sachent mieux dire, mais non mieux souffrir. Nous voulons un Paul-André Lesort ou un Roger Vaillant qui est des nôtres et n'affiche pas cet air faussement amical du riche en esprit devant les enfants pauvres, qui vibre d'une autre joie que celles dont nous parle la phrase ampoulée, encore que lumineuse, des *Nourritures terrestres.*

Ainsi nous gâchez-vous Saint-Exupéry. On l'a préposé à l'éducation parce qu'il cherchait à s'élever. On a galvaudé son désespoir de n'avoir pas un humanisme à la taille du monde d'aujourd'hui. D'un homme on a fait un héros. Mais Gide, lui, était votre heros : gardez-le, nous n'en voulons pas. Quand même un jour il serait béni, nous aurions dans le cœur cette phrase de *L'Espoir* : « Mon enfant, me comprendrez-vous si je vous dis qu'un officier ne doit jamais séduire? »

Notre intérêt n'est plus à l'influence de Pierre Louys sur Gide. Qu'on laisse ces problèmes d'érudition pure aux doux fanatiques s'il s'en trouve, et qu'on nous dise plutôt les germes de vie.

S'il est vrai — et vous le dites — qu'il fut un maître à penser, un maître à vivre, qu'on nous présente la famille, comme à l'enterrement, les cierges allumés, chacun vient serrer les mains des enfants, et c'est là que se voit la force d'un homme. Vous dites qu'il réveille; nous n'avons plus besoin de l'inquiétude pour être sans repos, et la guerre suffit à faire aimer la vie. Vous dites qu'il sait parler et nous avons suivi du doigt ses phrases har-

ionieuses, mais elles n'étaient pas faites de notre terre
t nous avons pris froid. Vous dites qu'il vit et nous
avons vu mourir toute sa vie, la jeter à bas aussitôt
u'il la possédait. L'aventure pour nous n'est pas dans
a recherche d'une émotion rare, mais de construire un
nonde meilleur.

Son âge n'a jamais eu notre âge, pas plus qu'il n'a
oulu avoir le sien. Gide était une grande coquette, et
aut-il s'inquiéter si nous ne l'aimons pas? si nous ne
royons pas à la jeunesse perpétuelle? Il a toujours été
rop vieux et trop jeune, car qu'est-ce que la jeunesse
inon l'âge de l'enthousiasme certes, mais aussi le temps
les impuissances? Le maître s'est accroché désespéré-
ment à ses premiers cris qui étaient immenses en refu-
ant la taille humaine.

Ce n'est peut-être pas sa faute si nos jeux sont dan-
gereux pour lui, si nous ne jouons plus à Dieu ou à dia-
ble, si nous décidons de choisir jusqu'au jugement. La
vie se fait ainsi. Nous avons la foi.

Nous sommes de retour au temps des cathédrales. Il
nous suffit de regarder le monde et la souffrance qui élève
a voix pour aller jusqu'au dégoût d'une telle indifférence.
On parlera de son *Voyage au Congo*, de son fameux
Retour de l'U.R.S.S. : mais il patauge dans la boue sans
chercher à la remplacer. Suffirait-il de jouer à la politique
pour être « engagé »? Nous refusons ces facilités. Celui
que nous souhaitons assume d'abord la condition
humaine et nous la partage. Où donc Mauriac s'engage-
t-il le plus sinon dans ces pages chaudes comme des
mains d'enfant du *Mystère Frontenac*?

Et moi je fais le tour de l'œuvre de Gide, je cherche
la roche dure aux aspérités saignantes et ne trouve
qu'un stuc de belle apparence qui recouvre la vie. Je

songe au curé de campagne blanchissant à la chaux sa fresque du XII[e] siècle. Pourquoi Gide s'est-il blanchi au point qu'en retirant la chaux le reste vient avec sans nous livrer sa merveilleuse beauté ? Donnez-lui donc un prix d'application. La couche est uniforme, toute sa vie y est passée. Bien sûr, c'est blanc, et vous aimez cela plus qu'une couleur brûlante ou le geste mal dégauchi d'un Christ bénissant — mais où se tient la vérité ?

La main du diable ? Même pas. Si vous semblez croire que sa diversité fait sa vérité, nous crions : non. Chacune des expériences qu'il a voulues et tentées — de celles qui terrassaient un Rimbaud — était pour lui fraîche et sereine. Gide a su faire un monde heureux de l'angoisse qu'il ne pouvait vivre. A un métier aussi banal, d'autres seraient lassés.

De quel droit le juger ? Et vous, de quel droit l'absoudre ? Barricadés dans la littérature, craignez-vous à ce point la vie ? Il ne s'agit pas ici de charité; nous rendons justice à Gide de ce qu'il semble honnête, mais qu'avait-il à gérer sinon du temps passé ? Il vous a apporté l'inquiétude, mais aussi la satisfaction d'être inquiet. C'était le bon temps où l'heure de s'inquiéter venait prendre sa place, un peu indiscrète, auprès des anarchistes de salon. Vous refusiez avec lui de méconnaître les choses et le geste est beau. Nous voulons des gestes utiles comme ceux d'Apollinaire ou de Reverdy. Nous voulons des mots d'amour pour faire l'amour, des mots de souffrance pour savoir souffrir. Et Gide nous donne des mots passés à mettre sous vitrine en songeant au temps jadis. Comme la vague absorbe la vague et la mer n'avance jamais, Gide reculait pour se rejoindre. Il prenait son élan mais s'arrêtait brisé avant de sauter. Malgré l'appel d'Alissa — notre appel : « Seigneur, nous

vancer vers vous, Jérôme et moi, l'un avec l'autre, l'un ar l'autre, marcher tout le long de la vie comme deux èlerins dont l'un parfois dise à l'autre : appuie-toi sur ioi, frère, si tu es las; et dont l'autre réponde : Il me uffit de te sentir près de moi »; la porte s'est fermée our devenir étroite. Gide a allumé beaucoup de feux ans la plaine, et pendant ce temps nul ne veillait sur es hauteurs.

Ce sont ses proches qu'on regrette, non les dieux nconnus perdus dans leur contemplation. La mort d'un ninеur nous frappe plus que celle d'André Gide. Vient e moment, au contraire, où nous cherchons sa vie et ne rouvons rien que l'harmonie faussement religieuse d'une hrase qui ne fait pas illusion. Gide a voulu succomber la tentation; la grande imposture devant laquelle vous vous découvrez, nous la refusons.

Alain des Mazery.

LES SIGNES DU TEMPS

Une nouvelle minorité syndicale?

Dans un récent article de la Revue Économique *(décembre 1950), Alfred Sauvy parlait d'une « contradiction du syndicalisme », aux prises, dans la France d'aujourd'hui, avec le problème salaires-profits. Au congrès de la C.F.T.C. (12-14 mai), un orateur évoquait « la dissociation apparue », dans le mouvement syndical, « entre son action et sa pensée ». La difficulté qu'éprouve le syndicalisme français à maîtriser la situation présente se manifeste non seulement par une désaffection certaine de la masse à l'endroit des organisations, mais par la multiplication des centrales, par la formation de « minorités », critiques des tendances dominantes, anxieuses d'un redressement?*

Existe-t-il une minorité cohérente à la C.G.T.-F.O.? C'est la question que l'on a posée après le second Congrès de cette confédération, à l'automne dernier, celle que l'on pose encore après le Comité National Confédéral au début de mai. A la suite d'exclusions, de révoltes telles que celle d'un délégué mineur du Nord, on se demande : y a-t-il une minorité à la C.G.T. même? Si on en croit la presse, une « minorité de gauche » s'est affirmée au Congrès de la centrale syndicale chrétienne : celle-ci, sans doute, ne connaissait plus, depuis la Libération, les assemblées unanimes assez habituelles en milieu catholique; plus attentifs qu'avant guerre au devenir d'une organisation dont l'influence a grandi et où il semblait « se passer quelque chose », les journalistes parlaient déjà, il y a deux ans, de « minoritaires », d' « activistes », de « gau-

uistes », que des observateurs généralement bien informés uettaient à tort en rapport avec les « progressistes »[1].

On voit mal, en effet, des « progressistes » préconiser adhésion d'un mouvement syndical à la Confédération Internationale des Syndicats Libres, *que* L'Humanité *qualifie « internationale jaune ». Et dans le plus vif débat du rent Congrès, ce sont des dirigeants de « l'aile gauche » — s secrétaires du Syndicat Général de l'Éducation Nationale de l'Union départementale de la Loire, ceux des Fédéraons de la Métallurgie et du Bâtiment — qui demandaient le hangement d'affiliation internationale de la C.F.T.C., laquelle, pour adhérer à la C.I.S.L., aurait dû quitter la* Conédération Internationale des Syndicats Chrétiens (*C.I.S.C.*), *ndée en même temps que la confédération française, au lendemain de la première guerre mondiale. « Fidélité » : tel a té, contre cette proposition, l'argument majeur de Gaston ressier, victorieux par deux mille soixante-douze mandats ontre neuf cent soixante-deux. La présence du secrétaire de l'internationale syndicale chrétienne, Serrarens, soulignait l'importance de la discussion au cours de laquelle un porte-arole de la minorité signala la gravité d'une scission éventuelle des syndicats d'Allemagne occidentale, par reconstitution 'organisations « chrétiennes » : un des aspects du problème de « l'Europe à ne pas faire ». Une autre question urait pu être évoquée : les « syndicats libres » italiens prenlront-ils un caractère confessionnel, restaurant « la confédéation blanche » d'après l'autre guerre ?*

Dans ce débat sur l'affiliation internationale, par delà la olémique sur l'internationale syndicale libre, telle qu'elle 'est formée dans le monde divisé de 1949, il y avait opposiion de deux conceptions : l'une affirmant l'idée *syndicale hrétienne, comportant le maintien d'une internationale, même sur la base réduite de quelques centrales nationales,*

1. Jacques Fauvet, *Les forces politiques en France*, p. 51, met en rapport « le groupe Reconstruction », d'ailleurs extérieur à la C.F.T.C., dont Charles Savouillan est un des animateurs, avec *l'Union des Chrétiens Progressistes*. Il ignore que « le groupe Reconstruction » a pris plusieurs fois position contre toute unité d'action avec le Parti Communiste « pour la Paix » et critiqué durement le « progressisme » qui suit « la ligne du Parti ».

mais avec des espoirs plus ou moins précis de reconquête en Allemagne et en Italie, d'expansion dans les Territoires d'outre-mer, voire en Amérique du Sud; l'autre conception, au contraire, partant du fait *que si les organisations syndicales chrétiennes ont répondu et répondent aux besoins de travailleurs de certains pays, dans une certaine situation historique, elles n'ont pas été nécessaires dans des situations et des pays différents, aux travailleurs catholiques mêmes — par exemple à ceux des nations de langue anglaise; en ce cas, pourquoi ne pas accepter la formule de la C.I.S.L. : unité internationale dans le respect des libertés syndicales, politiques, spirituelles; reconnaissance du pluralisme éventuel des centrales nationales, tel qu'il peut résulter des complexités de l'histoire syndicale, variable d'un pays à l'autre? Et les tenants de la seconde conception entendent bien, autant que leurs antagonistes, assurer la présence de chrétiens syndicalistes au mouvement ouvrier international et, par la C.F.T.C., la défense d'intérêts et d'idéaux ouvriers français. Une internationale syndicale chrétienne, pour eux, c'était un instrument valable, indispensable entre 1919 et 1939 ; nous sommes en 1951 : la fidélité à l'Esprit se confond-elle avec la fidélité à ce mode d'organisation?*

Si les circonstances poussèrent au premier plan la querelle de l'internationale, la discussion est sans doute plus profonde. Dans une organisation telle que le syndicalisme chrétien, plus même qu'en un mouvement comme « le catholicisme social », l'inspiration chrétienne s'est réalisée dans un milieu historique bien déterminé quant à sa composition et sa mentalité, auquel sont relatives une bonne part des formulations apparemment doctrinales qui y sont de tradition. Que le milieu se modifie, la relativité apparaît : un certain nombre d'employés, de fonctionnaires, de « cadres », par exemple, accepteront sans difficulté, avec même un sentiment de sécurité, les formules traditionnelles; il n'en sera pas de même de militants, surtout ouvriers, quelques-uns universitaires, auxquels leurs origines, leur formation, leur expérience ont posé de tout autres problèmes que ceux du milieu d' « œuvres » populaires d'où est principalement sortie la C.F.T.C. Voilà pourquoi les dirigeants traditionnalistes manifestent périodiquement leur nostalgie d'un milieu spécifiquement catholique, protégé des agitations du siècle, où la confédération devrait,

leur avis, trouver encore son plus sûr recrutement. Mais oute l'histoire de la nation et du catholicisme français depuis ingt ans au moins ont changé les conditions d'une action yndicale d'inspiration chrétienne, émancipé, en pensée, sinon n parole, bon nombre de militants non certes de la foi, du ogme, ni de la morale, mais d'une « doctrine sociale » propre une région du monde, à un temps qui n'est plus. C'est à artir des problèmes présents du syndicalisme français en énéral et pour les résoudre que ces militants « minoritaires » ravaillent à la C.F.T.C., mouvement pour eux spécifique- nent temporel qui laisse aux Secrétariats Sociaux, à l'Action atholique Ouvrière les tâches d'Eglise. Quelle contribution eur centrale peut-elle apporter à la solution du « problème ommuniste », à la lutte contre la réaction sociale, au renou- ellement indispensable de la pensée syndicale en France? 'elle est la question qu'ils posent d'abord; et ils semblent ien résolus, pour y répondre, à modifier autant qu'il le fau- ra les conditions de leur action syndicale, sans se lier à des raditions qui ne sont pas la *Tradition, en usant de toute la iberté du chrétien en matière temporelle. C'est sans doute à les chrétiens conscients de la transcendance de la foi qu'il ppartient de rendre, — en dehors de toute confusion de pen- ée et d'action avec le marxisme stalinien, — le christianisme résent au mouvement ouvrier français, comme il ne le fut amais depuis l'aube, trop douce et brève, de 1848.*

P. Cheyron.

Hausse des prix et conventions collectives

Certes, personne n'ignore que le malaise social actuel a une cause économique, et que sa solution ne peut être que dans une politique économique d'ensemble.

A quoi bon, diront alors certains, les revendications de

salaires et les mouvements pour les faire aboutir ? Tout cela fatigue et use. Mais en attendant cette politique il faut vivre, et comment ne pas comprendre que devant la hausse du coût de la vie, les salariés se retournent vers les augmentations.

Tout ce qui fait les dépenses d'un ménage augmentant, n'est-il pas normal que l'on essaye d'augmenter ce qui en fait les recettes ? Ne vous y trompez pas, les salariés le font sans illusion. Leurs récentes manifestations, la puissance des mouvements ont manifesté la réalité, la profondeur de leur mécontentement, plus exactement leur inquiétude en face de l'instabilité du coût de la vie. Les résultats obtenus n'ont rien éliminé de cette inquiétude, on craint, on *attend* la hausse, on pense que l'augmentation obtenue n'est que solution temporaire et qu'il faudra recommencer, d'où l'intérêt porté à « l'échelle mobile ».

Cette position peut paraître ridicule, à courte vue. Ah! combien la critique est-elle facile, combien la réalité est-elle plus dure, plus décevante d'ailleurs, car alors que l'on souhaite construire il faut vivre, et vivre, c'est limiter son action, c'est risquer l'avenir, c'est tout jouer sur le présent.

La classe ouvrière n'est bonne qu'à revendiquer! Disons tout d'abord qu'elle a des droits à revendiquer. Si l'on mettait côte à côte divers indices : production, productivité, auto-financement, bénéfices, coût de la vie, impôts, etc... ses revendications apparaîtraient tout à fait justifiées. La classe ouvrière ressent surtout devant la situation une lassitude, une grande fatigue qui l'oriente vers les solutions faciles, sans doute, mais solutions qui lui sont imposées. Qui pourrait nier que la Libération l'a trouvée prête aux sacrifices pour la reconstruction du pays. Mais qu'a-t-on fait pour répondre à cette orientation ? Que fait-on pour faire renaître cet esprit ? Comment reprocher à des hommes qui travaillent pour vivre, de mener une politique à courte vue, alors que d'autres

ommes, responsables du pays, mènent à une échelle eaucoup plus grande et beaucoup plus dangereuse une olitique du même genre? Si, pour vivre, les salariés èdent à la tentation de la revendication des salaires, 'autres, pour des motifs beaucoup moins nobles, ne èdent-ils pas devant les pinardiers, les betteraviers, les ransporteurs routiers, le C.N.P.F., etc...

Tout ceci est grave, très grave; on oblige, on habitue s gens à ne vivre, à ne penser qu'au jour le jour, à ne enser qu'à aujourd'hui et non pas à demain, on tue hez eux toute vue d'ensemble, toute perspective à plus ongue échéance. La classe ouvrière doit, elle aussi, rendre garde, et comment ne pas voir une conséquence e cette situation dans le peu d'usage qu'ont fait les rganisations syndicales, de la loi sur les conventions ollectives. A ceux qui chantent victoire à la suite des ugmentations de salaire nous disons : relisez ce que ermet la loi du 11 février 1951 et demandez-vous ce ue nous en avons tiré, ce que nous avons fait de ces extes.

Bien sûr, des commissions paritaires discutent sur des ots, des virgules, il y a des désaccords, désaccords de orme qui cachent des désaccords de fond; car, comme ous l'avons déjà expliqué, il y a divergence profonde ntre la conception ouvrière et patronale de la conven- ion collective. Pour le moment c'est la conception patro- ale qui triomphe. Le C.N.P.F. n'avait-il pas affirmé ue les salaires devaient constituer le chapitre principal le la convention, chapitre, disait-il, qui intéresse le plus es travailleurs? En étant prêts à agir seulement pour es salaires, les travailleurs ne donnent-ils pas leur ccord à cette affirmation? Si certains ne se rendent pas rès bien compte de ce qu'est une convention collective, 'est qu'il y a douze ans qu'elles n'existent plus, la ériode de dirigisme ayant également marqué les tra- ailleurs. Mais il y a envers elles un mouvement, un spoir.

Seulement les besoins quotidiens appellent, cristallisent, et les conventions collectives s'en ressentent. On ne peut courir deux lièvres à la fois, on ne peut avoir deux préoccupations. Mais comment mener l'une sans négliger l'autre, ce n'est guère possible. Voilà le problème qu'ont à résoudre les organisations ouvrières.

Que certains ne se réjouissent pas trop vite de cette situation, elle est non seulement préjudiciable à la classe ouvrière, mais à la vie du pays même. C'est pourquoi l'une des responsabilités des organisations syndicales est de redonner à la convention collective toute sa valeur, à faire renaître fortement, dans la classe ouvrière, la volonté d'obtenir des conventions collectives.

Les militants doivent comprendre l'importance du problème. Par la convention ils feront œuvre durablement utile; par elle, ils travailleront à une démocratisation de l'économie, en commençant par l'entreprise, par le développement, l'introduction du contrôle ouvrier. Si l'année 1950 a été l'année de la loi sur les conventions collectives, l'année 1951 doit être celle qui donne vie aux principes posés par le législateur.

C. Savouillan.

L'Iran et le pétrole

Bien avant que n'éclatât le coup de tonnerre de l'assassinat du général Razmara, les observateurs avertis s'inquiétaient de la tension qui régnait en Iran, tension due à la situation politique intérieure de ce pays, aux rapports difficiles de la Compagnie anglo-iranienne des pétroles avec le gouverne-

ent, et à la condition politique extérieure. Dans une chro-
que d'août-septembre 1950, je signalais que l'opinion inter-
ıtionale pourrait être appelée bientôt à se préoccuper de
ran.

Les conférences d'Istamboul, d'Ankara et de Malte n'ayant
nné que de faibles résultats, les pays voisins de l'Iran s'in-
iiétaient. M. Necmeddin Sadak, ancien ministre des Affai-
s étrangères de Turquie, constatait que la Perse s'écartait,
ins les troubles, des États occidentaux. Pourtant, alors, le
'néral Razmara s'efforçait de concilier les rapports avec
Grande-Bretagne, les négociations indispensables avec
U.R.S.S. et les aspirations nationales de sa patrie. Tenta-
ve ardue, s'il en fut, quand on songe aux convoitises que
ut susciter le quatrième producteur mondial de pétrole,
ès les États-Unis, le Vénézuela et l'U.R.S.S.

En Iran, depuis 1911 jusqu'aux événements récents, tout
ait subordonné à la puissante Anglo-Iranian Oil Com-
ny. Une production de 32 millions de tonnes par an, des
stallations sur cent mille milles carrés, la raffinerie d'Aba-
n, capable de traiter vingt-quatre millions de tonnes, la
tte pétrolière de trois millions de tonnes, dominaient la vie
onomique. D'autant que se profilait à l'horizon l'Amirauté
itannique propriétaire de cinquante-trois pour cent des
tions, et avec elle l'Empire. Les conséquences politiques
aient considérables, puisque les principales recettes du
dget d'État étaient fournies par les redevances, calculées
r le vingtième du tonnage de la production annuelle.

Le mécontentement était grand, depuis longtemps, du côté
anien. Il s'était manifesté en 1933, et quelques avantages
vaient pu être obtenus. Pourtant, au début de cette crise,
s responsables rappelaient que de 1916 à 1920 ils n'avaient
en touché, qu'aucun contrôle ne s'effectuait, que les verse-
ents subissaient des retenus d'impôts britanniques, que la
arantie or ne jouait pas, vu le blocage artificiel des cours,
que ce contrat était léonin, que les Britanniques seuls
ouvaient dénoncer avant 1993. Tous les griefs se résument
insi : si la compagnie n'avait pas été exonérée d'impôts, elle
ût payé plus que par la redevance accordée.

Ainsi David est en face de Goliath. Une opinion nationale
morphe, représentée au parlement par cent trente-six con-
ervateurs, membres des grandes familles tribales et prêts à

toutes les concessions avec l'étranger. Dans les campagnes, une oppression économique et une misère atroce. Un revenu moyen de trente mille francs par an, dans une inégalité monstrueuse, à laquelle seule essaie de remédier la tentative du Chah de distribution des terres à Veramine, contre la volonté des féodaux. Une administration pourrie, vivant des prébendes de la British Bank, au point que deux solutions subsistent seules : une révolution stalinienne, ou une révolution nationale. La première essaie de se réaliser sous l'égide du parti Toudeh, crypto-communiste, forte organisation qui groupe trois cent mille militants. La seconde est polarisée par les neuf députés, élus de Téhéran, fondateurs du Front National. Ces bourgeois, ayant à leur tête le Dr Mossadegh, président du gouvernement actuel, et le Dr Baghaï, représentent la nouvelle classe moyenne, l'opinion du bazar ami des affaires, plutôt pro-américaine aujourd'hui, après avoir été germanophile. Ces hommes ont pris l'initiative de la nationalisation, et la réalisent. Ils jettent ainsi dans l'embarras le parti Toudeh : s'il combat la nationalisation, il s'aliène les masses. S'il la fait triompher, il écarte l'U.R.S.S. des champs de pétrole iraniens. Aussi, il cherche à fomenter l'agitation. S'appuyant sur les Kurdes, sur une portion de l'Islam chiite et Mollah el Kachani, il provoque les grèves insurrectionnelles d'Abadan, les menaces britanniques, la rétorsion de la loi martiale, et la chute du gouvernement Ala, plus souple et négociateur. Aujourd'hui il est l'instigateur d'une insurrection des tribus sud-iraniennes.

Quelle est l'action de la Grande-Bretagne pour faire face à cette crise ? A chaque stade, vote de principe, désignation de commissions, Londres envoie une note de protestation, et profère des menaces voilées, tel Mr Morrison déclarant aux Communes, le 13 avril, que « La Grande-Bretagne prendra toutes mesures nécessaires pour protéger ses ressortissants. » Le président Ala affirmait qu'il n'avait pas l'intention de priver l'Angleterre de pétrole ni de spolier ses biens. Mais le dialogue devient plus âpre, et après l'adoption, le 2 mai, de la procédure accélérée, prévue en commission, le gouvernement Ala démissionne, pour céder la place à M. Mossadegh. Les Anglais font alors des contre-propositions conciliatrices. Mais le nouveau gouvernement va de l'avant, ordonne l'application des mesures et repousse les thèses britanniques. Il

efforce de créer un désaccord entre la Compagnie, qui troduit par la voix de sir William Fraser une procédure 'arbitrage, et le Foreign Office. Celui-ci doit alors combattre ur deux fronts. Mais la commission iranienne des pétroles epousse le 16 mai la demande d'arbitrage, et les Britanniues accentuent leurs menaces, mettant en alerte une brigade e parachutistes, à tel point que le Dr Mossadegh se réfugie u Parlement, déclarant ne plus vouloir s'éloigner de sa protection jusqu'au dénouement. Nous en sommes là. Parallèlement, la Grande-Bretagne s'inquiète de ses intérêts en Irak, t par de larges concessions l'Irak Petroleum Company s'efforce d'apaiser les leaders de l'opposition.

L'Amérique, de son côté, ne reste pas inactive. Elle y est éterminée par l'intérêt primordial d'écarter toute menace oviétique. Elle songe aussi à ses participations (cédées par a Grande-Bretagne pour vingt ans) dans l'Anglo-Iranian Oil Company. N'oublions pas encore que la Standard et la Socony sont parties prenantes à l'Irak Petroleum Company, directement menacée elle aussi.

En Arabie Séoudite, les compagnies américaines produisent à des prix de revient plus élevés que ne faisait l'Anglo-Iranian. Cela tient au partage à cinquante pour cent avec le gouvernement local. Certains ont cru pouvoir en conclure que es revendications les plus intransigeantes de l'Iran avaient rouvé un appui de ce côté. Ce qui est sûr, c'est que es États-Unis ont adopté dès le début une attitude de conciliation et de médiation entre les deux adversaires, affirmant que l'essentiel était moins la propriété des pétroles iraniens que leur destination. La sympathie que le Front National porte à l'Amérique inciterait peut-être celle-ci à soutenir indirectement le Dr Mossadegh. On ne peut s'empêcher de penser, d'autre part, qu'en cas de rupture de l'accord de 1933, rien n'empêcherait les pétroliers américains de devenir, cette fois, parties au nouveau contrat. En fait, des tirages se sont produits entre Anglais et Américains. Plusieurs fois des rumeurs persistantes ont circulé d'envoi sur place de techniciens et spécialistes américains en vue d'assister les autorités de Téhéran dans l'application du décret de nationalisation. Pourtant, il semble qu'aujourd'hui, devant le péril grandissant, un accord se soit établi et on notait, au 3 mai, une démarche conjointe des deux ambassadeurs. Accord entre les

gouvernements, mais les compagnies elles-mêmes y participent-elles de bon cœur ?

Les Russes gardent un silence prudent. Mais qui le croira inattentif ? La Russie manque de pétrole. Et d'un point de vue stratégique, les aérodromes du Moyen-Orient contrôlent la plupart des régions industrielles soviétiques. Quelle que soit la dispersion voulue des raffineries, à Odessa, à Moscou, à Léningrad, à Saratov et dans l'Oural, nombreuses sont celles qu'atteindraient des raids aériens. Une pression discrète se poursuit au cours des négociations pour le règlement des frais d'occupation de guerre, et sous couvert du traité de commerce russo-iranien. Le parti Toudeh pourvoit au reste.

Pour terminer, je veux indiquer que la France ne saurait se désintéresser des événements d'Iran. Sans évoquer leur répercussion internationale, n'oublions pas que notre pays est actionnaire de l'Irak Petroleum Company, d'où il tire ses principales ressources en pétrole, et les moins dispendieuses. L'Irak est limitrophe de l'Iran, et la toute récente intervention des troupes irakiennes en Syrie montre que la confusion s'étend.

JACQUES NANTET.

Démission du travaillisme ?

Hugh Gaitskell a ébréché par son budget le principe de la gratuité absolue du service médical britannique. Il faudra payer 50 % de leur valeur pour obtenir lunettes et fausses dents. Trois jours avant le budget, Aneurin Bevan avait affirmé qu'il ne demeurerait pas membre d'un gouvernement qui suivrait cette voie. Après trois semaines d'incubation, ce qui aurait pu n'être que « *storm in a tea-cup* » est devenu aussi proche d'une

se ministérielle que le jeu parlementaire britannique le met. La démission de Bevan a été connue le 23 avril; elle a été suivie de celles de Wilson (ministre du Commerce) et de Freeman (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements). Le 25 on voyait des élections générales dans les deux mois. Le 26, les choses étaient rentrées dans l'ordre, mais un ordre fort différent car les vrais problèmes avaient été posés en termes clairs.

Il est certain — et les déclarations au Parlement de Bevan, et surtout de Wilson, après leur démission, le prouvent clairement — que le désaccord sur les dentiers et les lunettes n'est qu'un prétexte. Mais les vraies raisons de la crise sont complexes. Des raisons de tactique politique très personnelle ne sont pas absentes, et la jalousie et l'ambition ont joué leur rôle. Il serait cependant très injuste de leur attribuer plus qu'une part mineure. On ne peut expliquer la décision de Bevan par la seule volonté de provoquer une crise pour affirmer ses intentions à diriger une Angleterre vraiment socialiste après qu'elle se sera lassée de quelques années de conservatisme — non plus que la décision de Wilson par amertume qu'on lui ait préféré Gaitskell lors de la retraite de Sir Stafford Cripps.

La raison essentielle présentée par Bevan est que le programme de réarmement arrêté en décembre dernier n'a été accepté que pour satisfaire docilement aux exigences américaines, et représente un fardeau que l'économie britannique ne pourra supporter sans dislocation grave. A cela Wilson ajoute la précision qu'il est absurde de présenter un budget qui veuille fournir les moyens financiers de réaliser un programme dont les exigences réelles sont dès à présent condamnées par la certitude d'une crise d'approvisionnement en matières premières. L'argument de Wilson a une certaine force, et l'on ne peut douter que le gouvernement travailliste — partiellement par la faute de Wilson lui-même —

n'ait pas su vouloir les moyens de sa politique en
domaine. L'entrée de Richard Stokes au Cabinet (av
mission de coordonner l'approvisionnement en matiè
premières) et les indices d'une politique plus compréh
sive de la part des milieux américains responsables te
dent à prouver que l'attaque de Wilson a porté.

Mais, en fait, la signification profonde de l'attitude
Bevan et de Wilson ne peut pas plus se résumer à c
arguments qu'à des questions de personne. Le *New St*
tesman peut écrire que la crise résulte de l'impossibil
apparue aux ministres techniques (travail-Bevan; co
merce-Wilson) de réaliser concrètement la politique c
cidée par le trio Attlee-Morrison-Gaitskell. Ceci n'a m
heureusement aucun sens. Il est évident aux yeux
chacun que le programme de réarmement est incompatib
avec le maintien — et *a fortiori* l'accroissement —
niveau de vie et des services sociaux. La dispute po
sur l'importance relative que l'on attribue à ces tr
termes. Bevan avait accepté de mettre en danger la s
bilité économique du pays pour accroître les servic
sociaux, mais il ne l'accepte pas pour réaliser un ré
mement qu'il considère dicté par les États-Unis. Wils
et Bevan accepteraient peut-être un programme de ré
mement qui ne nuirait qu'au niveau de vie des no
salariés, mais n'acceptent pas le bon sens du budget
Gaitskell qui, en refusant d'accroître les subventio
égalise la répartition des charges par un recours sa
taire au mécanisme des prix. Le cas de conscience
évidemment douloureux d'un socialisme d'inspirati
prolétarienne à qui les exigences extérieures et la str
ture politique intérieure interdisent une politique
classe. Mais il est inquiétant, dans ce contexte, de v
que la réaction, qui s'appelle ailleurs neutralisme, pre
chez Bevan la forme d'un nouveau nationalisme proc
de celui de Lord Beaverbrook. Et l'on peut se demand
si, dans la conjoncture actuelle, le socialisme britannic
peut se permettre une politique de classe hors de l'opp

ion, et s'il n'y a pas un avenir plus positif pour la mule Gaitskell (Winchester; New College, Oxford) e pour la formule Bevan (Ebbw Vale, Lab.).

12 mai 1951.

GEORGES ROTTIER.

Le départ de Mac Arthur et le Japon

La décision du président Truman de remplacer Mac rthur par le général Ridgway a fait un peu partout effet d'un coup de tonnerre.

Inutile de dire que dans l'esprit des Japonais qui l'aient et lui témoignaient un très profond respect, la écision présidentielle du limogeage a causé un grand oc et une inquiétude profonde.

Arrivé au milieu des ruines, des cendres et du désespoir des Japonais, Mac Arthur quitte après six ans un apon en grande partie reconstruit, plein d'espoir et de aix.

Le spectacle enthousiaste de « Fair Well » qui s'est éroulé à Tokio le jour de son départ pour les États-Jnis, a prouvé combien Mac Arthur était aimé et respecté par les Japonais, et le reportage de M. Guillain, nvoyé spécial du *Monde*, dessina avec habileté, mais un eu d'exagération, la mentalité japonaise vis-à-vis de ce rand chef militaire.

Au moment où son limogeage a été connu à Tokio par a presse, un peu de désarroi semblait se faire sentir et ertaines inquiétudes étaient observées. Étant donné que

les Japonais n'étaient pas, jusqu'à cet événement, inf
més des divergences de vue entre Mac Arthur et T
man, ils ne pouvaient pas se faire d'opinion propre s
la conjoncture internationale actuelle, surtout en ce
concerne la stratégie réalisée par le Quartier Général
Nations Unies.

L'inquiétude dominante chez les Japonais était
savoir si le départ définitif de Mac Arthur n'intensifier
pas l'attaque communiste en Corée, mettant en pé
la sécurité du Japon, et si alors, le traité de paix en cou
de négociation pourrait être mené à terme.

Cependant, au fur et à mesure qu'ils étaient inform
des réalités du cas macarthurien par les journalistes
venus plus libres, plus actifs qu'autrefois, les espr
eurent claire conscience de la situation. D'autre part
nouveau Quartier Général ne manqua pas de sai
chaque occasion de publier son point de vue politiq
sur l'occupation en marquant qu'elle ne serait pas dif
rente de celle pratiquée par Mac Arthur : politique tra
tionnelle des États-Unis auprès du Japon. Le cal
semble revenir dans l'esprit des Japonais.

Le président Truman, dans sa déclaration du 12 avr
fit l'éloge de Mac Arthur en disant que sa place éta
marquée dans l'histoire comme celle d'un des pl
grands chefs militaires. Nous avons pu constater da
sa déclaration que le président Truman fut obligé d'a
river à la conclusion que le général de l'armée n'éta
pas en mesure de donner son appui sans réserve à
politique du gouvernement des États-Unis et des Natio
Unies dans des questions se rapportant à ses fonctio
officielles.

De cette déclaration présidentielle, nous avons déga
une conclusion déjà affirmée par le nouveau chef mi
taire, que la politique suivie par Mac Arthur ne chang
rait pas, même après son départ.

En fait, le Japon, grâce à l'effort de Mac Arthur, d
devenu un pays pacifique, bien qu'il soit un peu prém

ıré de le dire au sens propre du mot « démocratie », ıais tout au moins, il est inspiré de principe démocra- que, et le système politique, social et économique se ɛconstruit dans le sens de la « démocratisation ». La lupart des Japonais finit par croire que la réalisation ratique et la poursuite énergique de la démocratie — adeau de Mac Arthur — serait certes une manifestation incère de reconnaissance au général Mac Arthur, mais ue cet effort doit être rapporté à la solidarité amicale méricano-japonaise pour qu'enfin, un nœud solide et ternel puisse créer des amitiés entre les puissances occi- entales et le Japon libre.

Dans ce sens, les Japonais observent le cas macarthu- ien et la situation actuelle internationale telle qu'elle se éroule tant en Europe qu'en Extrême-Orient.

Cette opinion se manifeste en diverses revues et jour- ıaux japonais qui appartiennent aux milieux politiques t économiques, et dans les journaux syndicalistes ja- ɔonais.

En somme ils ont unanimement conclu que l'acte du ɔrésident Truman — limogeage de Mac Arthur — ne erait pas suffisant pour résoudre la tension en Extrême- Orient, ni dangereux pour la paix mondiale.

HATTORI.

Suite de l'affaire Mac Arthur

L'affaire Mac Arthur suit son cours normal. Sur le plan iplomatique, les États-Unis se raidissent ou plutôt préci- ent qu'il n'est point question d'apaisement (démarches à

l'O.N.U. pour le blocus de la Chine, arrivée d'une missi militaire à Formose); la Chine proclame à qui veut l'ente dre qu' « il n'y a rien de changé »; l'Angleterre freine to jours, mais sous le feu de son opposition conservatrice, tout en se demandant de plus en plus quel profit lui vale ses avances au gouvernement de Pékin.

A l'intérieur, les deux thèses s'affrontent au Congrès. L général Marshall a fait valoir celle de l'administration : ra pelant les erreurs de jugement et l'insubordination de M Arthur, il en tire argument contre ses pronostics rassuran au sujet d'une intervention russe; il ne veut risquer ni u guerre générale qui exposerait son pays à des bombard ments atomiques, ni une extension du conflit en Asie; insiste pour que se maintienne la solidarité de l'Occident; se dit convaincu que la méthode adoptée a diminué, d'ores déjà, les chances d'une conquête du monde par les homm du Kremlin. Et les journaux américains soulignent que prudence n'a rien de commun avec un défaitisme « mur chois » : à ceux qui redouteraient un abandon, la preuve e donnée que les États-Unis s'opposeront par la force à tou agression, l'avertissement est signifié que des empiétemen nouveaux signifieraient pour eux la guerre et que même i n'entendent pas se dessaisir de bastions tels que Formo tant qu'une menace armée subsistera.

Tout ceci cependant n'a rien de bien neuf (peut-être censure en est-elle responsable en coupant la plupart des pa sages où le général Marshall discutait les éventualités venir); et l'on attachera plus de curiosité aux positions général Mac Arthur. Notre presse s'était hâtée de le class parmi les « champions de l'isolationnisme » : il n'en e rien; s'il affirme le droit des États-Unis à prendre seuls leu responsabilités le cas échéant, s'il accuse de mollesse l Nations Unies, il n'en contredit pas moins la thèse du repli ment continental mise en avant par M. Hoover, et cou ainsi court aux velléités de retour en arrière; loin de plaid pour l'Asie contre l'Europe, il soutient (et qui le contred rait ?) que le sort de l'Europe elle-même se joue en Asi qu'un abandon de la Corée donnerait le signal à d'autr agressions; loin de se prêter au conflit de deux impérialisme il voit l'adversaire, non dans la Russie, mais dans le co munisme international (ce qui d'ailleurs contribue à le rend

is intransigeant envers la Chine); loin de poser au belli-
te, il tire sa confiance, peut-être imprudente, de la persua-
n qu'une nouvelle guerre mondiale achèverait de ruiner
vainqueur lui-même, et que personne, même à Moscou, ne
engagera d'un cœur léger.

Les divergences portent donc sur les méthodes et les appré-
tions beaucoup plus que sur les principes, et l'intervention
général Mac Arthur dans la politique américaine a pour
et de situer le débat sur un tout autre terrain que ne le
alait M. Taft. On s'en réjouira, si le plus grand danger,
ur l'Europe occidentale, reste bien de voir les États-Unis
issés de nos critiques se désintéresser du monde extérieur;
oosevelt n'était pas arrivé sans peine à les persuader que
ir sort dépend du sien; leur tradition agissait en sens
verse; et mieux vaut pour nous une incompréhension
uillonne qu'une abstention ouvrant nos portes à l'inva-
n. Les neutralistes de France oublient trop qu'il existait
r encore un neutralisme américain vivace et que le *b-a ba*
s conquérants a toujours consisté à séparer ceux qui leur
nt obstacle pour les abattre chacun à son tour.

Auguste Viatte.

Liberté, prends garde!

Monsieur Claudel, Monsieur Giraudoux, vous êtes fonc-
onnaires des Affaires étrangères, n'est-ce pas? Défense d'é-
ire. Monsieur Rubens, n'êtes-vous pas aussi ambassadeur?
t vous, Monsieur Rousseau, employé d'octroi? Défense de
eindre...

Ou plutôt, dans notre infinie bienveillance, et bien que
os œuvres risquent d'égarer le goût du public, nous vous

permettons d'écrire, de peindre... de vendre même, si vous pouvez (pauvre public!) : donnez-nous l'argent, puisque, aussi bien, vous gagnez votre vie par un autre métier. Car vous *n'êtes pas artistes professionnels!*

Une campagne s'est récemment amorcée : des artistes, dont un éminent membre correspondant de l'Institut — Minerve et le Pompier partagent le privilège du casque —, des critiques (condoléances, mes chers confrères), ont tenu à peu près ce langage : les artistes « amateurs » portent préjudice aux « professionnels »; ils déforment le goût du public; et ils ont l'audace de vendre! Or chacun sait que l'argent du bourgeois doit aller dans la poche de cet autre bourgeois qu'est bien souvent l'artiste « professionnel ». De plus, il y a de riches « amateurs » qui exposent! Soit. Qu'ils payent plus cher! et s'ils vendent, qu'ils versent une partie du prix à une « œuvre de bienfaisance des artistes »...

Je ne m'attaquerai pas à définir le statut de l'amateurisme; c'est déjà bien difficile en sport! Je ne nierai pas que notre époque exige une organisation des artistes qui puisse apporter son poids dans l'équilibre social, discuter avec l'État, aider à l'éducation ou l'information du public. Mais je veux défendre la liberté.

Défendre la liberté dans sa manifestation la plus pure, la seule essentielle peut-être : la création artistique et ses conséquences, la communication. Il ne faut pas réglementer d'abord, et s'occuper de la liberté ensuite. Non : liberté d'abord.

En art, seule la valeur de l'œuvre doit compter. Si mon concierge, le crémier du coin, monsieur le professeur X..., de la Faculté de Médecine, font des peintures qui me plaisent, je veux avoir le droit de leur en acheter en sachant que l'argent sera pour eux qui auront fait le travail. Et si je n'aime pas la peinture de Monsieur le membre de l'Institut, si personne n'aime sa peinture, qu'il s'établisse concierge, commerçant, fonctionnaire de la voirie. Quant au rôle de l'État...

L'État, si j'ose dire, est un danger public. Au lieu d'encourager l'Art, il a tendance à favoriser *des* artistes. Des artistes qui s'intitulent professionnels de droit divin, et entendent bien s'en constituer un privilège.

Curieuse histoire : avec raison, des artistes se sont groupés en syndicats; ceux-ci ont pris des reflets politiques — c'est aussi humain que lamentable. On se dit profession-

nel parce qu'on vit (ou veut vivre) de son art. Mais en même temps, proclamant l'impossibilité d'y arriver, on conseille aux autres artistes de prendre un métier, un vrai. En foi de quoi on les rejettera ensuite, comme amateurs, du sein des professionnels. La défense des prolétaires du pinceau ou du ciseau exige une organisation forte, et d'hypocrites sacrifices. Ah! que la démocratie sera belle, au temps des corporations, des jurys et des chefs-d'œuvre!

Deux remarques : l'argent qu'un riche amateur verse pour exposer ses œuvres permet souvent d'aider un jeune impécunieux. Cela vaut mieux qu'un impôt! Et si un artiste amateur a un talent tel que la collectivité lui commande un important travail, il lui faut bien, pour l'exécuter, choisir entre son métier et le métier d'artiste. La promotion et la sélection du professionnel se font automatiquement.

Artistes sincères, vrais créateurs, prenez garde! Fragile est la barrière qui sépare la liberté de l'esclavage!

ROBERT VRINAT

« *Tableau des forces politiques en France* »

Le livre de Jacques Fauvet[1] se présente un peu comme la suite de celui de François Goguel, *Histoire des partis sous la III^e^ République*, dont nous avons autrefois longuement parlé dans cette revue. Certes, livre d'actualité, publié à quelques semaines d'élections générales, il tient plus de l'analyse politique et moins de l'histoire. Toutefois une même optique y

1. Ed. Le Monde.

est reconnaissable, celle qui considère les partis politiques français comme des symptômes, comme des groupements sous-tendus par des divisions réelles du pays, divisions sociologiques, voire géographiques. Leur programme n'étant guère qu'un prétexte, au plus la rationalisation de thèmes dans lesquels croient se reconnaître des hommes et des femmes, liés entre eux bien plus profondément que par des idées communes, par des forces inconscientes et irrationnelles.

Nous sommes convaincus, et de la vérité de cette optique, et, à quelques détails[2] près, de l'exactitude de la description des différentes familles politiques qu'a tentée le brillant chroniqueur du *Monde*, un des rares journalistes de notre temps dont un article puisse se relire avec un mois ou un an de recul.

Mais, avouons-le, une telle optique est pessimiste. Lorsqu'on critique le régime des partis, lorsqu'on leur fait la morale, lorsqu'on les somme de s'unir, de se grouper ou de se transformer, on part d'une tout autre idée. On admet tantôt qu'ils sont des chapelles autour de certains individus (et on accuse le caractère des hommes), tantôt qu'ils sont l'expression d'intérêts matériels divergents, si on ne leur fait pas l'honneur de s'imaginer qu'ils sont le groupement d'individus amenés à des conclusions rapprochées par des raisonnements logiques.

Or tout ceci ne serait pas grave. Des hommes arrivent toujours à s'entendre, l'imagination intellectuelle permet de trouver facilement la solution dialectique ou syncrétique qui rapproche des idéologies opposées. Et entre des intérêts divergents il y a toujours un compromis (à vrai dire, c'est rarement l'intérêt général); la lutte entre les partis paraît donc soluble. Mais si hommes et idées ne sont que l'expression, à peine la superstructure de divergences profondes et irrationnelles, il n'y a pas de solution. Et en effet des hommes ont pu changer d'idées, leur parti ne les a pas suivis (Millerand, Doriot, Laval... pour ne parler que des morts). Des partis changer de doctrines (ne citons pas d'exemples), leurs troupes leur sont restées fidèles. Et alors? Il reste uniquement à

2. Comme celle qui consiste à prendre notre ami Savouillan pour un cryptocommuniste.

espérer qu'une force irrationnelle plus profonde de convergence vienne à l'emporter sur toutes les forces sociologiques irrationnelles qui dispersent notre pays en chapelles ennemies.

Si l'on y regarde de près, c'est bien sous l'emprise d'une force irrationnelle puissante qu'a fonctionné notre démocratie parlementaire, aux seules heures de l'histoire où elle a fonctionné, de 1870 à 1914. L'idéal de la revanche, la crainte d'une nouvelle agression allemande étaient le ciment d'un sentiment national dont notre cohésion de 1914 fut la preuve. Une ombre pâle de cette cohésion fut celle de la Résistance dans ses bonnes heures, cimentée par la présence allemande.

Et ailleurs ? N'est-il pas frappant de voir que deux seuls pays, parmi les grands pays, arrivent à faire fonctionner une démocratie parlementaire avec ses partis, l'Angleterre et les U.S.A., et ce grâce à (ou au prix de, comme on voudra) un nationalisme et une exaltation de leur moi collectif presque incompréhensible à l'observateur français ?

Avouons-le, il n'y a plus en France, ni cohésion ni sentiment national. Il y a une xénophobie instinctive, une vague fatuité intellectuelle, sentiment de supériorité assez naïf, infiltré de plus en plus par un complexe d'infériorité et d'impuissance vis-à-vis des Grands, des colosses (élément relativement nouveau). Mais rien ne montre mieux cette absence (sinon le fait que dans les grands conflits mondiaux de ce quart de siècle, il y eut des Français sincères dans tous les camps...) que l'échec successif de Pétain, du communisme et du cryptocommunisme, du R.P.F. à se servir du nationalisme français comme moyen de propagande, pour déboucher hors de leur cadre d'origine, et élargir leur clientèle.

Les intellectuels français ont toujours considéré le nationalisme, même à la meilleure époque de son succès dans l'univers, comme une doctrine périmée, un stade à dépasser. Internationalisme abstrait qui se mariait d'ailleurs avec une méconnaissance habituelle de l'étranger. Nous n'avons jamais pris très au sérieux le nationalisme; même certains de ses leaders l'ont toujours soutenu comme une attitude forcée (Barrès). Nous n'avons d'ailleurs jamais fait la distinction nécessaire et essayé de comprendre combien la cohésion nationale de la Suisse, du Danemark de 1940, de la Finlande depuis 1945, de la Yougoslavie depuis 1941, sans être d'ailleurs semblables entre elles, étaient cependant un phénomène

différent du nationalisme nazi, du nationalisme castillan, de l'impérialisme soviétique, des réactions anglaises ou américaine.

Le moment est peut-être venu de se demander s'il n'y a pas un nationalisme que, faute de mieux, nous appellerions passif, qui est indispensable au fonctionnement d'une démocratie représentative. Un nationalisme qui ne serait ni conquérant, ni à panache, sans grandes ambitions, ni intellectuelles ni politiques. Un nationalisme qui ne serait que la conscience claire d'un fait à peu près exact : nous sommes quarante-deux millions d'individus entre nos frontières, qui avons été mis là par l'Histoire, et quelles que soient nos rêveries politiques, nous sommes là et pas ailleurs, héritiers d'une situation non choisie, et que nous ne pouvons guère modifier. La majorité d'entre nous, l'immense majorité, ne pourra se dérober au sort qui sera fait par le destin à notre coin de terre. Nous sommes liés et solidaires, *volens nolens*, comme de vieux ménages désaccordés, et nous n'avons pas de solution meilleure que d'essayer de tenir compte de cette solidarité de fait, pour en tirer le maximum de protection et de prospérité. Nous sommes voués à nous entendre, contraints de vivre ensemble, nous n'avons pas, nous n'avons jamais eu, nous n'aurons jamais d'autre choix. C'est donc entre nous qu'il nous faut trouver des solutions.

H. Muller.

Petite chronique européenne

Je ne sais si l'on peut encore parler sérieusement de l'Europe. Les clichés des journaux ne doivent point nous faire illusion à ce propos. On voit évoquer de manière brillante les

gnes de l'Elbe et du Rhin, la faiblesse de la tête de pont Europe », mais qui donc se soucie de penser et de sentir ropéen ? Toutes les histoires nationales sont à revoir. Et effort français est peut-être plus urgent en ce domaine qu'en 'importe quel autre. Faut-il rappeler que Jeanne d'Arc a npêché l'Angleterre de se joindre au continent, que les asses dirigeantes anglaises, qui parlaient le français, n'ont ppris l'anglais qu'après avoir perdu la guerre de Cent ans ?)ue les hommes politiques de l'autre après-guerre ont dé- uit la monarchie des Habsbourg au nom de l'idéal *carbo- ari* de Napoléon III, sans être en mesure d'assumer au nom e la France la succession de la double monarchie ?

L'Angleterre, bien sûr, veillait au grain. Mais l'opposition nglaise était un alibi pour ceux qui préféraient parler au eu d'agir. Nous savons d'ailleurs que l'Angleterre a le res- ect des situations acquises. Et si elle ne veut pas de l'Eu- ope aujourd'hui, alors qu'elle s'accommode de Mao Tse oung, il faudrait peut-être lui expliquer d'où vient sa arieuse méthode de refuser ce qui n'existe qu'à l'état nais- ant. En toute chose, elle attendait de voir venir (*wait and ee*). Face à l'Europe, la France avait bien essayé d'appli- uer un système, qui devait la transformer en île : la ligne laginot. Mais au XX^e^ siècle, les chars et les avions ont fait enaître la guerre de mouvement de Gengis-Khan. Or, ce 'est pas sur l'Elbe, mais sur les Carpathes que l'on a éfendu l'Europe pendant mille ans. Voilà pourquoi je me néfie beaucoup des Européens qui ont passé par profits et ertes l'Europe centrale. Et je me méfie également des anticolonialistes » qui ne protestent point contre le colonia- sme soviétique camouflé derrière la démocratie populaire.

Le successeur des Habsbourg s'appelle Staline. Et qu'en ensent ses sujets ? Le fait est que la crise du colonialisme talinien apparaît chaque jour plus clairement. Chose cu- ieuse, contrairement à ce que répète la grande presse, ce ne ont pas les paysans qui sont à l'origine de cette crise, mais ien les ouvriers. (Les journaux les plus réactionnaires sont ictimes de ce cliché marxiste selon lequel l'opposition de la ille et de la campagne serait la source de toutes les difficul- és pendant « l'époque de transition ».) Les mineurs tchèques ussi bien que les mineurs roumains, polonais et hongrois ont loin d'accomplir les prévisions des plans. En revan-

che, sur le front paysan, M. Zapotovsky comme M. Rakosy ou Mme Anna Pauker font depuis un an toutes les concessions imaginables. Ils ne songent même plus à pousser le paysan à la collectivisation. Ils lui demandent simplement de cultiver sa terre et ils sont prêts à l'aider de leur mieux. C'est que la résistance ouvrière ne cesse de grandir : l'extraordinaire absentéisme, dans les mines tchèques et roumaines notamment, s'explique par le fait que le mineur préfère donner un coup de main au paysan, car il y gagne plus qu'un salaire — du blé et des pommes de terre. En temps de rationnement, c'est inappréciable. Une partie de ces mineurs sont d'ailleurs venus de la campagne en 1946 et 1947.

Il faudrait suivre avec la plus grande attention les événements chez les satellites. Par amour de l'Europe d'abord. (N'oublions pas ce qu'est la situation d'un peuple occupé qui ne voit pas de terme à sa souffrance et se sent abandonné, trahi par ceux-là mêmes qu'il chérissait le plus.) Par un souci de voir et de comprendre, ensuite.

Rien de plus instructif que de voir à l'œuvre un système de gouvernement. Les procès, les exécutions, les persécutions ne sont que la partie visible de l'iceberg de souffrances que représente une oppression. Il y a tous ceux que l'on ne peut ni enfermer, ni tuer : les innombrables exploités et leur silence. Et c'est ce silence qui inquiète aujourd'hui les maîtres, comme le montre une caricature dans le numéro du *Krokodile* du 10 décembre dernier; en voici la légende : « Quand on critique la direction, Kochekine se sent comme un poisson dans l'eau.

— Il participe donc activement à la discussion ?

— Tout au contraire, il se tait. »

JEAN ROUNAULT.

Un enjeu électoral : le collège unique

Nos assemblées parlementaires viennent à ce sujet de réédi-
er un débat qui avait fleuri sous nos Constituantes de 1945-
1946.

Voyant le régime électoral de 1946 remis en question pour
a métropole, les élus autochtones ont soumis à leur tour
ne réforme de la loi électorale des territoires d'outre-mer.
Leur projet, d'ailleurs adopté par l'Assemblée nationale,
nstaurait essentiellement deux choses nouvelles : l'augmenta-
ion de la représentation des T.O.M. de trente-sept à qua-
ante-cinq sièges (un par 800.000 habitants et fraction supé-
rieure à 400.000); l'extension du collège unique, déjà en
vigueur en A.O.F., au Cameroun et à l'A.E.F.

De qui peut-on dire qu'une opinion en matière de loi élec-
torale ressort d'une pureté d'intention et d'un désintéresse-
ment réels ? Les débats de ces mois derniers ne nous laissent
plus aucun doute si nous en avions. S'il est certain que pour
les hommes d'outre-mer, l'établissement du collège unique
revêt un caractère symbolique, comme signifiant la recon-
naissance d'une égalité vraie entre tous les éléments d'un
même territoire, le calcul partisan est à peu près seul à la
base des conceptions que s'en font les autres parlementaires.
Si les partis de la III^e^ force ont bien voulu accepter le collège
unique, c'est qu'ils n'avaient rien à perdre au Cameroun et
en A.E.F. au collège des Européens, mais au contraire que
plus de représentants au collège unique leur permettait d'ob-
tenir quelques sièges supplémentaires dans la nouvelle As-
semblée. S'il y eut au contraire une levée de boucliers, parti-
culièrement sensible au Sénat, de la « IV^e^ force » et du
R.P.F. (radicaux compris), c'est que le double collège leur
amène, avec les défenseurs des intérêts des colons, des recrues
certaines. Ce faisceau d'intérêts contradictoires justifie plus

que toute autre considération les opinions qui se sont affrontées.

M. Queuille lui-même a eu chaud lorsque les députés africains, socialistes, indépendants et R.D.A. ont émis, devant la volonté bien arrêtée des Sénateurs de faire traîner les choses en longueur, un amendement stipulant que l'Assemblée ne se séparerait pas sans avoir voté la réforme électorale d'outre-mer. Il est vrai que — on l'a bien vu — peu de députés métropolitains étaient prêts à jouer les Mirabeau sur cette question et nos sénateurs jouaient sur du velours. Nous ne savons encore, à l'heure où nous écrivons, quel marchandage aura finalement été adopté. Si, comme ce n'est que trop probable, nos partis, pressés par les nécessités de la campagne en France, se seront résignés à adopter la proposition Durand-Réville (sénateur du Gabon et, au Cameroun, adversaire possible du docteur Aujoulat coupable aux yeux des « Blancs » coloniaux d'avoir mené, parmi les Indépendants d'outre-mer et comme secrétaire d'État une politique africaine qui ne sauvegarde pas assez leurs intérêts et leurs privilèges), à sacrifier le collège unique, les peuples d'outre-mer y auront trouvé, eux, un motif supplémentaire de déception.

Cela n'aurait qu'une médiocre importance si la politique suivie en Afrique avait une quelconque cohérence. Or, aux multiples promesses dont le gouvernement n'est pas avare, n'a généralement correspondu, à l'échelon local, qu'une politique ondoyante. Plutôt que de permettre résolument la formation civique et sociale des élites, plutôt que de leur manifester cette confiance sans laquelle aucune œuvre commune n'est possible, ou bien l'on a tendu à les politiser, ou bien on a préféré, par une spécieuse politique du pire, tendre à prouver leur incapacité. Politique à courte vue dont on ne devra pas s'étonner de constater à plus ou moins brève échéance les néfastes effets.

P.-A. Martel.

ZIMUTS

État d'Israël et Royaume de Dieu

Le retour à Jérusalem, la restauration de l'indépendance tionale, que depuis des siècles souhaitait pour « bientôt et nos jours » la prière quotidienne où s'exprime l'espoir ssiano-politique de la Synagogue, sont des faits accomplis. aël a entrepris une nouvelle fois la conquête de sa Terre inte. De nombreuses questions que le peuple juif pose aux rétiens et dont certaines sont douloureuses, je n'aborderai qu'une seule, à la suite de la chronique que F. Lovsky a nsacrée dans le cahier spécial de la revue protestante *Foi Vie* (avril, pp. 234-263) à l'État d'Israël au début de 1951; ronique très intéressante et développée qui m'a fait repor- à l'article où A. Néher traite du Royaume de Dieu, dans numéro d'octobre 1950 de la *Revue de la pensée juive* p. 56-73).

Traitant des relations de Dieu avec son peuple, A. Néher ligne, au début de son article, une grande différence entre paternité de Dieu sur Israël et le mariage de Dieu avec raël d'une part, et la royauté de Dieu sur Israël d'autre rt. Les deux premières sont symboliques, la troisième elle; alors que Dieu accepte qu'il y ait en Israël des hom- es qui soient vraiment des époux et des pères, il semble fuser qu'il y ait de vrais rois. Cependant, la même volonté Dieu exige qu'Israël soit une vraie nation, politiquement ganisée : Dieu n'est roi que si Israël existe comme État. tte dialectique entre l'immanence et la transcendance com- rte deux redoutables dangers, selon qu'Israël existe ou non mme État. S'il existe

suffit qu'un organe, qu'une caste, se fasse passer pour être l'in- prète de Dieu, pour que la forme de l'État, tout en revendiquant

le titre de *Royaume de Dieu*, n'en soit que la plus blasphématoire des usurpations. C'est la porte ouverte aux régimes de théocratie et de cléricalisme.

Mais, autre danger : si l'État d'Israël n'existe plus, qu devient la Royauté de Dieu ? Or, ce moment critique es arrivé en 70 et en 135, lorsque s'écroula le temple et le débris de l'entité nationale.

Un peuple, placé dans un courant d'existence défini, voit s'effor drer ses bases politiques, économiques et sociales. Par quel biai sauvera-t-il ce qui lui reste en propre ? Il n'a plus ni pays, ni so ni institutions, ni autorité, ni administration, ni armée, mais tan que le dernier de ses représentants n'est pas anéanti, il porte e lui l'inaliénable part qui fondait son existence. Que vaut encor cette part dans son histoire ?

A. Néher distingue trois réponses historiques à cette ques tion : l'une juive-chrétienne, les deux autres spécifiquemen juives. La première s'exprime, selon lui, dans l'*Apocalypse* Je la résume, non que cette présentation apparaisse satisfai sante de tous points, mais pour offrir aux chrétiens un autr miroir que celui qu'ils s'offrent d'ordinaire. Donc, selo Néher, la réponse chrétienne

rompt brusquement avec le passé. Constatant avec effroi l'éch des intentions divines dans l'histoire, elle n'attend plus rien de cet histoire. Elle est envahie par un seul et même sentiment : la prox mité de la fin du monde. Par rapport à cet événement qui va surgi demain, aujourd'hui, tout à l'heure, le bilan du passé est dénué d toute valeur.

Une spiritualité se dégage de cet eschatologisme.

Dans l'atmosphère haletante de cette attente, la rencontre ave Dieu ne peut avoir qu'un caractère unique, offrant en un instan fugitif et impalpable la totalité de l'expérience. La préparation la rencontre se fait par des renoncements successifs qui, éloignan l'homme de son milieu historique, de sa contemporanéité, du sent ment concret de son être individuel, l'isolent et le rapprochent d néant d'où surgit l'Être. La relation avec Dieu-Père ou Dieu Époux prend au cours de cette initiation mystique un sens tout fait concret... Ce qui n'était que métaphore et devait le reste dans l'appel des prophètes : *Dieu est votre Père et votre Époux*

été pris au pied de la lettre du jour où un Juif a dit : *Qui est mère, qui sont mes frères.* Le renversement des concepts bibliques est total. Si Dieu-Père et Dieu-Époux deviennent des réalités, Dieu-Roi est dépouillé de son aspect concret. La neutralité vis-à-vis de l'histoire se manifeste encore, mais dans le sens opposé. Le *Royaume de Dieu,* ce n'est pas son État sur terre, c'est justement le monde transmuté qu'entrevoit l'*Apocalypse* et qui est absolument caché de l'histoire.

Cette spiritualité entraîne une politique d'indifférence à l'égard des royaumes terrestres, qui ira se généralisant.

C'est d'abord l'indifférence en matière d'histoire nationale, le prix accordé à la vertu charnelle de la vie d'Israël... Plus tard, fut l'indifférence en matière universelle, la possibilité d'un concordat avec l'Empire terrestre, les intérêts du *Royaume de Dieu* étant sauvegardés par leur sublimation même. L'absolutisme spirituel des chrétiens s'accommode fort bien d'un conservatisme temporel. En niant la valeur de toute espèce d'autorité sur terre, on devient indifférent à l'égard de l'incarnation actuelle, donc accidentelle et provisoire, du pouvoir. Et la Croix peut se réconcilier avec Rome.

A ce qu'il donne comme la réponse chrétienne, Néher oppose les deux réponses juives, ou plutôt leurs thèmes majeurs tantôt unis, parfois divorcés. Le premier s'exprime dans la littérature juive en une sorte de danse litanique, qui célèbre la transcendance absolue, l'inaccessibilité du Dieu-Roi vers laquelle elle monte.

L'abîme infini entre l'homme et Dieu n'est jamais franchi, même au degré le plus élevé de l'extase. L'homme n'est qu'un rôdeur autour d'un mystère brutal qui le fascine d'autant plus qu'il ne peut le percer. Le *Royaume de Dieu* est, dans cette optique, la transcendance absolue de Dieu. Il n'est pas, comme dans le christianisme, dans l'*à-venir,* mais il est *au delà,* et dire *Dieu est Loi* équivaut à admettre qu'il ne l'est et ne le sera jamais *pour Loi.*

Mais ce comportement mystique heurte la mentalité talmudique, qui exige une localisation, une résidence humaine, pour la Gloire de Dieu. Des textes liturgiques permettent à Néher de faire coïncider le Royaume de Dieu avec le domaine réel de la Loi, l'homme portant le joug de la Loi. Le Royaume

de Dieu se réalise sur la terre, qui est son lieu, s'il y a u seul homme à porter le joug de la *Halaka*. A plus fort raison s'il y a un peuple, pourvu qu'à ce peuple, à défaut d prophètes, des docteurs s'offrent pour faire évoluer la Tra dition.

A côté de la loi divine, écrite ou orale, se développe la lo humaine des Maîtres. Son critère est déroutant pour un théologien mais particulièrement significatif de l'identité de la *Halaka* et d *Royaume de Dieu*. La loi des Maîtres est, en effet, supérieure à celle de Dieu; elle peut même la modifier. Mais elle doit s'incline devant la condition historique et actuelle du peuple. Rabbi Eliézer a beau invoquer le témoignage du ciel et des anges et de la nature qui tous plaident pour lui : il doit céder devant l'opinion de Maîtres, « car la Thora n'est pas au ciel ». Mais les Maîtres n'on pas le droit d'énoncer un décret qui soit incompatible avec le besoins de la masse du peuple, et si la masse du peuple a négligé d'accepter un décret des Maîtres, c'est la preuve la plus évidente de sa caducité.

Le rôle des docteurs a été donc de concilier la Loi avec le exigences historiques du peuple juif. Au XIII^e^ siècle, Maïmo nide sut concilier la jurisprudence orale avec la philosophi d'Aristote. Actuellement, et c'est par là que termine A. Néher il s'agit de la concilier avec l'existence d'Israël comme État Ici surgissent des problèmes, ceux que développe *Foi et Vie* Lovsky signale entre autres la présence de citoyens arabes musulmans ou chrétiens, les Lieux Saints, les relations avec le capitalisme américain dont les ressources sont nécessaires et avec le communisme qui représente un fort parti. Surtout il s'agit de savoir si Israël

sera un État « laïc » ou un État « religieux », — il en est qu disent « clérical ». Par un retournement de l'histoire, Israël es aux prises avec les difficultés rencontrées tout au long du XIX^e^ e parfois au cours du XX^e^ siècle par les États « chrétiens ». Le Israéliens s'aperçoivent que le cléricalisme n'est pas spécialemen inhérent à l'Église catholique, voire au christianisme.

Sans doute les Rabbins ne préconisent pas une théocratie

mais ils ne veulent ni ne peuvent transiger avec le principe que *pour les Juifs*, la Thora et le Talmud demeurent pleinement valables. Comme l'Islam, l'orthodoxie rabbinique peut accepter l'exis

ence d'autres communautés religieuses, et plus volontiers que l'Is-
um, elle leur accorde des droits égaux dans les domaines civil et
olitique : c'est là sa tolérance, qu'il faut savoir reconnaître; mais
lle ne peut accepter, au sein de la communauté juive, l'apostasie
u l'indifférence affichée à l'égard des rites séculaires : c'est là
indubitable intolérance des « Orthodoxes ». « Le Bloc religieux,
éclarait récemment à la Chambre un député-rabbin, n'a jamais
ssayé d'imposer sa manière de vivre à qui que ce soit dans la
phère privée. Mais dans la sphère publique, il est obligé d'insister
our que les non-orthodoxes s'accommodent dans quelque mesure
e ce qu'il exige, l'observation de la loi religieuse en public ne
érangeant pas les groupes non-orthodoxes de la collectivité, tandis
ue la profanation des choses sacrées en public cause la plus pro-
onde affliction aux pratiquants. »

La Loi et sa jurisprudence ont des exigences minutieuses; Lovsky en donne des exemples, dont je citerai quelques-uns.

L'interdiction de disséquer les cadavres empêche les étudiants
n médecine d'achever sur place leurs études : ils doivent s'expa-
rier. A Jérusalem et Haïfa, en tout cas, restaurants et cafés sont
trictement fermés le samedi; il est défendu ce jour-là de fumer
ans les rues. La livraison de lait à Jérusalem provoquerait le
amedi des bagarres de la part des « costauds du Sabbat ». Repré-
entations théâtrales et concerts n'ont jamais lieu le vendredi soir.
endant la semaine pascale, on ne vend que du pain azyme. On
ite le cas d'une jeune veuve que les Rabbins (le mariage civil
n'existe pas) ont refusé de remarier : ils ont exigé qu'elle attendît
que son jeune beau-frère atteignît sa treizième année pour l'épouser.

D'où réaction anticléricale de la part des Juifs sans religion et l'impossibilité actuelle de voter une Constitution.

La situation, si les périls extérieurs n'imposent pas d'union natio-
nale, ne pourra pas durer longtemps. Il faudra que l'orthodoxie se
renie, ou que le gouvernement, pratiquant un Kulturkampf ou un
kémalisme nouveaux, impose une laïcité d'État et de combat.

A moins que l'orthodoxie ne prenne les devants en se renou-
velant (sans adopter pourtant les points de vue du judaïsme libéral)
et en modifiant celles des prescriptions qui pèsent le plus lourdement
sur l'existence des Juifs non orthodoxes. Mais comment le faire
sans susciter de division dans son sein ? Il y faudrait une autorité
centrale et incontestée. S'il y a bien un Grand Rabbin de Jérusa-
lem — M. Herzog — on ne saurait dire qu'il soit réellement à la
tête de la Synagogue en Israël. Aussi les hypothèses relatives à la

reconstitution du Grand Sanhédrin et à la reconstruction du Temple commencent-elles à être sérieusement discutées.

F. Lovsky évoque alors les oppositions que rencontre la reconstitution du Sanhédrin et la reconstrution du Temple; il touche ensuite la question du prosélytisme juif et termine sur les rapports des chrétiens et des Juifs en Israël, qu'il étudie avec une remarquable compréhension des difficultés juives. Puis il conclut :

Il faut savoir rendre justice aux vertus d'intelligence et de dévouement, au sens de la fierté et à l'abnégation civique et militaire dont les Juifs d'Israël font preuve. Il se peut qu'on assiste à l'une des plus passionnantes expériences humaines qui soient; il est sûr, puisque c'est d'un État d'Israël qu'il s'agit, que le Mystère d'Israël s'inscrit une fois de plus dans l'histoire des hommes. Il est clair, enfin, que les difficultés intellectuelles et spirituelles du nouvel État reflètent l'événement essentiel de notre époque : la paganisation du monde par une apostasie où Israël se débat à son tour. Nous ne saurions donc nullement nous conduire en spectateurs devant les problèmes posés aux Juifs (d'Israël ou de la Diaspora), pour lesquels on aimerait qu'en effet le Sionisme fût quelque chose comme « les premières notes matinales d'un réveil religieux ». Au contraire, nous dirons avec le R. P. Démann : « A nous le témoignage, toujours obligatoire, de notre désir de justice et de notre fraternelle compréhension. A nous la charité qui sait se réjouir du moindre bien, même humain, qui arrive à son frère. A nous l'espérance en le Dieu fidèle qui sait bâtir son Royaume par ceux aussi qui croient travailler simplement à bâtir une patrie charnelle. »

Si j'ai cité une partie de cette conclusion, c'est à cause de sa tonalité chrétienne, et parce qu'elle souligne l'intérêt, pour nous chrétiens, de suivre cette tentative d'un Royaume de Dieu, où se développent sous nos yeux des recherches analogues à celles qui ont encouragé certaines structures actuelles de l'Église, et provoqué les anciennes expériences de chrétienté.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

MAXIME CHASTAING
A LA RECHERCHE DU PROCHAIN

Pourquoi présenter quelqu'un que nos lecteurs connaissent bien?

Mais peut-être ne sait-on plus que ce solitaire montagnard était avant guerre l'un de nos jeunes philosophes les plus en vue. A Esprit, *sous le regard confiant d'Emmanuel Mounier, chez Gabriel Marcel, il était l'animateur des jeunes cercles philosophiques. Philosophe, le foot-ball, le ski étaient ses passions.*

Vint la guerre. Maxime devint, dans les Vosges, chef de corps-franc. Vint la défaite, il fut fait prisonnier et se dépensa pour faire oublier à ses camarades les barbelés. Après la capitulation allemande, Maxime Chastaing revint, mais épuisé. Paris ne l'a pas vu reprendre la place qui lui était gardée. Des conférences dans les pays du Nord (Belgique, Hollande, Scandinavie) ou en Suisse, la direction de rencontres organisées dans le Tyrol, l'ont rendu désormais plus célèbre auprès de nombreux étrangers que parmi ses compatriotes. Mais la publication de L'Existence d'Autrui [1] *nous révèle aujourd'hui le travail fait en secret : les années terribles ont donné ampleur et pénétration à l'étude commencée par M. Chastaing dès 1935, pour la compréhension d'autrui. Les atrocités dont nous avons été témoins n'ont-elles pas leur racine dans l'incapacité à reconnaître l'existence d'autrui? A cette incapacité, le philosophe apporte aussi*

1. Aux Presses Universitaires, 362 pp., 800 fr.

remède, surtout si sa réflexion, tout en suivant sa loi propre, se sent confortée par la foi qui l'empêche de vaciller. Plus encore que « d'autrui », Maxime Chastaing est ici en quête « du prochain ».

Prévenons dès l'abord : le livre risque d'être mal compris si on le lit vite, comme font trop souvent même les philosophes. L'écriture, d'une belle langue, ne révèle l'idée qu'avec pudeur. L'auteur n'avertit pas dès l'abord, comme il se doit d'ordinaire, de ses adversaires ou des prédécesseurs qu'il se propose de « dépasser », ni non plus de l'idée dont inlassablement il montrera la vérité. Il est un homme, comme vous et moi, vit une existence semblable à la nôtre, en connaît les mêmes problèmes, mais a beaucoup lu; et c'est de cette existence, de ces problèmes, de ces lectures qu'il tirera les questions et dégagera la leçon dont il veut nous informer. Le plan, méthodiquement construit, échappera à quiconque prétendra lire le livre en courant. Comment voir, si l'on est pressé, que cette double méditation, entre deux introductions, n'est elle-même qu'une introduction à la connaissance d'autrui? Et comment reconnaître aussi l'importance de la conclusion, bien minime en apparence, simple retournement de point de vue? Un tel retournement est pourtant le fruit le plus laborieux et le plus précieux de l'acte philosophique.

Heureusement Maxime Chastaing a la complaisance de bien articuler ses divisions, et de donner des titres à ses chapitres. Il suffit — ou presque — de les transcrire pour faire entrevoir la marche de la réflexion. C'est une méditation cartésienne, nous est-il dit. Ne voyez là nulle prétention de se faire du premier coup l'égal de Descartes en sa maturité, mais le désir de se rattacher après tant d'autres, dont Malebranche et Husserl sont les plus connus, aux démarches inaugurées par le Cogito. *Or, admis que le* Cogito, *même quand je doute, m'empêche de douter que je sois, que Dieu existe, et qu'il y ait un*

monde, je ne vois que raisons de douter de ce que tu penses, que tu penses même, et que tu sois, les doutes sur la réalité de ta pensée étant la pièce maîtresse de ce doute radical. Ainsi ébranlé, en bon élève de Descartes, je referai la méditation sur mes certitudes fondamentales, mais cela ne m'amènera qu'à étendre mon doute au monde où nous sommes ensemble, et si je ne doute pas d'être, ni par suite, d'être au monde, je ne suis désormais certain que d'être seul au monde. Peut-être pourrai-je reconnaître un lien entre ton existence et celles dont le cogito *cartésien m'a donné la certitude ? Mais que j'interroge Dieu, moi-même ou le monde des corps, je ne trouve en eux aucune raison vraiment bonne (c'est-à-dire qui résiste à la réflexion) pour affirmer que tu sois. Même l'attention à la parole, qui semble supposer un partenaire du dialogue, ne peut m'assurer apodictiquement que tu sois. Me voilà acculé au solipsisme, dont je vais méditer l'absurdité afin de me convaincre par raison, comme je le suis par ma foi, que la négation de ton existence est le fruit de mon erreur et même de ma mauvaise foi.*

Je vais donc, par une seconde méditation, corriger les erreurs de la première. Et je ne tarderai pas à reconnaître que mon doute initial à ton sujet porte en lui-même son remède. Car si, par mouvement spontané, j'affirme ton existence, je n'aurais pu douter de cette affirmation que si autre que moi la contestait. Donc le doute m'atteste ton existence autant que ma certitude. Mais ce n'est là qu'introduction à ce que cette méditation me force à reconnaître. D'abord les confusions grâces auxquelles j'ai pu douter du monde où nous vivions : je me prenais pour Dieu et je me confondais avec les corps et avec toi. Ensuite que je n'ai pu douter de toi que parce que je suis assuré de toi. Ici nous saisissons la conquête de ce livre secret : « C'est par erreur que j'ai interprété le Cogito *comme affirmation de* mon *existence et non point de la tienne. Car c'est en discernant la présence d'une*

pensée dont je ne jouis cependant pas, que je me donne motif de concevoir la pensée dont je jouis comme la mienne. Je me trahissais lorsque disant « je suis », j'employais un pronom personnel... Quand je doute, je n'ai pas indubitablement notion que je doute, mais de douter; et de cette notion de douter je déduis mon doute et généralement ma pensée par l'intermédiaire d'une pensée (celle d'autrui) *que je découvre quoique je n'en aie pas notion. Sans la découverte de cette autre pensée... (je ne parlerais) jamais de mon esprit ni de mes activités. » Le passage de* la *pensée à* ma *pensée ne peut se faire sans la reconnaissance de* ta *pensée.*

Découverte, dira-t-on, que chacun peut faire et fait même facilement sans suivre un si long chemin. Ainsi en est-il des affirmations que la philosophie privilégie. Leur évidence se garantit elle-même. Évidence de « foi naturelle », écrit Chastaing, qui différencie heureusement cette foi naturelle de la Foi et de la mauvaise foi. « Si la foi chrétienne voit (affirme serait peut-être plus exact) *ce qu'on ne voit pas, si la mauvaise foi ne voit pas ce qu'on voit, la foi naturelle voit, elle, simplement, humblement, ce qu'on voit. »*

N'avait-on pas raison de dire plus haut que le gain d'une si longue méditation était bien minime en apparence, simple retournement de point de vue?

Pourtant, il n'était pas inutile de sembler perdre son temps à éprouver solidement ce que chacun croit avoir reconnu depuis longtemps.

D'abord parce que nous touchons ici à un des problèmes essentiels de la philosophie contemporaine. Lorsqu'à la suite du Cogito *cartésien, la philosophie moderne donna le pas au Sujet, le sujet transcendantal sembla retenir toute l'attention. Après Kant, l'intelligence sembla définitivement dépersonnalisée. Il serait peut-être hâtif de décider de ce qu'il en fut pour Hegel; mais en France, tout au moins, où la* Phénoménologie de l'Esprit

est presque seule connue, et pas toujours très bien (à quelques exceptions que l'on sait) de ceux qui en parlent le plus, autrui n'est évoqué dans une perspective hégélienne qu'à propos de la dialectique du maître et de l'esclave, c'est-à-dire dans une atmosphère de lutte. J.-P. Sartre, durcissant l' « en-soi » et le « pour soi », ne propose à ceux qui s'affrontent que la haine ou la sujétion. « L'enfer, c'est les autres[2]*. » M. Merleau-Ponty, par sa philosophie de la perception, et la place donnée au corps propre, rendit possible une gamme autrement riche de rapports où la sympathie et l'affection reprenaient leur place. « Mon corps pour moi expérimenté comme prise sur le monde et possibilité de conduites, expérimente aussi que cette prise et ces conduites s'achèvent dans l'action de l'autre*[3]*. » Mais à aucune page, M. Merleau-Ponty ne suggère que la reconnaissance d'autrui m'a permis de me découvrir moi-même. Dans la ligne de Gabriel Marcel, mais par une réflexion nouvelle, Maxime Chastaing révèle que je ne me connais que dans la mesure où je te connais.*

Faut-il tant se soucier des erreurs des philosophes, dira-t-on? Hélas! « les erreurs philosophiques paraissent aussi des vérités humaines ». Ce qu'on croit erreur réservée aux philosophes exprime malheureusement la vérité de nos comportements. Soit méconnaissance ou plu-

2. La critique de J.-P. Sartre (« autrui me vole le monde ») est particulièrement bien menée. « Autrui me donne le monde », répond Chastaing (p. 79 et sq. et p. 309 et sq.). Regrettons de ne pas avoir trouvé dans ce volume le même affrontement avec la *Phénoménologie de la Perception*, de M. Merleau-Ponty. L'intérêt que l'on trouve à lire tout l'ouvrage *L'Existence d'autrui* n'empêche pas de préférer les pages où M. Chastaing présente son expérience personnelle, à celles qui comportent trop de références à des œuvres multiples, celles où il expose un point de vue propre et qu'il juge vrai à celles où il démonte en cinq, six ou sept temps une position erronée.

3. A. DE WAELHENS dans son récent livre sur *Une philosophie de l'Ambiguïté. L'existentialisme de Maurice Merleau-Ponty*, p. 245.

tôt mauvaise reconnaissance de l'existence d'autrui, nous agissons individuellement et collectivement comme si les hommes auxquels nous avons affaire n'avaient, à notre égal, conscience et liberté. Chacun ignore son prochain. La guerre, les camps de concentration, les dictatures, les injustices sociales naissent de cette ignorance; nos petites vilenies également. Ce n'est donc pas jeu inutile de dénoncer l'erreur philosophique, et par une analyse minutieuse de reconnaître (et d'amener son lecteur à reconnaître) que je ne peux être pour moi si mon prochain n'est pour moi. La pensée ainsi redressée, ce qui n'était pas bonne raison de reconnaître l'existence d'autrui, le deviendra et nourrira même cette reconnaissance, en même temps qu'il m'aidera à devenir ce que j'ai à être.

Peut-être si difficile et parfait équilibre demande-t-il pour naître, l'aide de la grâce du Christ, et de la foi. Ainsi le dit M. Chastaing. Non point que les « bonnes raisons » ne soient trouvées que par révélation; le pouvoir de la raison humaine n'est nullement méconnu. Mais si nos erreurs ne sont pas exemptes de quelque mauvaise foi, cette mauvaise foi doit être radicalement guérie; elle l'est par le Christ. Le lecteur chrétien apprécie l'équilibre parfait trouvé en ce livre entre une réflexion rationnelle qui a ses lois propres, et l'affirmation d'une foi, qui, pour respecter ces lois, n'en est pas moins au cœur de celui qui réfléchit. Puisque ce livre n'est que la première partie d'une introduction La Vie Intellectuelle *se réjouit, à une époque où le prochain doit être retrouvé même par le chrétien, de la route qui se continuera dans les années à venir avec l'auteur de* L'Existence d'autrui. *Car nous n'aurons pas cessé de poser la question : « Qui est mon prochain? » et nous aurons toujours besoin de méditer la réponse : « Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho... »*

A.-J. Maydieu.

ARTS. LETTRES. LIVRES

A propos d'Henri Laurens

A la dernière minute, des nécessités de mise en page ont ait tomber deux importants paragraphes du portrait d'Henri .aurens (*La Vie Intellectuelle,* mai 1951). L'un disait notam- ient : « Les mots sont à la fois trop et trop peu pour définir 'art et l'œuvre de Laurens. A l'échelle de l'homme et à 'échelle du monde, cet art et cette œuvre ne sont pas justi- iables d'une analyse extérieure, d'une sèche nomenclature e théories ou de formes, d'une connaissance progressive de a périphérie vers l'intérieur. Pour en prendre conscience, un cte de foi suffit, mais il est nécessaire, et le sentiment-clef le cet univers nouveau, c'est la ferveur. Ferveur devant la ie, ferveur devant l'art, avec tout ce qu'elle comporte de oumission discrète, d'amour profond, d'abandon et de ecueillement, d'inspiration spontanée et de réflexion pleine le respect, d'ingénuité et de science consommée. »

Très diverses peuvent être les attitudes de l'artiste devant e monde. S'il est vrai que tous les sentiments s'y retrouvent, 'accent se porte sur tel ou tel : tantôt l'artiste est un despote lominateur, tantôt un théoricien rigoureux, etc... Laurens ouvre son âme à la vie. La vie de l'univers continue en lui, s'enrichit en lui. Il est en sympathie, en symbiose avec la création de Dieu. Mais, puisque l'homme est fait à l'image le Dieu, il est aussi créateur. La vie qu'il accueille s'épanouit en lui et s'y recrée en des formes nouvelles, synthèses de l'Homme (*l'Artiste*) et du monde vivant; d'où peut-être la floraison de créatures nouvelles, telles que jadis les rêves des hommes les avaient suscitées : sirènes, ondines, femme-fleur,

métamorphose, des allégories qui ne sont pas de simples prétextes à morceaux de bravoure : l'automne, la lune, l'aurore, la nuit, etc... mais ont une plénitude et une richesse cosmique. C'est cette attitude de ferveur qui libère totalement les forces et la nature de l'artiste, les livrent en pleine disponibilité à celles de l'univers qui librement viennent à elles. L'art prend ici son visage le plus pur : Amour et Charité.

L'autre, qui prenait place juste avant la conclusion, insistait sur le sens de la forme : « Ces formes sont aussi bien des masses que des vides. La génération de Laurens et les suivantes se sont passionnées pour ce problème de l'utilisation des vides, pour l'interpénétration de la sculpture et de l'espace qui jusqu'alors l'entourait, la limitait. Cette conquête totale de l'espace dans l'organisation plastique d'une statue, beaucoup ont cru la réaliser, et ont proposé des solutions très diverses. Laurens use des vides avec discrétion : ils ne créent pas chez lui la masse, mais la soutiennent, l'individualisent. Rarement ils pénètrent au cœur même des volumes qui se nouent, mais ils aident à répartir les formes périphériques et, ce qui n'est pas paradoxal, les rattachent au sens plastique de l'ensemble.

Il arrive cependant qu'un vide s'insère, comme un golfe, entre deux volumes, par exemple dans « les deux sœurs ». Il participe alors à leur organisation comme un élément de symétrie dynamique, et peut être considéré en lui-même par rapport aux masses qu'il enchaîne à ses flancs. Ainsi devient-il le premier souci de la création, et il est traité comme un véritable volume.

La sculpture de Laurens ne tire pas vie de l'espace ambiant. Certes, les problèmes de vision, d'ombre et de lumière, de reflets, ont leur importance et ne pourraient être éliminés. Mais le caractère de réalité vivante de chaque œuvre lui confère par rapport à cet espace une large autonomie. C'est dire que les volumes qui la composent, tout en restant parties soumises au tout, gagnent en valeur absolue. L'artiste, d'ailleurs, ne recherche pas les effets superficiels de matière; il est à l'opposé de l'impressionnisme épidermique. Cette valeur plus grande attribuée au volume rappelle que Laurens, au temps de son cubisme, réalisa des sculptures polychromes. Car la couleur peut appuyer le volume. Puisqu'il n'est pas question d'imitation de la nature, le risque de réalisme est

carté. Les couleurs participeraient à la création, au même itre que les vides. Ce que les Grecs avaient déjà compris, ans pousser l'application plus loin que la mise en relief des ppositions de masses et la diversification des parties. Mais lans ce domaine Laurens n'a pas repris, jusqu'ici, ses expéiences d'il y a plus de trente ans. »

ROBERT VRINAT.

Un livre de sociologie de l'art : Situation de l'art moderne, *de Jean Cassou*

(Collection « L'homme et la machine », Éd. de Minuit, 1950.)

La collection « L'homme et la machine » dirigée par Georges Friedmann, dans laquelle s'insère *Situation de l'art moderne,* fut l'occasion pour M. Cassou d'étudier le « comportement de l'art en face du machinisme ». Dans quelle mesure en effet le machinisme moderne a-t-il influencé les artistes de notre temps ? Dans quelle mesure aussi a-t-il pu être absorbé, vaincu par cette spiritualisation qu'est la création artistique ? Il aurait été facile à l'auteur de démontrer les incidences de la machine, du rythme mécanique, de la révision de la notion de temps et d'espace dans le cubisme ou dans le constructivisme, voire dans le surréalisme. M. Cassou s'est peu attardé à ce problème; ce n'était pas là son intention. L'homme et la machine. C'est l'homme, l'artiste auquel il s'est d'abord intéressé pour le décrire dans sa solitude originelle, en face de ses mains, d'un outil rudimentaire, presque dérisoire, et de la matière.

L'homme opposé à la machine mais la rejoignant en quelque sorte dans l'objet. Retraçant la critique musicale de M. Ansermet que d'aucuns ont pu lire dans le compte-rendu des Rencontres internationales de Genève de 1948, l'auteur retrouve l'éthos esthétique de notre époque sous le nom de

Pudeur. Pudeur cachée, secrètement ordonnée « à cette autre puissance dont l'art moderne, en sa contradiction, est accusé de s'être privé : la réalité ».

Dans une analyse approfondie des débats autour de la réalité, l'auteur nous fait suivre ce long cheminement de l'artiste créant son langage, puis un signe, une chose enfin, réalité autonome, spéculative d'abord, « cosa mentale » comme disait Léonard de Vinci, puis chargée de significations autour desquelles se nouent les relations d'intersubjectivité qui forment la reconnaissance d'un style. Alors l'objet devient style, même la machine ou l'avion. Il apparaîtra dans la monumentalité, signe visible de l'accord de la société et d'un art qu'elle sait être sien. Mais la société regarde toujours en arrière; elle cherche dans le passé cette monumentalité, suprême expression de ses aspirations esthétiques. La révolution moderne lui fait peur car elle ne peut l'actualiser, la présentifier, alors que l'artiste, et surtout l'artiste hanté par la purification, la crainte de toute déchéance dans le temps, afin de saisir l'éternité, se présente à nous comme un « dilatateur de temps en durée ». L'art se refuse à la juridiction sociale pour atteindre à une « mystique » dans laquelle il intègre le clown et le bohémien, le demi-monde et l'illuminé. C'est ce monde-là qu'ont peint Seurat et Rouault à la suite de Daumier et de Goya. Les temps du portrait social sont échus.

Mais est-ce à dire que l'artiste a refusé à tout jamais de retrouver un accord profond avec la société ? Ce rêve au contraire le hante, écrit M. Cassou. Mais l'artiste, créateur d'objets, fabulateur de « machines » n'est plus homme de métier. Il ne transmet plus. Son objet restera isolé ou perdu, oublié. Et c'est à la notion de métier, moment primordial de raccord à la société que l'auteur de *Situation de l'art moderne* rattache une réflexion serrée sur la réintégration de la peinture murale et de la sculpture à l'architecture. La vision d'un monde où tout serait coordonné en fonction d'une utilisation — car l'architecture a ce double privilège de créer des formes à la fois utiles et abstraites, c'est-à-dire décantées de tout souci imitatif et fondé sur des normes constructives techniques et en définitif mathématiques — ouvre des perspectives nouvelles sur ce qu'il convient d'appeler avec M. Cassou un art « fonctionnel ». Fonction ou organe; donc art orga-

que. La récupération d'un style correspondant à une ère chnique sera donc d'ordre organique. Nous sommes des ilitaires, et c'est à l'art que nous demanderons d'humaniser ıtile, d'y faire passer un peu de gratuité et de noblesse. La achine est un fait; nous n'avons pas à la rejeter, mais à ıssumer.

Ainsi le cinéma, art social par excellence, qui indique que s débats autour de la liberté de création opposée à une tégration de l'art dans la vie sociale est un faux problème. *tuation de l'art moderne*, grâce au sens humain, et l'expé- ence esthétique de M. Cassou, ouvre sur le monde des arts de son interférence à des données économiques et sociales s perspectives nouvelles et des éléments de solution que on voudrait voir concrétisés sans retard.

PH. SECRETAN.

Jeux de dames

1. *Joconde*, par Marie-Anne Comnène (Émile-Paul).
2. *Le Jour des Rois*, par Véronique Blaise (Pierre Seghers).
3. *Les Noces du matin*, par Raymonde Vincent (le Seuil).
4. *Au vent de l'hiver*, par Agnès Chabrier (Grasset).
5. *Un barrage contre le Pacifique*, par Marguerite Duras Gallimard).
6. *La place au Paradis*, par Danielle Roland (Flammarion).

Une jeune fille songe à son futur mari : « Il lui fera la vie louce et bonne. Surtout, elle n'aura de lui aucun enfant ni l'ailleurs d'aucun homme : les enfants, si beaux à voir de oin, risqueraient d'étouffer son besoin de vivre sans escla- age... » Rêverie de *Joconde* [1], à dix-huit ans, avant cette guerre qu'on appela *la grande*. Sur trois cents pages, sa vie couvre un demi-siècle, peut-être plus, de la respectable ville le Lyon au camp d'Auchwitz. Son premier amour n'est pas

le dernier. On aurait du mal à la traiter de volage, mais o la flatterait en la faisant fidèle. De la vie, elle prend tout c qui est bon (elle le prend sans vulgarité, trop bien éduqué pour être goulue). Le hasard qui fit sa mort pitoyable s'es trompé de cible... Marie-Anne Comnène, elle, ne s'est poin trompée de plume, ni d'encre : elle a voulu une peintur exemplaire, avec de l'huile sans lésinerie, avec des couleur sans embu. Parallèlement à l'édifiante collection des *Brigitte* (de Mme Berthe Bernage), on verrait une autrement édifiant série de Jocondes : « Joconde et la Maison maternelle » — « Joconde jeune fille » — « Les Amours de Joconde » — « Joconde et la Poésie »... C'est assez dire qu'il s'agit d'un littérature facile, fictive, futile, dont nous n'avons tant parl que pour servir d'exorde à l'étude de quelques romans, œu vres de femmes où l'amour n'est pas en quarantaine!

Naturellement, ces jeux de dames comportent des pion blancs et noirs. Pion blanc, *Le Jour des Rois*[2], qu'une tout jeune fille pousse sur le damier littéraire. Véronique Blais est quercynoise, ingénue, blonde (en effigie), pourvue d'u grand amour des bois et d'un style prometteur. Exemple « Le soleil s'est arrêté devant le froid du soir », ou bien « La mare devient une vieille femme ridée », et encore : « L chien passe vite sur la route; son odeur suit le fossé... » Qu nous content, avec ces phrases de plein vent, les vingt an de Véronique Blaise? L'amour, bien sûr, l'amour de Mari et de Pierre, comment Pierre fait sa place à Marie et com ment Marie peuple avec Pierre ses rêves adolescents. C'es pur, c'est frais jusqu'au merveilleux, jusqu'à la magie. Sym phonie immaculée : un petit pion blanc qui fera son chemi dans la vie.

Blanc aussi le roman de Raymonde Vincent, *Les Noces d matin*[3]. Berrichonne, extrêmement intuitive et attentive Raymonde Vincent conquit d'un coup la notoriété par so premier livre, *Campagne*, précisément pour ses vertus d'at tention aux menues réalités paysannes et pour son intuitio des correspondances secrètes entre les créatures douées d'un âme et les objets quotidiens. Avec *Les Noces du matin*, l registre s'élargit, le timbre atteint sa plénitude, une magis trale verbération se soumet l'air, le climat et le cadre roma nesques. Anne est à la veille de rompre avec sa solitude Entré dans cette solitude, Étienne inspire à la femme aimé

tte remarque : « Je retrouve vivant, mystérieux, tout ce qui
iparavant n'était qu'épars, oublié, morne. » Mais cette vie,
: mystère sont-ils le bonheur ? Peut-être. Un bonheur à
échelle terrestre, blessé d'orages, jamais autant menacé que
ins son paroxysme. Pour le présent et l'avenir, pour le pire
l'indissoluble, Anne, Étienne se sont enchaînés par une
otion dont ils ne finiront jamais de peser les mobiles et la
onscience. Un prochain roman dénouera le destin de celle
ui, dans celui-ci, pense que « la mort brûlante, aride, res-
emble si bien aux incendies de l'âme. Étrange rapproche-
ient, étroite parenté, douceur familière. Est-ce que tout ne
nira pas un jour ainsi, blanc sur blanc ? »

Blanc sur noir, *Au vent de l'hiver* est l'ensevelissement
'un cœur trompé, la glissade dans le froid (un froid psycho-
gique qu'aggrave une ambiance continentale, neigeuse, gla-
ée...) Kleine, la fiancée, et Béla, le fiancé, sont les héros
assiques de cette histoire. Kleine occupe tout le livre; Béla
n est absent, rigoureusement. Sans cette absence, il n'y
urait pas de roman, puisqu'il s'agit de nous montrer le
egret, l'attente, le doute et l'amertune de Kleine. Agnès
habrier y réussit très simplement, sans prétention ni origi-
alité : deux cent cinquante pages à lire un soir lent et
erein, au coin d'un bon feu...

Pion noir, *Un barrage contre le Pacifique*[5] est l'histoire
'une vieille femme et de ses enfants — un garçon : Joseph,
ne fille : Suzanne. Sur la rive indochinoise, exposés aux
rignotements de l'océan, ils ont ce qu'on appelle une con-
ession. Un terrain improductif qu'il a fallu garantir des
ots par un barrage de fortune. Le barrage a cédé : il n'y a
as de barrage qui tienne contre le Pacifique. La misère
puise la vieille femme, tandis que les enfants trompent leur
ndigence par des escapades à la ville, des soûleries, des cou-
hages sans gloire. La valeur de ce roman est aussi ce qui
uit sa faiblesse : l'atmosphère érotique. Le récit par Joseph
ui-même d'une de ses rencontres amoureuses est un mor-
eau presque parfait. Marguerite Duras a peut-être trop joué
e cette corde : on a l'impression que, s'étant proposé la
elation d'une misère sociale, elle a cédé à l'aisance de l'en-
uminer de fornication — d'où une atmosphère mêlée, caho-
ique, qui énerve jusqu'au style.

L'écueil contre lequel s'est jetée Marguerite Duras, une

autre romancière a su l'éviter : *La place au Paradis*[6] est un tout, un domaine cerné dont l'auteur a l'air de connaître seul les entrées secrètes. Tous les ouvrages de Danielle Roland sont des pions noirs, ce qu'il y a de plus noir. Sa vision du monde n'est pas drôle. Elle sait, elle, dans quelle direction elle pousse ses pions sur le damier; elle connaît les façons de gagner à coup sûr. Aussi bien ne joue-t-elle point : elle triche quand la tricherie est de rigueur. Elle triche si bien que nous serions en peine de dire comment et au détriment de qui. Cependant, je crois que c'est surtout au détriment de la quiétude : pas une de ses créatures qui se carre dans l'existence sans avoir aussitôt l'air d'une larve ou d'un clown.

Cette Françoise qui a tout arrangé pour une vie prudente, prévoyante, praticable comme un bon chemin, Dieu sait quelle blatte elle faillit devenir! Entre son poêle et ses saints (elle est marchande d'*objets de piété*, pour employer l'odieuse terminologie), « les jours tournent tout ronds, sans fêlure ». La fêlure, Danielle Roland se charge de la provoquer. Une belle fêlure, pire qu'une fêlure même : une blessure, une brisure, un cœur défait, fendu, révolté. L'enfant que Françoise aimait — non pas son enfant à elle, mais celui de son mari — Laurent le gentil garçon, le pieux jeune homme, Laurent son orgueil, Laurent décide d'entrer dans les Ordres. Entre Dieu et Françoise, les hostilités sont ouvertes. Et c'est alors que cette femme est belle, dans sa haine, ses jurons, ses désirs homicides. Belle parce qu'elle découvre la vanité de son passé : le commerce des Curé d'Ars et des Notre-Dame de Lourdes, la cagnotte des messes prévues pour le repos de son âme (la place payée d'avance au Paradis). Belle parce que sa haine est de l'amour retourné, et rien n'est pire que l'indifférence...

Fidèle à son univers, Danielle Roland l'est aussi à son art très particulier de mouvoir, d'éclairer, de fabriquer et de détruire les personnages. Si l'on ne choisit pas les démons qui vous engeignent, du moins peut-on choisir le cercle qui vous enferme, le ciel qui vous enchappe. *La place au Paradis* prouve qu'une fois fixé, le choix de l'auteur s'enrichit de mille confrontations avec le monde, de mille expériences qui, pour être souvent imaginaires, n'en sont pas moins souveraines.

MAURICE CHAVARDÈS.

La propagande politique

« De nos jours — écrit J.M. Domenach[1] — la propagande relayé la poésie épique dans sa fonction primitive, qui était e raconter des histoires à un peuple. » On peut imaginer ette parole allemande : Gœbbels est notre Homère.

Vers l'an 1939, des millions d'Européens comprirent brusuement qu'il leur était possible d'entendre des contes de ées ne devant rien au cinéma ou à la littérature, dépourvus e gratuité et dans lesquels il était question d'eux-mêmes. On eur donna une dizaine d'années pour mieux comprendre. Le raître de Stuttgart et les affiches sur les murs, Maurice humann et la Cinquième Colonne, le bromure aux armées et hilippe Henriot, ils appelèrent toutes ces fées et sorcières de la propagande ». Lénine et Hitler n'eussent pas été ce u'ils furent sans la propagande, comme Louis XI sans ommines et Napoléon sans Hugo. A ceci près que la propaande est la chronique et le chant pour l'espace, alors que historiographe et le poète font de la propagande pour le emps. A ceci près encore que la propagande émane moins du éros — qui est celui qui a vécu — que de l'Acteur — qui est elui qui vit.

La propagande est autre chose. Elle tient de la police et de a publicité à phosphore, de l'esthétique et de la psychagogie, e l'éducation et de la « pin-up », de l'espionne aux longs cils t de l'idéologie, de l'hypnose et de la psychose, de la goutte e poison et de la vaccination, de l'érotisme et de la dynamite, e la mythologie et de l'épidémie. J'en oublie. Elle est la raie pédagogie des foules. Elle est aussi un langage — autoome comme la poésie, la science et la prière. Elle est encore entrée de la Vérité dans la géographie.

Elle est diverse : par sa grande bouche fardée, Hitler promettait des maris aux Allemandes, le gouvernement français

1. *La propagande politique*, par J.-M. Domenach (Presses Universitaires de France).

parle au Viet-Nam derrière des bazars ambulants, les Anglais au monde derrière deux doigts en V ou le motif initial de la cinquième symphonie de Beethoven; par cette même bouche fardée Gœbbels hurlait après avoir appris par cœur la statistique des suicides.

J. M. Domenach dit tout cela et bien d'autres choses encore. Mais il montre que la propagande est beaucoup moins simple que ne tend à le faire croire son pittoresque. Il en étudie les lois — loi de simplification et de l'ennemi unique, loi de grossissement et de défiguration, loi d'orchestration, loi de transfusion, loi d'unanimité et de contagion — comme auparavant on a étudié celles de la respiration ou de la fonction hépatique. Car, en fait, la propagande est une fonction naturelle. L'inconvénient est qu'elle soit devenue organe d'artifice, non sans compliquer à l'extrême le réseau touffu de ses règles et de ses techniques. Objectivement, celles-ci rejettent les masses humaines au rayon des abeilles, du chien (celui de Pavlov), du taureau (celui que le rouge excite), des militaires (cf. l'effet de l'instrument de musique à percussion) et du derviche hurleur. La propagande rabaisse incontestablement, et son étude a montré que les hommes actifs, c'est-à-dire de nature à lui résister, sont environ huit pour cent de la population totale. D'où son succès, son emprise, son avenir.

Il faut admirer la sérénité avec laquelle J.M. Domenach énonce ces observations. Car tout cela est désespérant. Nous sommes les habitants d'une planète sur laquelle la Vérité ne passe pas sans sucre (comme le poison) tandis que le mensonge n'en a nul besoin. Sous peine de mort, le vrai doit imiter le faux.

En réalité, on peut comprendre la sérénité de Domenach. C'est qu'il existe un moyen de renvoyer une force d'avilissement à son origine naturelle : la connaître d'abord — et on ne saurait trop recommander le petit livre de Domenach —, la diriger ensuite, faire en sorte qu'elle nous serve enfin, au lieu que nous la servions. Après tout, il y a de l'espoir. « Cette fonction poétique et psychanalytique », qui nous empêchera, si nous le voulons, de l'humaniser? « Et l'on a tant menti que la vérité simple et nue apparaît comme la plus puissante des armes de propagande. » On peut fort bien imaginer une propagande capable de tuer la propagande si l'on met sur pied une croisade de vérité profitant de toutes

les techniques des croisades de mensonge et assez forte pour procéder à l'extinction des « individus à mentalité téléguidée ». On peut imaginer une propagande dirigée contre la nervosité du monde, une arracheuse automatique de mystifications, une trieuse mécanique de bon grain et d'ivraie, en bref une propagande conçue comme pédagogie massive. Dans cette perspective, on voit tout de suite le premier objectif à atteindre. Dans un système de nations démocratiques mais dans lesquelles la démocratie n'est pas encore accomplie, nous nous heurtons constamment à l'opacité et à la multiplicité des cloisons séparant le destin des hommes de l'activité politique. C'est une politique transparente qui serait réellement démocratique, c'est une politique de verre que nous pouvons obtenir, pourvu que nous songions à le demander. Et la propagande serait alors cette espèce de vitrification. J. M. Domenach écrit là-dessus quelques pages qu'il faudrait proposer aux électeurs.

GABRIEL VENAISSIN.

THÉATRE

« *Rome n'est plus dans Rome* »

Je n'appelle plus Rome un enclos de murailles
Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis.

Ainsi parle Sertorius, celui de Corneille, dans la scène 1 de l'acte III. Pour lui donner la réplique, M. Gabriel Marcel met devant lui non plus un autre général romain, mais Pascal Laumière, écrivain français.

Mme Pascal Laumière, bourgeoise paisible et mère de famille, redoute une occupation russe; elle s'arrange pour faire offrir à son mari une chaire de littérature française

dans une nouvelle université brésilienne. Celui-ci acceptera-t-il ? Tel est le problème.

Mais quel problème ?

J'en vois trois.

1° Quand la patrie est occupée, n'est-ce pas un devoir de rester, serait-ce au prix de sa liberté, de la santé de ses enfants, de sa vie ?

2° La patrie n'est pas occupée, mais une guerre est possible : n'est-ce pas un devoir de croire que la patrie ne sera pas occupée ? N'y a-t-il pas un devoir de foi, pour ainsi dire ?

3° La guerre n'est nullement certaine : n'y a-t-il pas un devoir de penser qu'elle n'aura pas lieu ?

Il est clair que la troisième question est mal posée : elle n'est nullement d'ordre moral; ce qui est en cause, ce n'est pas une faute, mais une erreur. Celui qui a jugé la guerre inévitable se trompe si elle n'arrive pas. Celui qui ne la voyait pas venir se trompe si elle vient.

La seconde question rejoint le problème classique de la foi et de la raison. Supposons que Mme Laumière dise à son mari : « J'ai lu le discours du ministre de la Défense nationale à la Chambre donnant les chiffres des effectifs russes et des effectifs occidentaux »; son mari doit-il lui répondre avec « l'infanterie reine des batailles » et « le fantassin français, roi de l'infanterie », etc. ? Dans son dernier livre, *S'unir ou périr*, M. Paul Reynaud se vante d'avoir naguère annoncé aux Américains une invasion-éclair de l'Europe (la page a été reproduite par *Le Figaro*). La foi qui soulève les montagnes est aussi celle qui cherche l'intelligence, *fides quaerens intellectum* : l'aveuglement n'est jamais un devoir.

Reste le premier problème, mais il faut reconnaître qu'il y a une position rétrospective de ce problème-là : alors n'eût-il pas été plus simple et plus clair de ne le point mêler aux précédents et de situer le drame entre juin 1940 et juin 1944 ?

Ceci, d'autant plus que, situé en 1951, il nous est assez difficile de *réaliser* certaines données concrètes du drame. Disons tout de suite que cette difficulté doit nous aider à prendre conscience du sens véritable de l'œuvre.

Quand Pascal Laumière reçoit l'offre brésilienne, il s'écrie : « Proposition inconvenante. » Mot bien étonnant, car la Direction générale des relations culturelles transmet très volontiers aux universitaires de l'État français des « proposi-

tions inconvenantes » de ce genre. D'autre part, comment au siècle des transatlantiques rapides et de l'avion, accepter une chaire en Amérique du Sud signifierait-il quitter la France à jamais ? Allons plus loin : Pascal Laumière nous est présenté comme un courageux moyen qui, sous l'occupation allemande, a « résisté » en écrivant un *Joubert,* comme un scrupuleux qui sait trouver les solutions peu compromettantes : comment ne saisit-il pas aussitôt cette possibilité de partir sans partir ? Comment sa première pensée n'est-elle pas d'accepter cette chaire en disant très haut — à lui-même comme aux autres — que les longues vacances permettent des retours en attendant le retour ?

Notre étonnement signifie sans doute que nous avons été victimes du mot « problème ». De même que dans *Les mains sales,* le « problème » politique était intimement lié à un drame personnel mettant en jeu les idées de M. Sartre sur la liberté au sens métaphysique, de même, dans l'œuvre de M. Gabriel Marcel, *le* « problème » du départ se pose à l'intérieur d'une vie qui a *ses* problèmes : le « *restez* » de Pascal Laumière n'est en aucune façon *la* solution, mais *sa* solution. M. Gabriel Marcel s'est expliqué sur ce point : « Que surtout on n'aille rien chercher qui ressemble à une thèse... Un problème... y est évoqué dans le cadre d'une certaine destinée individuelle, et par rapport à une petite constellation d'êtres étroitement liés entre eux... Mais il faut bien reconnaître que le cas est singulier, que les circonstances le sont aussi, et que nous ne pouvons pas dégager de cette histoire une conclusion universellement valable. »

De fait, elle ne l'est pas pour un autre personnage de la pièce. Pascal a un neveu. Pour ce jeune homme, partir signifie vraiment choisir une autre patrie, faire une carrière et fonder une famille hors de France. Or, il ne se pose aucun problème avant de prendre le bateau, et encore moins une fois arrivé : il s'adapte au Nouveau Monde avec une aisance qui le transforme; là-bas, il devient un être sain, équilibré, regardant enfin l'avenir en face. Ce qui est dramatique ici, c'est l'absence de drame, et ce Marc-André n'est certes pas un des personnages les moins intéressants de la pièce.

Revenons à Pascal Laumière : le drame de son départ se prolonge en un drame familial et un drame religieux. Les trois drames sont-ils parfaitement ajustés les uns aux autres ?

Il n'est pas sûr que le spectateur discerne clairement l'itinéraire religieux de Pascal Laumière, ceci, toujours pour la même raison; il oublie que le problème central ne se pose pas en termes abstraits, mais dans une âme qui vit avec ses propres questions. Or, ce courageux moyen, ce scrupuleux est, à sa façon, en quête de l'absolu. Sa décision le met en présence de réalités nouvelles; le cléricalisme despotique du pays où le conduit la crainte d'une persécution problématique lui révèle l'éternel persécuté : une Église temporellement triomphante lui révèle le Christ éternellement militant.

Au contraire, le drame familial apparaît immédiatement uni au drame central : c'est le problème du départ qui le fait surgir ou plus exactement qui le dévoile. Mme Laumière est un des personnages les plus vivants et les mieux dessinés du théâtre de Gabriel Marcel. « Ma voix, dit-elle à son mari, c'est la tienne, c'est ta voix des profondeurs, c'est la voix que tu n'as pas encore le courage d'écouter au fond de toi-même. » Aussi ne manque-t-elle jamais d'accuser l'écart entre ce qu'il est et ce qu'il voudrait être, de dénoncer en lui le trop humain pour ridiculiser tout désir de regarder plus haut, de développer en lui le sentiment de la médiocrité comme fatalité : en un mot, qui est de l'auteur, elle lui présente toujours l'image de lui-même la plus décourageante. Pour Pascal, se ressaisir, c'est rompre avec cette femme dont le regard le dégrade.

La pièce a conservé le feu de l'improvisation, la force entraînante d'une conversation à bâtons rompus... sur le dos des uns et des autres. Le communiste dit ses vérités au bourgeois; il est vrai que celui de M. Gabriel Marcel est une espèce de titiste français; mais dans la mesure où il est aussi communiste, il est durement traité, ne serait-ce qu'en proférant ce mot, qui rappelle celui de Gœring sur la culture : « L'homme, connais pas; quand on dit ce mot-là je sors mon revolver. » Le philosophe, au passage, rend hommage aux Jésuites lyonnais qui furent naguère relevés de leur enseignement. Sans le vouloir, probablement, il réveille une vieille opposition entre les fils de saint Dominique et ceux de saint François : l'intégrisme intégral, qui va jusqu'à proscrire Gide, Proust et Rimbaud de l'histoire littéraire, apparaît sous les traits d'un Frère Prêcheur; un Frère Mineur représente la Charité. On souhaiterait parfois une autre imagerie

dans une œuvre où la pensée a souvent trouvé d'admirables formules telles que : « C'est terrible, cette lumière qui ne parvient sur les êtres qu'une fois qu'ils sont morts »; ou encore : « Il y a des grâces miséricordieuses, des morts qui sont des grâces »; « La peur de la peur est-elle du courage ? » « Personne n'a droit à rien... »

M. Jean Vernier a mis en scène *Rome n'est plus dans Rome* avec cette intelligente discrétion que nous avons si souvent appréciée au Théâtre Hébertot et qui donne à son travail une belle précision. La pièce est bien servie. L'auteur a communiqué aux acteurs l'émotion qui a créé leurs personnages : leur jeu sauve cette « tension » dramatique qui impose l'œuvre à la salle.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

« *Boulevard du Crépuscule* » et « *Eve* »
Le métier de star et celui de comédienne

Le cinéma est trop jeune pour nous avoir jusqu'à présent fourni les grandes œuvres d'auto-critiques dont on trouverait de nombreux exemples au théâtre. Voici pourtant deux films américains sortis presque simultanément à Paris et qui posent l'un et l'autre une question grave : celle du destin des actrices que guette la vieillesse. Destin bien différent d'ailleurs selon que l'actrice (comme dans *Boulevard du Crépuscule*) est une star, de celles que l'on qualifie de « monstres sacrés » faute de pouvoir mieux les définir — ou (comme dans *All about Eve*) une comédienne qui possède un métier et qui a su en faire un art.

La star à l'état pur n'existe qu'au cinéma. Non que le théâtre n'ait pas connu de « monstres sacrés », mais ils étaient

aussi des artistes. Alors qu'au cinéma l'engouement du public pour un visage, joint aux moyens de la publicité, permet la création, de toutes pièces, d'une vedette que rien d'autre ne fait exister que cette rencontre occasionnelle et fugace entre le goût passager de la foule et les besoins commerciaux plus versatiles encore. Une fois passé le bref moment de la célébrité, l'étoile tombe du ciel dans un oubli total. Que devient la femme qui prêtait son visage et sa silhouette à ce mythe collectif ? A cette question, *Boulevard du Crépuscule* répond avec une rare audace, puisque le principal rôle du film est tenu par Gloria Swanson, qui fut une authentique gloire du cinéma muet et qui n'a pas tourné depuis vingt ans. A travers ce drame individuel le film prend donc la valeur d'un regard d'Hollywood vers son passé et touche un point essentiel du « fait cinématographique » contemporain.

Ce ne sont pas les milieux du cinéma mais ceux du théâtre qui servent de cache à *All about Eve*. Le même problème prend ici un aspect tout différent, car la grande actrice Margo n'est pas une star, mais une comédienne. Elle atteint l'âge où il lui faut renoncer aux rôles de jeunes filles qui lui ont valu l'enthousiasme du public. Mais il s'agit seulement d'un changement d'emploi, et nous savons bien qu'après les rôles de jeunes premières, elle jouera les rôles de femmes, puis ceux de mères, parce qu'elle n'est pas un mythe publicitaire, mais une artiste. Pour le spectateur la question posée ici ne se limite pourtant pas au théâtre, car c'est Bette Davis qui incarne Margo, et Bette Davis est, dans le *cinéma* américain, le meilleur exemple de comédienne parvenue à la célébrité par des moyens opposés à ceux qu'emploient les stars. Son physique ingrat est un défi jeté aux femmes-poupées produites en série, et elle a su s'imposer par un talent qui éclate, par exemple, dans les œuvres de Wyler comme *L'Insoumise* ou *La Vipère*.

Sunset Boulevard.

Boulevard du Crépuscule n'est pas seulement un film où Hollywood se penche sur son passé. Il évoque la vie d'un scénariste d'aujourd'hui, besogneux et quasi chômeur, prêt à renoncer au mirage du cinéma. Ce scénariste, Gillis, échoue par hasard dans une demeure démesurée et effarante de ce

Boulevard qui fut à la mode voilà vingt ans et qu'habitent encore les célébrités passées. Il découvre dans un salon baroquement décoré (dans le goût des « folies » des années 1920) une femme à l'image du cadre où elle vit. C'est Norma Desmond (Gloria Swanson), qui a conservé le genre de beauté, la coiffure, le maquillage et les gestes des « vamp » qui furent de mode dans le cinéma muet. Le réalisateur du film, Billy Wildes, a su décrire avec un incontestable talent l'atmosphère étouffante de cette maison morte hantée par une ombre qui se survit. La vanité du décor apparaît sans cesse comme le symbole du vide intérieur des êtres qui y vivent.

L'ancienne star, encore démesurément riche, engagera le scénariste aux abois pour mettre en forme un projet de film dont elle veut tenir la vedette. Cet engagement deviendra liaison, autant par sordide intérêt que par une sorte de pitié de la part de Gillis. Et le jour où le jeune homme voudra rompre cette dégradante association, Norma Swanson le tuera dans un accès de rage jalouse. Geste au demeurant explicable par la véritable folie qui s'empare de cette femme hantée par une célébrité passée dont elle prolonge l'illusion depuis vingt ans.

Mais l'intrigue dans ce film n'est qu'un prétexte et l'essentiel reste l'évocation d'un monde étrange (mais vraisemblable) fait des déchets rejetés par la machine hollywoodienne. Le valet de chambre intendant de Norma Desmond est un ancien metteur en scène célèbre — oublié lui aussi. Il fut même le premier des trois maris de Norma et reste le seul fervent de son culte qu'il entretient en lui envoyant des lettres d'admirateurs et en créant autour d'elle les conditions de la folle illusion dont elle vit. Ce rôle — comme celui de Norma — est tenu par un acteur qui fut effectivement un très grand metteur en scène du muet et qui ne tourne plus de films depuis des décades : Eric Von Stroheim. Les invités même qui viennent faire chez la vedette des bridges lugubres ont eu des noms. Une apparition de Buster Keaton, dans ce rôle qui est le sien dans la vie, est bouleversante.

Par ce parti pris d'assimilation des personnages et de ceux qui les jouent, *Boulevard du Crépuscule* est, par instant, un film d'une cruauté presque insoutenable, dans la mesure où la satire d'un monde de morts vivants se mêle sans cesse à la réalité. Quand la star reçoit un coup de téléphone du studio

Paramount et s'y rend aussitôt dans sa limousine énorme et démodée, c'est Cecil B. de Mille qui la reçoit, Cecil B. de Mille joué par lui-même et exemple d'un metteur en scène du muet qui a su se plier aux servitudes commerciales et continuer sa carrière. Et le refus déguisé qu'il essaye d'opposer à l'actrice semble le symbole de ceux que la femme de chair et d'os que nous avons sous les yeux n'a pu manquer d'essuyer depuis vingt ans.

Dans le cas de Gloria Swanson, cette cruauté est heureusement atténuée par le fait qu'*elle joue bien*, qu'elle est incontestablement émouvante même dans les scènes où elle accentue son style démodé. Dans ce jeu constant entre fiction et réalité on en vient à se demander si l'actrice est folle ou s'il n'a pas fallu que la machine de production soit détraquée pour la rejeter.

La morale de cette histoire, on pourrait la trouver dans une réplique où le jeune scénariste jette à Norma Desmond : « Le drame, ce n'est pas d'avoir cinquante ans, c'est de vouloir en paraître vingt-cinq. » En acceptant de tourner ce film étonnant, Gloria Swanson a prouvé qu'elle avait surmonté ce drame qui conduit à la folie son personnage du film.

Mais au delà d'un drame individuel, bien ou mal surmonté, on aperçoit sans cesse en filigrane un drame plus profond, celui d'un monde où tout est artifice : beauté, célébrité et jusqu'à la vie même.

All about Eve.

Eve présente le spectacle d'un monde moins crépusculaire et moins désespérant, mais il fait des personnages une peinture plus satirique et plus amère. Car ici l'ambition de la jeune débutante qui s'appelle Eve est opposée à la chute de la grande comédienne Margo, et il s'agit d'une ambition sans scrupules, sans pitié qui se cache sous un masque angélique. La jeune Ann Baxter fait dans le rôle d'Eve une création dont la réussite peut se comparer à la magnifique démonstration de son talent dont ce film a offert une nouvelle occasion à Bette Davis. On ne peut faire à une jeune actrice plus grand compliment. Mais ici encore nous sommes sur un terrain étrange, à mi-chemin entre la réalité et la fiction, car ces personnages d'acteurs joués par des acteurs ne peuvent

manquer de mêler le jeu et la vie. (Pour faire exceptionnellement un emprunt à la chronique privée, notons qu'on a annoncé que Bette Davis avait épousé, après le tournage, l'acteur qui jouait le rôle de son mari *dans le film*.)

Eve est l'exposé du « moyen de parvenir » au théâtre. Une jeune fille est remarquée par sa fidélité à attendre chaque soir, pendant des semaines, le passage de la grande actrice à la sortie des artistes. On la présente à Margo. Elle lui dit son admiration qui va jusqu'à la dévotion, elle servira son idole à la fois comme une secrétaire, comme une domestique et comme une mère. Elle se fait petite, humble, aimante. Mais tant de dévouement n'était qu'une hypocrisie, ou plutôt un *jeu*. Car Eve n'a qu'une passion en tête : *jouer*, et elle joue sa vie pour pouvoir jouer sur la scène la vie des autres. Elle ne reculera devant aucune bassesse, trahira celle qui l'a recueillie, essayera de séduire celui qu'elle aime, fera chanter sa meilleure amie et mettra dans son jeu, à force de feinte innocence, un critique dramatique qui est pourtant un vieux routier du métier. La conclusion ? Eve remplacera Margo, se laissera griser à son tour par les éloges et les applaudissements. Mais ce n'est pas la vraie conclusion, car en rentrant chez elle le soir du triomphe qui l'a consacrée, Eve trouve une jeune fille qui l'attend, qui l'admire jusqu'à la dévotion, qui se fait petite, humble, aimante. Et le spectateur, évoquant ce cycle des célébrités qui se remplacent, en vient à se demander comment Margo elle-même s'y est prise pour parvenir...

Il n'est pas besoin d'aller à New-York pour constater que le monde du théâtre est un monde sans pitié, un monde où, plus qu'ailleurs, seule compte la réussite. « Sortir », « percer », mots qui traduisent la hantise de tous débutants mais qui, dans un milieu d'acteurs, prend un sens plus cruel, car c'est l'être tout entier qui s'engage dans la lutte et c'est lui-même qui en est l'enjeu, cet être qui s'offrira chaque soir au public.

Ce film (dont Joseph L. Mankiewicz est vraiment l'auteur, puisqu'il en a signé le scénario et la réalisation) est construit sans bavures et réalisé avec une extrême sûreté dans la « mise en images ». Car le problème n'était pas tant ici de « mettre en scène » une intrigue que de « mettre en images » le jeu de deux actrices, ce jeu qui est à la fois le sujet et le

moyen du film. On ne trouve ici aucun de ces caractères qui, dans l'esprit public, définissent le cinéma (paysages, scènes d'action, changements de lieux, voire effets spéciaux). Parce que l'action se déroule entre quatre murs et consiste surtout en conversations, on dira sans doute que ce film sur le théâtre est du théâtre filmé. Rien ne serait plus faux, car sa perfection technique tient à l'art avec lequel le réalisateur a su choisir la vision expressive et significative qu'il devait donner à chaque instant de ces visages entre lesquels se joue un drame. Tour de force discret dans la ligne de la paradoxale mise en film des *Parents terribles* par Cocteau.

Pour la première fois peut-être au cinéma, on ressent, dans *Boulevard du Crépuscule* comme dans *Eve*, un malaise devant la mise à nu des ressorts profonds du métier d'acteur. L'existence de ces êtres de chair et de sang qui se servent de leur corps pour rendre sensibles les mouvements de l'âme d'êtres imaginaires est une sorte de scandale permanent pour qui veut y réfléchir. Il est sans doute des acteurs qui font leur métier simplement et parfois avec le plus grand talent, sans drame et sans compromettre leur être profond. Mais il en est d'autres qui sont entièrement aliénés par un métier qui met à si rude épreuve le secret même de la personnalité. Il est des comédiens pour qui l'expression « se donner au public » n'est pas simple métaphore. Et comment les accuser de cabotinage quand les drames de leur carrière se confondent avec les drames de leur vie, puisque leur métier les oblige à mêler si étroitement l'art et la vie ?

Qu'il s'agisse d'une star lancée par la publicité et enivrée d'une gloire monstrueuse ou d'une comédienne de théâtre fascinée par les rôles qu'elle joue, derrière ces visions proposées au public vivent des femmes et parfois de pauvres femmes. Pour nous avoir bouleversés par le rappel de cette vérité, *Boulevard du Crépuscule* et *Eve* sont deux films dont l'intérêt humain ne saurait laisser indifférent.

J.-P. Chartier.

DOCUMENT

LE FASCISME AUX ETATS-UNIS

L'EXPRESSION de « Fascisme américain » peut sembler impropre. Nous croyons cependant qu'elle convient parfaitement à l'analyse de diverses tendances actuellement en œuvre dans la société américaine. Et ceci pour deux raisons :

1° Les fascismes européens ont permis au capitalisme de parer l'assaut révolutionnaire. Il n'existe guère de force révolutionnaire aux États-Unis, mais il existe des forces qui tendent à une nouvelle répartition de la puissance économique. Rien n'empêche de considérer le fascisme comme étant une réorganisation de la société en vue d'obtenir ou de maintenir une répartition équitable de la puissance économique par des moyens non démocratiques. On passe de la démocratie au fascisme lorsqu'un nombre suffisant de citoyens préfèrent une mauvaise répartition de la puissance économique aux privilèges de la démocratie.

2° L'existence du régime communiste en U.R.S.S., dans les pays satellites, en Yougoslavie, en Chine, la réforme socialiste en Angleterre ne vont pas sans poser des problèmes au capitalisme américain. Si le capita-

lisme américain n'est point menacé du dedans, il l'est sans doute du dehors. Mais pour lutter au dehors, il a besoin de se consolider au dedans; le conflit qui le met aux prises avec d'autres systèmes économiques peut logiquement amener une réaction assez analogue à celle des fascismes européens.

Devant la situation actuelle, les États-Unis réagissent d'une manière qui met en péril et qui peut un jour mettre en question les libertés individuelles, comme elle peut acheminer à une oppression des minorités, non seulement raciales mais politiques et religieuses, au profit d'un nationalisme exacerbé. Ce faisant, le peuple américain reprend certaines tendances qui ont toujours agi au sein de la démocratie américaine. C'est pourquoi l'examen des orientations fascistes actuelles doit être précédé d'une étude historique.

I. — Historique

1° *Le nativisme*

Dès les premières années de l'Indépendance — et même à l'époque coloniale — un fort mouvement nativiste, souvent mal distingué d'une opposition, soit aux sectes protestantes comme celle des Quakers, soit au catholicisme, s'est manifesté aux États-Unis. La société appelée *The Bible Commonwealth* (époque coloniale) estimait que l'État et l'Église doivent se soutenir mutuellement; elle en concluait que le corps politique devait se limiter aux personnes qui appartenaient à l'une des grandes confessions protestantes. Elle refusait donc tout droit politique aux puritains, aux Quakers et aux catholiques.

C'est l'époque où le *Know-Nothingism* agit, souvent par la peur, sur la scène politique américaine. Les Know-Nothings utilisent les loges nativistes; ils sont constitués en association secrète, redoutée parce qu'on en ignore la force exacte. Ils font les élections en Nouvelle Angleterre, dans le Maryland et dans le Kentucky. Leur influence s'étend jusqu'au Sud qui, cependant, n'est point un terrain d'immigration, mais qui redoute de voir venir les étrangers. En 1835, dans une série de lettres publiées sous le titre *Foreign Conspiracy against the Liberties of the United States,* Samuel F. B. Morse réclame une loi interdisant à jamais le droit de vote aux immigrants, voire à leur descendance.

Samuel F. B. Morse et l'*American Native Party* en voulaient tout particulièrement aux catholiques auxquels ils reprochaient leur « allégeance » politique envers un souverain étranger, le pape.

2° *Le second Ku-Klux-Klan*

Dès 1919, l'anticommunisme apparaît avec la formation du parti communiste. C'est alors que naît pour la première fois aux États-Unis un mouvement qu'on peut, sans hésiter, qualifier de fasciste.

Il est difficile de donner en quelques lignes la signification d'un phénomène aussi vaste que l'apparition et le succès du Klan. A l'analyse, celui-ci se révèle comme un mouvement de Blancs, Américains de naissance et protestants. Les chevaliers du Ku-Klux-Klan étaient généralement de condition moyenne, de ces gens qui profitent de l'ordre établi sans pouvoir espérer résister à un changement des conditions sociales. Mais c'est précisément parmi ces classes que les fascismes européens ont recruté leurs adeptes. Aux environs de 1925, les classes moyennes protestantes étaient terrifiées par une propagande

contre les catholiques et les juifs qui, disait-on, menaçaient l'école publique, contrôlaient la presse et voulaient s'emparer du pouvoir. L'anticatholicisme devint si violent que l'American Legion s'opposait à ce qu'un drapeau américain entrât dans une église catholique, fût-ce aux funérailles d'un ancien combattant. Contre ces dangers — vingt millions de catholiques et trois millions de juifs fortement « organisés » — et cent pour cent américains devaient s'unir pour garder le contrôle politique du pays.

3° *Le fascisme en Louisiane*

Huey Pierce Long, Gouverneur de la Louisiane, puis sénateur des États-Unis, est un cas psychologique sur lequel les cas d'Hitler et de Mussolini ne l'emportent que de peu. Né d'une famille pauvre, il a souffert des humiliations réservées dans le Sud aux « pauvres Blancs », et s'il a engagé une lutte contre les grandes compagnies, c'est plus par esprit de vengeance personnelle que par esprit social. Doué d'un réel talent oratoire et de cet humour qui constitue la meilleure arme du politicien américain, il parvint à se faire élire gouverneur de Louisiane. En peu de temps il supprima la réalité, sinon les apparences de la démocratie. Il entreprit alors de se faire élire président des États-Unis et il y eût pu réussir si, obéissant à des motifs qui n'ont pas été éclaircis, le 8 septembre 1935, un jeune docteur n'avait abattu le dictateur au milieu de sa garde du corps.

Il est assez facile de caractériser la dictature des frères Long : c'est une pure dictature, en ce sens qu'elle veut le pouvoir pour le pouvoir et que nulle philosophie politique ne semble l'inspirer. Elle correspond pourtant à la situation économique de la Louisiane, pays pauvre où le mécontentement est grand même parmi les Blancs.

4° *Les fascismes de la crise*

La grande crise économique détermina toute une floraison de démagogues et de mouvements fascistes plus ou moins importants. Nous devons noter les *Silver Shirts*, ou chemises d'argent, surtout florissantes en Californie, mais répandues à travers tout le pays; les implications fascistes d'un plan tel que celui du naïf Docteur Townsend; les louanges que la Presse Hearst décerne aux fascistes européens. C'est aussi l'époque où le fascisme trouve en Amérique son élaboration intellectuelle, sous la plume de Lawrence Dennis et où l'on observe des renouveaux de nationalisme sous la direction de l'*American Legion* (association d'anciens combattants), des *Daughters of the American Revolution* (descendantes de personnages illustres de la Révolution américaine), des *Elks* (sorte de loge), voire du *Kiwanis* (Service-Club), et les deux plus importants.

1) *De nouveau Huey Long.*

Élu sénateur des États-Unis, Huey Long cherche à devenir Président des États-Unis. Après avoir soutenu Roosevelt, il se tourne violemment contre lui et devient rapidement le personnage le plus populaire des États-Unis grâce à un plan démagogique connu sous le nom de *Share our money plan.*

Ce programme, surtout démagogique. a été élaboré en une nuit sans étude économique préalable : Il ne dit pas un mot des Syndicats; il tend à retirer l'enfant à sa famille en assurant l'entretien gratuit des écoliers et étudiants. Enfin on ne voit pas bien pourquoi, si Long est logique avec lui-même, il réduit au tiers de la richesse moyenne la part de la richesse nationale garantie à chaque famille.

2) *Le R. P. Coughlin.*

Ce prêtre américain qui, lui aussi, rêvait de devenir Président des États-Unis et qui a su grouper derrière lui des millions d'Américains de toutes confessions, a, mieux que tout autre démagogue élaboré un programme de caractère fasciste donnant au capital toute sécurité du côté travail.

Ce programme, dans lequel des réminiscences d'Encycliques se mêlent aux aspirations fascistes, suscita des millions de réponses enthousiastes. Il ne dit pas un mot de la liberté d'expression, ni de la forme démocratique du Gouvernement. On a noté le paragraphe qui vise les syndicats. Coughlin avait d'ailleurs annoncé qu'à Roosevelt succéderait un dictateur. Ce ne pouvait être que Coughlin lui-même. Fort heureusement, le désaveu des autorités ecclésiastiques a gêné l'action de la League; mais l'activité politique de Coughlin ne devait cesser qu'en 1941, lorsque les États-Unis sont entrés dans la guerre.

II. — Le présent

Ces données historiques montrent que les tendances fascistes actuellement à l'œuvre ne constituent point un fait nouveau dans la psychologie américaine. Si nous avions été mieux avertis de l'histoire des États-Unis, nous ne nous serions pas étonnés de les rencontrer en débarquant sur le Nouveau Monde. Avant de passer à l'analyse des tendances fascistes au sein des États-Unis de 1951, nous prions le lecteur de n'y voir aucune « prophétie » : l'histoire américaine permet tout autant d'escompter la défaite ou plutôt la mise en sommeil prolongé

de ces tendances que de redouter une marche rapide vers le fascisme.

A une exception près — la Louisiane — les tendances fascistes sont nées aux États-Unis, comme ailleurs, d'une psychose de peur : peur des catholiques, des juifs, des étrangers, des jaunes, des noirs, des communistes. Toutes ces peurs peuvent se résumer en une seule : crainte d'une nouvelle distribution de la puissance économique. Aujourd'hui, mêmes psychoses : peur du communisme, peur de la guerre, peur des peuples de couleur, peur des catholiques, peur de l'étranger, déterminées comme nous le disions en commençant, par la crainte d'une transformation de l'économie mondiale.

1° *Les psychoses*

1) *La peur du communisme.*

Il est extrêmement difficile de rencontrer un véritable communiste aux États-Unis. Et cependant, chaque jour, au moins un Américain nous a signalé des communistes et des organisations communistes; des listes comportant des centaines de noms circulent, indiquant les organisations « communistes » en train de saper les institutions américaines.

Mais voici qui est plus grave : devant le communiste de ses rêves, l'Américain se sent désarmé. La seule solution efficace au problème communiste lui paraît être l'extermination en masse. L'Américain moyen aurait trop de scrupules et trop de sensibilité pour ordonner une pareille mesure, s'il avait la possibilité de le faire; mais il bénirait secrètement l'homme d'État qui prendrait une telle décision. Faute d'employer ce moyen extrême, il recourt à des mesures peut-être plus dangereuses pour les libertés civiles.

Chronologiquement parlant, *la première mesure* semble avoir été *celle du serment* demandé aux membres de l'enseignement dans certaines parties des États-Unis, et à certains fonctionnaires. L'Université de Californie, jadis célèbre par sa tenue intellectuelle, s'est rendue plus fameuse encore par la rigueur de ses Régents à ce sujet. A l'Université de Californie et dans plusieurs autres établissements d'enseignement, les professeurs et les membres du corps enseignant sont tenus d'affirmer, sous serment, qu'ils ne préconisent aucune action violente contre le Gouvernement des États-Unis ni contre celui de l'État sur le territoire duquel leur établissement est situé. Cette mesure vise évidemment à éliminer les communistes de l'enseignement; mais, comme on pouvait s'y attendre, aucun communiste n'a été gêné pour prêter pareil serment. Par contre, beaucoup d'hommes de valeur, aussi peu communistes que possible, ont refusé de le prêter ou se sont vus placés dans une condition embarrassante pour leur conscience, humiliante pour leur compétence.

Aux objections de l'Européen, l'Américain répond placidement : pourquoi pas? En quoi un tel serment peut-il gêner ceux qui ne sont pas communistes? Il est assez facile de constater que pour un nombre insignifiant de communistes, on compromet des libertés fondamentales : quand un homme prête un serment, encore faut-il qu'il le prête sincèrement, que l'on puisse contrôler sa sincérité. La définition du « communisme » est ainsi remise à l'appréciation des Régents de l'Université; sera communiste qui paraîtra tel à des commerçants fortunés chargés d'administrer l'Université, non point en raison de leur valeur académique, mais de leur habileté en matière financière. Par ailleurs, l'introduction du serment a modifié le statut des professeurs : ceux-ci jouissaient jadis de ce que l'on appelle la « *tenure* »; la chaire qu'ils occupaient était leur chaire et ils ne pouvaient en être privés que pour les raisons les plus graves. Désor-

mais, le serment est exigible tous les ans; il s'ensuit qu'un professeur ne peut être nommé que pour un an et peut être révoqué, avec ou sans raison, à la fin de l'année universitaire. Si le serment était exigé partout, il n'y aurait plus de titulaires, mais seulement des contractuels — au contrat combien défavorable — parmi les universitaires américains. Les États-Unis souffrent manifestement de ne point posséder ces grands corps administratifs ou autres que nous connaissons en Europe. Le corps enseignant lui en offrait la possibilité. La psychose anticommuniste peut faire évanouir celle-ci. En ce qui concerne l'Université de Californie elle-même, l'instauration du serment lui a été grandement préjudiciable puisqu'elle a perdu, par résignation ou par mise à pied, plus de trente professeurs et que cinquante cours ont dû être rayés du programme. On estime, en outre, que cette mesure a détourné, rien que pour l'Université de Californie, cent cinquante-sept jeunes gens de la carrière professorale. Il y avait deux communistes à l'Université de Californie : un assistant et le (ou la) pianiste du gymnase des étudiantes.

Une autre action se poursuit sur les « campus » des Universités. Celle des *commissions d'investigation*. L'effervescence à ce sujet est surtout vive dans l'État d'Illinois qui, voici deux ans et demi, avait déjà été le témoin de mesures analogues. Nous résumerons ici les projets de lois qui sont actuellement en discussion devant les deux chambres de l'Illinois : devant le Sénat ont été déposés les *Broyles Bills* qui, après avoir défini le communisme d'une manière vague et sommaire, en interdisent la propagation et punissent de une à cinq années de prison tous ceux qui s'en font les propagateurs (bill n° 33). Les Broyles Bills déclarent aussi « inéligibles à tout emploi ou service public les personnes qui préconisent un renversement illégal du Gouvernement » et prévoient leur mise à pied (n° 34); le régime légal des universités, collèges

et écoles est amendé de façon à éliminer tout professeur ou maître qui préconise de renverser le Gouvernement des États-Unis ou celui de l'Illinois par force ou violence (n° 35). Enfin une commission d'investigation des activités séditieuses est créée : cette commission a le pouvoir d'exiger, sous sanctions, le témoignage de n'importe quelle personne; elle doit contrôler les livres et manuels utilisés dans les universités, collèges et écoles (n° 36).

Les *Mac Clintock Bills*, déposés sur le bureau de la Chambre sous la pression de l'American Legion, reproduisent pratiquement (n° 92, 96 et 98) les *Broyles Bills* (n° 35 et 36). Le *Bill* n° 93 prévoit la nomination d'un superintendant de l'Instruction publique et d'un *Evaluating Committee* chargé d'examiner les manuels de sciences sociales utilisés dans les écoles, en vue de déterminer si ces ouvrages sont compatibles avec les idéaux de la Constitution américaine ou leur sont opposés.

Bien entendu, ces lois ne visent pas seulement les établissements de l'État, mais aussi toute école ou université libre sur le territoire de l'Illinois. On peut les interpréter très largement.

Tout fonctionnaire du gouvernement peut faire l'objet d'un *Loyalty test*. Ainsi un héros de la dernière guerre — mais noir il est vrai — passe en jugement pour avoir été surpris à lire le *Daily Worker*, journal communiste, et parce que son père, pasteur d'une église nègre, se serait compromis avec des organisations regardées comme communisantes. Au sein du Congrès, le sénateur Mac Carthy s'est rendu ridicule par son incroyable habileté à découvrir des communistes dans l'administration et à exiger leur mise en jugement. Jouissant de l'immunité parlementaire, il a impunément calomnié toute une série « d'honnêtes serviteurs de l'État » comme dirait chez nous un lauréat des comices agricoles. Un Comité spécial de la Chambre des représentants, le *Federal Bureau of Investigation*, plus quelques autres organisations rivalisent de zèle avec la Commission sénatoriale

de Mac Carthy dans la recherche et la répression des activités antiaméricaines. Cette compétition n'est pas un mince danger pour l'honnête citoyen! La situation est telle que le président Truman a dû créer une commission spéciale — la Commission Nimitz, du nom de l'amiral qui la préside — chargée d'étudier les moyens de concilier la sécurité des États-Unis avec le maintien des droits et libertés individuelles. L'intention est sans doute louable mais le but poursuivi laisse à penser [1]...

2) *La peur de la guerre.*

The people of this country want peace... En octobre dernier, les Américains croyaient encore pouvoir dissimuler leur peur de la guerre sous les apparences d'un désir de paix. Ils ne le peuvent plus guère aujourd'hui : le conflit est sur eux, comme on dit par ici, et ils ont peur. Peu de nations, à la veille d'une guerre générale ou engagées en un conflit limité, ont dû offrir un spectacle aussi peu martial que celui présenté aujourd'hui par les États-Unis.

La politique extérieure est hésitante et incohérente, deux manifestations de la peur. Tantôt on regarde vers l'Asie, croyant tourner le dos à l'Europe, tantôt on regarde vers l'Europe croyant tourner le dos à l'Asie, comme la géographie peut le faire croire, mais par l'effet d'un simplisme apparent pour qui contemple l'immense continent eurasiatique. Il est d'ailleurs évident que le sénateur Taft ne parle d'engager les États-Unis en Asie que pour éviter un engagement en Europe. A propos

1. On nous a signalé un projet de loi tendant à créer des camps de concentration où seraient internés les communistes; nous n'avons pu vérifier l'exactitude de cette information. Détail cocasse et significatif de la psychose : un magazine, de moralité douteuse pourtant, dénonce les camps de nudistes comme le refuge naturel des communistes...

d'engagement, une nouvelle formule vient d'être inventée à l'usage des *speakers* pour *service-clubs* : elle réclame un abandon de l'Europe, elle ne mentionne point l'Asie, elle réclame un engagement plus profond au... Canada. Cette formule satisfait le nationalisme des hommes d'affaires mieux que la formule Hoover : peut-être y voit-on la perspective d'affaires nouvelles, et l'on garde toujours le vieux rêve du drapeau étoilé flottant de Panama au Pôle. Bien sûr, si ce rêve exigeait une action précise, on s'empresserait de l'oublier, mais on aime le caresser lorsqu'il ne tire point à conséquence.

On sait que la presse, la radio, les discours officiels placent les États-Unis devant une alternative :

— la solution Truman : ni Munich, ni apaisement. Tenir sur tous les fronts, comme l'a aussi préconisé Douglass d'une manière un peu plus précise que celle de l'Administration.

— la solution Hoover : ne défendre que le continent américain contre une invasion russe. C'est la politique que, contre son gouvernement, le peuple américain, dans son immense majorité, a choisi parce qu'elle recule aux dernières limites possibles les remparts derrière lesquels elle abrite sa peur.

Ces deux politiques ont en commun le refus de tout effort d'imagination. La peur paralyse les facultés. Seuls des groupes délibérément pacifistes ou des groupes clairvoyants, comme l'A.D.A., ont le courage de proclamer qu'après tout l'U.R.S.S. a moins changé depuis 1945 que les États-Unis eux-mêmes : le peuple américain a perdu foi en lui-même.

3) *La peur des peuples de couleur.*

Les nègres des États-Unis se battent maintenant en Corée comme les Blancs; mais aux dires de l'*Association for the Advancement of the coloured people*, la situation des Noirs a plutôt empirée depuis l'intervention chinoise.

On signale aussi quelques manifestations hostiles aux Chinois et Japonais fixés en Amérique, sur la côte Ouest, mais c'est évidemment la situation des Noirs qui doit surtout être examinée.

Les Noirs de l'Est et du Middlewest éprouvent plus de difficultés, depuis quelques mois, à se faire admettre dans un hôtel, à se faire servir dans un café, à se faire prendre par un taxi. La presse mondiale a fait état du sort tragique des sept nègres de Martinville; en d'autres temps les protestations venues de tous les horizons eussent sans doute arrêté l'exécution; mais aujourd'hui les États-Unis « leaders de la race blanche », comme disait M. Siegfried, sont en guerre contre un peuple à la peau colorée.

La presse laisse penser que le Ku-Klux-Klan connaît une recrudescence d'activité dans le Sud. Des mesures législatives sont projetées dans certains États du Sud en vue de maintenir la ségrégation, en dépit des lois fédérales : le 13 janvier 1951, Mr J. F. Byrnes, ancien secrétaire d'État, maintenant gouverneur de la Caroline du Sud, a condamné publiquement les efforts du gouvernement fédéral en vue d'abolir la ségrégation dans les écoles. Le 19 janvier, une loi prévoyant un crédit de cent quatre-vingt-neuf millions de dollars fut déposée devant les Assemblées de Géorgie; le projet prévoit que toute école répudiant la ségrégation se verra refuser sa part de crédits. Le 31 janvier, ces Assemblées redoutant que cette loi ne fût cassée par la Cour suprême des États-Unis ont prévu un amendement à la Constitution de la Géorgie : les écoles publiques deviendraient automatiquement des institutions privées et seraient ainsi libres de pratiquer la ségrégation. Cette loi et cet amendement sont soutenus par le Gouverneur Herman Talmagge [2].

2. Ces faits ne doivent pas faire perdre de vue une évolution à long terme qui tend au contraire à assurer progressivement l'éga-

4) *La peur des catholiques.*

Les catholiques prêtent leur voix au concert nationaliste et fasciste; parfois même ils cherchent à crier plus fort que les autres. Leurs journaux ne perdent pas une occasion de louer Franco et de condamner, au nom de principes « moraux », l'organisation des Nations Unies, la Cour internationale de Justice et l'attitude pacificatrice du Pandhit Nehru. Le sénateur Mac Carthy dont nous parlions tantôt, est un des leurs et la puissante *National Catholic Welfare Conference* le soutient, le met en vedette; cette même organisation ne laisse de repos à un évêque ou un prêtre missionnaire de passage aux États-Unis qu'après avoir obtenu de lui une déclaration sur les dangers que le communisme fait courir au pays qu'il évangélise.

L'Institut de Droit naturel d'une célèbre université catholique a récemment tenu ses assises annuelles pour condamner Roosevelt et Truman au nom de la morale naturelle; un personnage aussi peu catholique et aussi connu pour la passion partisane de ses éditoriaux répandus dans tout le pays que George Sokolsky, en était la vedette.

Et cependant les catholiques sont bien mal récompensés. Pour beaucoup — peut-être faut-il dire : pour la plupart — des Américains, le catholicisme reste un corps étranger, « unamerican », incompatible avec les institutions et l'esprit « démocratique ». Un célèbre journaliste de gauche, Paul Blanshard, a récemment proposé que les catholiques fussent traités comme les communistes, c'est-à-dire qu'ils fussent privés de leurs droits civils. Le tragique, c'est qu'au sein des forces opposées au fas-

lité des Noirs et des Blancs. Peu à peu la ségrégation disparaît tant des universités que des écoles secondaires. Après la première guerre mondiale, la Caroline du Sud et la Géorgie n'auraient certes pas eu besoin de défendre la ségrégation!

cisme, beaucoup d'éléments accepteraient volontiers de telles mesures contre les catholiques, alors qu'ils les rejetteraient si elles étaient prises contre les communistes. Cette incohérence laisse craindre que leur force de résistance ne soit bien fragile si un mouvement fasciste organisé faisait appel à leur anticatholicisme. Il est vrai qu'un tel mouvement aurait aussi à compter avec les catholiques qui représentent une force importante dans la Nation; mais on peut imaginer pareil mouvement donnant des gages aux catholiques et à leurs adversaires, flattant chez les uns et les autres ce qui les porte au fascisme et bernant les uns et les autres.

5) *La peur de l'étranger.*

L'étranger est suspect ici. A coup sûr, il doit être plus ou moins imbu de la philosophie politique du marxisme et sa présence risque de miner les institutions américaines. Le *Mac Carran Act* est assez connu pour que nous nous dispensions de l'analyser; si on l'appliquait à la lettre, les seuls Espagnols susceptibles de pénétrer aux États-Unis seraient les femmes qui n'ont point dû gagner leur vie dans le courant des vingt dernières années. Les enfants italiens ou allemands qui ont appartenu à un groupe scolaire sous les régimes fasciste ou nazi (c'est-à-dire, pratiquement, tous les écoliers italiens et allemands d'alors) ne pourraient obtenir un visa, fût-ce un visa de visiteur. Cette loi qui vise, semble-t-il, les fascistes aussi bien que les communistes fait songer à la suspicion des dictatures à l'égard des étrangers.

2° *Les symptômes*

On nous permettra de passer un peu plus rapidement sur cette partie; les faits qui l'illustrent ont déjà été

cités, ou bien demandent une profusion de détails et d'explications qu'il est impossible d'exposer ici[3].

1° Le symptôme le plus clair est un *anticommunisme diffus*, sentimental, soupçonneux, dépourvu de clairvoyance. C'est aussi cette conviction qu'il est impossible de lutter contre le communisme par des moyens démocratiques.

2° *La propagande se substitue à l'information.* Les options politiques les plus importantes, les discussions sur la sécurité sociale se résument en « comics ». Le rapport d'Eisenhower, la position de la France vis-à-vis du réarmement allemand ont été systématiquement déformés par les « cartoons ». Notons cependant que l'Américain a les moyens de s'informer, privilège aboli par les États fascistes. Toutefois, des restrictions à la liberté de la presse apparaissent dans le Sud.

3° *La liberté d'expression tend à disparaître,* soit légalement en ce qui concerne les communistes et apparentés, soit sous l'effet de nombreuses pressions en ce qui concerne les personnes assez clairvoyantes pour déceler où les tendances actuelles pourraient conduire le pays... Exemple : la bibliothécaire d'une petite ville de l'Oklahoma est renvoyée du poste qu'elle occupait depuis trente et un ans pour avoir osé mettre à la disposition des lecteurs, entre autres revues et hebdomadaires, *The Nation, New Republic* et *Soviet-Russia to-day,* considérés comme littérature subversive. Avant de s'ouvrir,

3. On peut, pour les questions les plus actuelles, se reporter à des journaux tel que le *New-Republic* en particulier le 5 mars 1951, « *The weed* »; et, le 12 mars 1951, « *Labor's Break with Truman* ».

n Américain « progressiste » ou simplement « libéral », au sens américain), s'il occupe une position plus ou moins dépendante de l'Administration ou s'il est universitaire, cherche à savoir si l'interlocuteur est un « ami ».

La situation ne peut qu'empirer dans les mois à venir. La récente loi sur la Sécurité intérieure, qui oblige les communistes à déclarer leur nom à l'Administration a, naturellement eu pour conséquence de faire rentrer le parti communiste dans la clandestinité. Il y a quelques jours, Mr Hoover qui dirige le F.B.I. se plaignait que ses agents ne pouvaient plus désormais combattre le Parti en s'y inscrivant. Maintenant qu'on ne sait plus où trouver l'ennemi, gageons que, plus que jamais, on le trouvera partout.

4° *Certaines haines raciales* se développent à nouveau, comme nous l'avons signalé. Il faut toutefois préciser que les faits signalés en cette matière ne suffisent pas à constituer un « climat ».

5° *La politique extérieure* a besoin de la subordination des pays alliés. Quand on y réfléchit, il paraît inconcevable que les États-Unis s'opposent à l'entrée de la Chine communiste au sein des Nations Unies sans tenir compte du désir de l'Inde, du Pakistan, etc. Vis-à-vis du réarmement allemand, ils ont aussi cherché à plier les autres nations européennes à leur propre décision. Dans le même sens, il faut relever l'utilisation de pays comme la Yougoslavie et l'Espagne, utilisation qui tient compte seulement de l'opposition de ces pays à l'U.R.S.S. et se soucie peu de la position de leurs gouvernements par rapport aux idéaux de la « démocratie occidentale ».

6° Les *contraintes économiques* se développent, spécialement par le blocage des salaires.

3° *Le roc de la Constitution*

Toutes les psychoses analysées plus haut et leurs symptômes se renforcent mutuellement, et leur conjonction paraissent ne tendre qu'à une fin : la conservation de la structure actuelle de la société. Les fascismes européens ont aussi utilisé des forces sociales obscures et irraisonnées, mais ces fascismes se disaient « révolutionnaires », alors que l'Amérique et « conservatrice ». Aux diverses tendances fascistes, la Constitution des États-Unis paraît opposer un bloc d'autant plus inébranlable que la sagesse des *Fouding Fathers* est vantée à tout instant. Mais c'est un mauvais signe que de voir le « modèle » des institutions démocratiques prôné par les propagandistes; on suspecte quelque manœuvre, sans doute inconsciente.

Cette impression est malheureusement confirmée par un événement tout récent : depuis quelques jours, la Constitution américaine a été amendée pour la vingt-deuxième fois. Le président des États-Unis n'est plus éligible que pour deux termes. Voici, disent les journaux républicains, qui garantit les États-Unis contre tout danger de dictature. Regardons-y de plus près.

Le problème soulevé par cet amendement méritait un grand débat politique : la démocratie exige-t-elle que le peuple soit libre d'appeler qui lui plaît à la tête de l'État ? Ou bien le pouvoir dont est investi le chef de l'Exécutif lui permet-il d'exercer des pressions telles que la démocratie risque de n'être plus qu'un mot si on ne limite le nombre de ses mandats ?

Chaque thèse peut avancer des arguments *pro* et *contra*. Nul ne songera à critiquer le peuple américain pour avoir choisi entre les deux thèses. Mais la manière dont

l a choisi est inquiétante : voté en 1947 par le Congrès, e vingt-deuxième amendement n'avait suscité aucun enhousiasme dans les États de l'Union. Il y a six mois, es observateurs prévoyaient qu'il ne serait pas ratifié par un nombre suffisant d'États avant 1954, date à aquelle il devait automatiquement tomber; un vote nouveau du Congrès et une nouvelle mise en marche de la procédure de révision eût alors été nécessaire. En janvier dernier, le parti républicain décida qu'il fallait agir. La presse, la radio, les lobbyistes se mirent à l'œuvre. Leur seule propagande consista à raviver les amertumes et les rancœurs que Roosevelt avait forcément laissées derrière lui. Les républicains se réjouissaient d'appliquer ce soufflet à la mémoire du président défunt et au parti démocrate. Fin février, l'amendement était ratifié par les deux tiers des États.

La plus basse des propagandes a seule pu obtenir des résultats. Et déjà on annonce qu'un vingt-troisième amendement viendra annuler le vingt-deuxième lorsque le pays aura retrouvé un leader ou une idole. Que vaut encore une Constitution aussi maltraitée? S'il est des gens qui, aux États-Unis, rêvent consciemment de fascisme, ils doivent se dire que la route est libre.

*
**

Certains groupes sociaux s'inquiètent de voir mise en question la supériorité sociale de la race blanche; d'autres affichent leur hostilité aux juifs; une fraction importante de la population est toute prête à confondre « libéraux » et communistes; le nationalisme est alimenté par des associations comme l'American Legion. Mais ces courants ne suffisent pas à constituer le fascisme

aussi longtemps qu'ils restent distincts l'un de l'autre. Le fascisme américain est, à l'heure actuelle, un phénomène à l'état diffus. Il ne possède aucun théoricien; Rennis qui jouait ce rôle avant 1941 n'a plus de lecteurs. Il ne s'incarne en aucune grande organisation : le Ku-Klux-Klan, s'il existe encore dans le Sud, est loin d'avoir la puissance de la première après-guerre; le Christian-Front, dirigé par Gerald L. K. Smith, est inconnu de beaucoup; on peut encore avoir quelques doutes sur le fascisme de l'American Legion ou celui des Filles de la Révolution.

Le danger n'en est pas moins menaçant, car ce fascisme diffus pénètre les institutions démocratiques elles-mêmes ainsi qu'il est évident dans le cas de la Commission du sénateur Mac Carthy. Sous cette forme, le fascisme éveille moins la méfiance de l'Américain qui continue à se croire démocrate. Or, que manque-t-il pour qu'apparaisse une organisation puissante qui lierait en un mouvement fasciste les différents courants dangereux pour la démocratie? Sans doute pas plus qu'une crise économique.

Heureusement, la grande tradition des démocrates jeffersoniens est encore vivante. Il faudrait écrire un article encore plus long que celui-ci pour rapporter très brièvement la résistance que cette tradition oppose aux orientations décrites ici. Peut-être faut-il rencontrer un démocrate jeffersonien pour redécouvrir aujourd'hui ce que la liberté individuelle signifie.

Les efforts des « libéraux » (n'entendez surtout point ce mot au sens européen) peuvent paraître sporadiques et inorganisés; le vent semble souffler contre eux. Mais s'ils étaient seuls capables de redonner un souffle de vent à la démocratie américaine, et peut-être à la démocratie dans le monde, n'est-ce pas eux qui l'emporteraient en fin de compte?

Tous ceux qui ont étudié le système politique des

États-Unis reconnaissent, certes, que nul régime démocratique ne donne plus de chances à une minorité agissante. Jouant sur les émotions, les passions populaires que les événements déterminent ou suggèrent, les fascistes pourraient arriver à l'emporter. Il ne faut point se dissimuler pareille éventualité, et les lignes qui précèdent ont cherché à décrire objectivement une situation inquiétante.

Ce n'est pas une raison pour penser que le glas de la démocratie a sonné aux États-Unis. L'Amérique se partage entre deux traditions : l'une — la tradition du *business* — se déclare démocrate, mais, en fait, considère les libertés civiles comme un luxe accordé par ceux qui détiennent le contrôle des forces économiques et politiques lorsqu'ils se sentent en sécurité. L'autre a mis un tel accent sur l'individu qu'elle n'arrive à se cristalliser en aucun groupe au programme précis, qu'elle est toujours embarrassée devant les problèmes concrets, qu'elle ne s'est pas encore adaptée aux exigences de l'économie moderne. La civilisation américaine a deux bases, si disparates, si opposées, qu'elle boitille de l'une à l'autre : l'une est essentiellement économique et, sans l'avouer, ne considère point les libertés civiles comme des droits fondamentaux; l'autre est intensément « libérale » (encore une fois au sens, presque indéfinissable, que l'Amérique attribue à cet objectif) et donneraient toute la puissance matérielle de l'Amérique pour la liberté, si cette dernière était à ce prix. Les « libéraux » n'auraient pas une seconde d'hésitation si pareil choix leur était demandé. Le fascisme n'est point encore maître de l'Amérique; mais qu'on y prenne garde.

N. B. — Une importante précision nous est apportée en dernière minute : Le 5 avril 1951, la Cour d'appel de

l'État de Californie a déclaré illégal l'exigence du serment dont nous parlons page 138 et a décidé que l'Université était obligée de réintégrer dans leurs fonctions les membres du corps enseignant qui avaient été exclus.

Ce document a été préparé par un groupe d'étudiants américains et français vivant aux États-Unis, et publié aux Fiches Documentaires, 31, rue Paul-Déroulède, à Bois-Colombes (Seine).

LA VIE INTELLECTUELLE

REVUE MENSUELLE

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Les abonnements sont : pour la France, d'un an ou de six mois; pour l'Etranger, d'un an. Ils partent de janvier, avril ou octobre.

FRANCE		ETRANGER	
Abon[t] ordin., un an.	**1000 fr.**	Abon[t] ordin., un an.	**1200 fr.**
six mois.	**550 fr.**		
Abon[t] de soutien..	**1500 fr.**	Abon[t] de soutien..	**3000 fr.**

Le numéro : **120** francs; franco : **130** francs

C. C. P. Paris 1436-36

LES EDITIONS DU CERF

29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-VII[e]